

QUELQUES LIVRES D'HISTOIRE

Format in-8° écu, tirage sur Alfax Navarre

FUNK-BRENTANO, <i>de l'Institut.</i> — Luther	25 »
ANDRÉ GAYOT. — Guizot et Madame Laure de Gasparin	45 »
E. A. RHEINHARDT. — L'Impératrice Joséphine	25 »
ANDRÉAS LATZKO. — Le Général Lafayette ...	30 »
Comte CARTON DE WIART, <i>de l'Institut.</i> — Marguerite d'Autriche	25 »
STEFAN ZWEIG. — Erasme	20 »
LETTRES FRANÇAISES DE RICHARD WAGNER ..	30 »
A. AUGUSTIN-THIERRY. — Le Prince Impérial..	20 »
DMITRY MEREJKOVSKY. — Jésus inconnu	25 »
Ch. de la RONCIÈRE. — Valbelle "le Tigre" marin de Louis XIV	20 »
MÉMOIRES DU CHEVALIER D'ÉON	30 »
J.-G. DROYSSEN. — Alexandre	35 »
GINA KAUS. — Catherine la grande	25 »
MARQUISE DE MONTCALM. — Mon Journal pendant le premier ministère de mon frère..	25 »
STEFAN ZWEIG. — Marie Stuart	25 »
LOUIS VAUNOIS. — Vie de Louis XIII.	30 »
C. DE GRUNWALD. — Stein, l'ennemi de Napoléon	25 »
FERNAND PAYEN. — Raymond Poincaré, chez lui, au Parlement, au Palais	25 »
J.-E. FIDAO JUSTINIANI. — Richelieu, précepteur de la Nation française	20 »
PIERRE DAYE. — Stanley	20 »
JUDITH CLADEL. — Rodin, sa vie glorieuse et inconnue	30 »
GONZAGUE TRUC. — Florence et les Médicis...	20 »
PAUL FRISCHAUER. — Garibaldi	25 »

BERNARD GRASSET ÉDITEUR

Durand, 18, rue Séguier, Paris (France)

ADOLF HITLER

Principes

D'

ACTION



E

185 577

GRASSET

17^e Edition

E
547.

ADOLF HITLER

PRINCIPES D'ACTION

Traduit de l'Allemand par
ARTHUR S. PFANNSTIEL

ÉDITIONS BERNARD GRASSET

61, RUE DES SAINTS-PÈRES, 61
PARIS (VI°)



IL A ÉTÉ TIRÉ DE CET OUVRAGE, DEUX
EXEMPLAIRES SUR JAPON IMPÉRIAL,
ONZE EXEMPLAIRES SUR VELIN PUR FIL
LAFUMA, NUMÉROTÉS VELIN PUR FIL
1 A 5 ET VELIN PUR FIL H. C. I à VELIN
PUR FIL H. C. VI, ET VINGT-SIX EXEM-
PLAIRES SUR ALFA NAVARRE NUMÉROTÉS
ALFA 1 A 20 ET ALFA H. C. I à ALFA
H. C. VI.

La publication de cet ouvrage a été autorisée
par les éditions FRANZ EHER, de Berlin,
seuls propriétaires des droits.

AVERTISSEMENT DE L'ÉDITEUR

Voici le premier exposé de la doctrine nationale-socialiste par le Chancelier Hitler, publié avec son autorisation. Il contient les textes intégraux des principaux discours, parfois peu connus, du Führer. Bien entendu, cette publication n'entraîne aucune adhésion, quelle qu'elle soit, de la part de l'éditeur français aux principes qui y sont exprimés. Elle répond uniquement à une nécessité de documentation authentifiée sur l'idéologie du parti national-socialiste et sur la pensée de son chef.

B. G.

PREMIÈRE PARTIE

I

AUX OUVRIERS

Seule la nécessité provoque les grandes révolutions.

ON NE PEUT FAIRE UNE VRAIE RÉVOLUTION
QUE SI LE PEUPLE, PAR SES SENTIMENTS
INTIMES, TEND VERS CETTE RÉVOLUTION.

On ne peut la faire que si des circonstances déterminées ne vont, pour ainsi dire, jusqu'à l'imposer. Il est facile de modifier la forme extérieure de gouvernement. Mais on ne réussira jamais à transformer intérieurement un peuple; à moins qu'un processus déterminé ne se soit déjà plus ou moins accompli de lui-même; à moins que ce peuple ne reconnaisse déjà, lui — sinon d'une façon claire, du moins par un sentiment inconscient, — que la voie où il s'est engagé est mauvaise; à moins que ce peuple déjà disposé à sortir de cette voie, n'en soit empêché encore par la force d'inertie de la masse et n'ait pas reçu le choc libérateur : à moins qu'un mouvement, dont les chefs ont déjà vu cette voie

nouvelle, ne détermine, un beau jour, la nation à s'y engager. Le peuple peut au premier moment vouloir s'y engager. Il peut aussi sembler qu'il n'y tienne pas. Il y entrera pourtant si, dans son for intérieur, il éprouve déjà le sentiment d'avoir suivi consciemment ou non une voie qui n'était point, en définitive, la vraie.

Parmi toutes les crises dont nous souffrons, et qui au fond ne constituent qu'un phénomène d'ensemble, celle que le peuple ressent le plus profondément est la crise économique.

La crise politique, la crise morale ne sont que très rarement ressenties par l'individu; l'homme moyen ne voit point, dans son époque, ce qui affecte la collectivité, il n'aperçoit le plus souvent que ce qui le frappe personnellement. Aussi les contemporains n'ont-ils que très rarement un aperçu de la décadence politique ou morale qui s'accomplit devant eux, tant que cette décadence ne s'étend point, par quelque manière, au domaine économique. Si cette éventualité se produit, alors il ne s'agit plus d'un problème abstrait quelconque que l'on peut observer ou étudier chez des tiers. L'individu se trouve personnellement saisi de la question et la crise commence à exercer sur lui ses effets; il voit alors combien la situation existante est intolérable. On parle tout à coup d'une détresse, d'une misère économique, et, partant de cette souffrance, il devient possible d'éveiller la compréhension de la misère qui par nature reste d'ordinaire longtemps cachée à l'individu.

Mais il est naturel qu'elle ne soit point immé-

diatement reconnue dans ses différentes origines et, qu'ici non plus, l'on ne voit point tout de suite ce qui provoque, en définitive, cette détresse. Il est également compréhensible que chacun soit d'ordinaire tenté d'en attribuer la faute aux autres et en particulier de rendre la communauté, les corporations, responsables d'un état de choses dont lui-même est à vrai dire en partie coupable. Il est alors fort heureux de réussir peu à peu à expliquer si clairement une telle détresse que ses véritables causes deviennent visibles pour un nombre toujours plus grand de personnes; car cela est nécessaire pour trouver le chemin de la guérison.

Il ne suffit pas de dire que la détresse économique de l'Allemagne est le symptôme d'une crise mondiale, d'un chaos économique généralisé; car évidemment chacun des autres peuples peut tout aussi bien invoquer la même excuse et le même prétexte pour expliquer sa crise. Il est clair que cette misère n'aura pas ses origines à un endroit indéterminé du monde, mais qu'elle les a toujours au sein des peuples eux-mêmes. La seule chose vraisemblable, c'est que cette origine se révélera probablement la même chez beaucoup de peuples; mais on ne peut espérer se rendre maître d'un fléau en se bornant à constater qu'il est un signe des temps. Au contraire, il faut découvrir au sein du peuple lui-même les origines du mal et le guérir là où on le peut réellement.

Malheureusement, le peuple allemand, plus que tout autre, n'est que trop enclin dans de

telles époques à regarder au loin au lieu de considérer ce qui se passe chez lui. La longue éducation par laquelle il a été habitué à négliger les conceptions propres à son pays, l'incite, même en une heure aussi grave, à n'envisager le problème de la crise que du point de vue international. Oui, cette longue éducation conduit beaucoup d'entre nous à croire qu'on n'échappera au désastre que par des méthodes internationales. Et cependant cela est faux ! Il est évident que des maux internationaux qui accablent par quelque manière tous les peuples doivent être éliminés par ces mêmes peuples. Mais cela ne modifie en rien cette vérité que tout peuple doit mener lui-même son combat et, surtout, qu'un peuple ne pourra être libéré du fléau par des mesures internationales s'il ne prend de sa propre initiative les mesures nécessaires.

Ces mesures nationales peuvent évidemment s'intégrer dans le cadre de mesures internationales. Seulement, on ne subordonnera guère cette activité intérieure à l'activité des autres.

La crise de l'économie allemande n'est pas seulement une crise qui se traduit par des chiffres ; elle s'exprime, en première ligne, par le développement interne, le mode d'organisation de notre vie économique. Et à cet égard, nous pouvons parler d'une crise toute particulière qui a frappé plus rudement notre peuple que les autres nations de la terre : c'est la crise que nous constatons dans des relations entre le capital, l'économie et le peuple.

Elle nous apparaît d'une façon singulièrement

brutale dans les relations de notre patronat et de notre classe laborieuse. Elle a atteint dans ce domaine une acuité telle qu'on n'en rencontre l'équivalent nulle part ailleurs. Si cette crise n'est point résolue, toutes les autres expériences visant à maîtriser la détresse économique s'avèreront, à la longue, absolument vaines.

Si nous étudions de près le caractère du mouvement ouvrier allemand tel qu'il s'est progressivement développé au cours du dernier demi-siècle, nous constaterons *trois causes fondamentales*, qui ont conditionné cette évolution toute particulière.

LA PREMIÈRE CAUSE RÉSIDE DANS LA MODIFICATION DE LA FORME D'EXPLOITATION DE NOTRE ÉCONOMIE EN SOI.

Cette cause, nous la voyons apparaître dans le monde entier exactement comme en Allemagne. Née au début du siècle dernier pour s'accroître à l'époque moderne, une véritable métamorphose vers une industrialisation s'est accomplie dans cette forme antérieure d'économie que je pourrais presque appeler « petite-bourgeoise ». Le résultat en est la disparition définitive de la relation patriarcale entre patron et travailleur. Ce processus s'accélère dès le moment où l'action-papier se substitue à la « propriété » personnelle. Nous voyons alors commencer à s'affirmer une dissociation entre celui qui crée par la tête et celui qui crée par la main, car, en fin de compte, cette différence est la seule vraiment décisive.

Ce n'est point le mot de « propriété » en soi qui doit être considéré ici comme caractéristique. Nous savons en effet qu'une quantité d'hommes ayant fondé notre production n'étaient point issus de ce qu'on appelle la « propriété », mais, au contraire, issus du travail. C'est parce que la force du poing s'est, en eux, élevée jusqu'à la puissance de l'esprit, qu'ils ont été des inventeurs et des organisateurs bénis, auxquels nous sommes en partie redevables de notre vie. Sans la capacité de ces hommes, en effet, il ne nous aurait jamais été possible d'alimenter et d'entretenir 65 millions de personnes sur la surface restreinte de notre territoire.

Sans eux nous serions restés un pays exportateur de main-d'œuvre brute et, évidemment aussi, un pays qui exporte l'esprit incorporé à cette main-d'œuvre : stimulant culturel pour le reste du monde. Si cette émigration a cessé, nous le devons à la multitude des hommes de notre peuple qui, par leur travail, ont surgi de la masse, créant et assurant le pain à des millions de personnes par leur talent et leur génie. La situation n'est donc point telle que nous puissions parler à priori de chefs d'entreprise, d'une part, et de travailleurs d'autre part. L'évolution consiste seulement en ce que l'esprit s'élève, comme toujours, dans la vie humaine, au-dessus des forces élémentaires. Mais cet esprit n'a nullement été chez nous un privilège de la naissance; nous le trouvons, au contraire, dans toutes les couches de notre société, dans toutes les situations de notre vie collective. On peut

vraiment dire que le peuple allemand dans toutes ses classes a contribué à créer de tels facteurs.

Or, la dissociation progressive entre patrons et travailleurs que nous avons pu constater a conduit à ceci : des intérêts se sont révélés comme étant particuliers aux travailleurs; et c'est ainsi qu'a commencé le malheur de notre développement économique. Une fois qu'on est entré dans cette voie, on a dû forcément suivre des directions toujours plus divergentes. Ici intervient une loi dominante : si l'on s'est engagé dans une route déterminée qui est mauvaise, elle nous écarte toujours davantage de la raison. C'est une expérience que nous avons pu faire par une longue pratique de soixante-dix années. La voie choisie — avec toutes les conséquences auxquelles elle devait aboutir — s'écartait tellement de la raison naturelle que les gens — qui conduisaient eux-mêmes le peuple dans cette voie, — lorsqu'on les prenait à part et qu'on les interrogeait séparément, devaient reconnaître leur erreur. C'est seulement en raison de la contrainte inhérente à l'organisation existante qu'ils se voyaient impuissants à retrouver la voie de la raison. Cette dissociation entre patrons et ouvriers conduisait forcément dans des directions divergentes et était favorisée — comme je l'ai dit — par la dépersonnalisation de la propriété.

Je pourrais presque dire que cette fausse conception était en apparence corroborée et confirmée scientifiquement. Peu à peu s'est dégagée

une idéologie qui croit pouvoir maintenir la notion de propriété, alors que, pratiquement, ceux qui bénéficient de cette notion ne représentent plus qu'un pourcentage minime de la nation. Et, inversement, a surgi l'idée que, puisqu'il n'y a plus qu'un pourcentage restreint de bénéficiaires pratiques de la propriété, l'idée de la propriété elle-même doit être rejetée. Ainsi s'est ouverte une interminable discussion : la polémique relative à la notion de propriété privée. Par la suite, cette polémique a abouti à dissocier toujours davantage les deux facteurs essentiels de la vie économique.

La situation qui se développe alors redevient en partie artificielle. Dès l'instant que les deux intéressés ne considèrent plus, théoriquement, leur tâche comme une tâche commune, il devient clair qu'il ne peut plus y avoir place que pour le travailleur organisé en face du chef d'entreprise. Il est alors évident qu'à la force toujours représentée par le chef d'entreprise ne peut plus s'opposer que la force concentrée de la classe laborieuse.

Si l'on s'engage dans cette voie, il est logique d'opposer l'organisation des ouvriers à l'organisation des chefs d'entreprise. Evidemment, ces deux organisations n'agiront point à l'égard l'une de l'autre avec tolérance, elles défendront leurs intérêts en apparence opposés, en usant des moyens de combat dont elles disposent, c'est-à-dire du lock-out et de la grève. Ce seront tantôt les uns, tantôt les autres, qui vaincront dans cette lutte. Dans les deux cas, l'ensemble

de la nation aura à payer les frais du combat, à supporter les préjudices qui en résultent.

Si nous considérons une disposition du caractère allemand qui l'incline à la bureaucratie, cela conduit en fin de compte à la création de syndicats toujours plus compliqués et à un appareil d'organisation toujours plus énorme. Et, finalement, ce ne sera plus cet appareil qui servira aux intéressés, mais les intéressés qui serviront l'appareil, en sorte que l'on continuera la lutte pour pouvoir justifier son existence. Parfois la raison peut intervenir tout à coup et dire : « Tout cela est folie en comparaison de la peine donnée, le bénéfice obtenu est absolument risible; les sacrifices que l'appareil exige de nous, lorsqu'on les additionne, dépassent considérablement tous les profits humainement possibles. » Les syndicats seront alors d'autant plus forcés de démontrer combien ils sont nécessaires, en attisant, de part et d'autre, la lutte engagée entre les intéressés. Il peut même se faire que les syndicats, prenant conscience de cette situation, cherchent à s'entendre l'un avec l'autre.

Cela revient à ceci : l'appareil A dit : « Je suis heureux que l'appareil B soit là, car je trouve toujours moyen de m'entendre avec lui. Si l'appareil B n'était pas là, et si, au lieu d'avoir affaire à lui, j'avais à combattre des fanatiques sincères, cela serait pire ! Tandis que les gens de l'appareil B, nous les connaissons très exactement et nous savons comment nous devons nous y prendre avec eux. » On trouve déjà ici leur programme. Qu'on rende à César ce qui est

à César, au peuple ce qui est au peuple, au syndicat ce qui est au syndicat! Et on trouvera bien un moyen de s'arranger « pacifiquement ». Parfois cela tourne à la méchante comédie : on aboie l'un contre l'autre, on rompt des lances, mais, naturellement, on ne finit jamais par se tuer — ce n'est pas possible! Sinon, ce serait la fin des syndicats et des groupements patronaux. Bref, tous vivent aux dépens de la collectivité.

Cette lutte, qui aboutit à une dilapidation illimitée de ressources, de capacité de travail, est une des raisons de la catastrophe qui, lentement, mais sûrement, se préparait.

LA DEUXIÈME CAUSE D'ÉVOLUTION DANS LE
MOUVEMENT OUVRIER ALLEMAND EST L'EN-
TRÉE EN SCÈNE DU MARXISME.

Philosophie de décomposition, le marxisme a vite trouvé dans le mouvement syndical la possibilité de mener, avec une arme absolument destructrice, son attaque contre l'Etat et contre la société humaine. Non point, certes, pour aider l'ouvrier — que représente l'ouvrier d'un pays quelconque pour ces apôtres de l'internationalisme? Rien du tout. Ils ne le voient même pas, ils ne sont pas des ouvriers, ils sont des « intellectuels » étrangers au peuple, une clique qui ne connaît rien du peuple! Mais ils savaient bien que tout en favorisant doucement les excès des autres, l'exploitation du mouvement syndicaliste constituait le moyen le plus rapide de se procurer un instrument qui les nourrirait et leur permettrait de poursuivre la lutte. Car, pendant

toutes ces décades, la sociale-démocratie politique a vécu de cette lutte, elle s'est nourrie de cette organisation de combat.

On inocula donc aux syndicats cette idée : « Tu es un instrument de la lutte des classes — et cette lutte ne trouve, en fin de compte, sa direction politique adéquate que dans le marxisme. » Or, qu'y a-t-il de plus naturel que de payer tribut à la direction? Et ce tribut a été abondamment versé! Ces Messieurs ne se sont pas contentés d'un dixième, il leur a fallu des taux d'intérêts considérablement plus élevés!

Cette lutte des classes aboutit à proclamer que le syndicat est le pur instrument de défense des intérêts économiques de la classe ouvrière et doit, ainsi, servir aux buts de la grève générale. La grève générale apparaît ainsi pour la première fois comme moyen de puissance politique, elle montre bien ce que le marxisme espérait de cette arme : il n'y cherchait assurément pas le moyen de sauver l'ouvrier, mais seulement, au contraire, un instrument de combat destiné à anéantir l'Etat opposé au marxisme.

Nous, Allemands, avons appris par un exemple aussi terrible qu'instructif jusqu'où peut mener cette folie collective : *à la guerre.*

Aujourd'hui, de nombreux chefs sociaux-démocrates que l'esprit neuf de cette ère nouvelle a profondément et complètement transformés, me déclarent avec une mémoire quelque peu défaillante : « Oui, la sociale-démocratie aussi lutta jadis sur les champs de bataille. »

NON! LE MARXISME N'A JAMAIS COMBATTU
LUI-MÊME! C'EST L'OUVRIER ALLEMAND QUI
S'EST BATTU!

En 1914, le travailleur allemand, obéissant à un sentiment spontané, j'oserai presque dire divinateur, s'est détaché du marxisme et est revenu à sa nation. Les chefs marxistes ne purent empêcher l'évolution qu'ils voyaient se poursuivre. Quelques-uns d'entre eux aussi, très rares d'ailleurs, suivirent cette évolution. Nous savons qu'un grand homme qui joue de nos jours dans l'histoire mondiale un rôle que nous pouvons qualifier de décisif, Benito Mussolini, à cette heure de la révélation, s'est retrouvé aux côtés de son peuple. En Allemagne, il y a eu aussi quelques cas de ce genre. Mais la grande masse des chefs politiques ne tira point alors pour elle-même de conséquences pratiques de cette situation, correspondant à l'héroïque et immense sursaut de la population ouvrière allemande. Elle n'est point partie volontairement pour le front; en dépit de toutes ses protestations d'aujourd'hui, ce revirement moral intime paraît lui avoir été épargné : des ouvriers sont tombés, les chefs se sont soigneusement mis à l'abri dans la proportion de 99 0/0!

Ils n'ont point fourni ce pourcentage de morts et de blessés que nous constatons par ailleurs dans l'ensemble de la population. Ils ont considéré qu'il était plus important de poursuivre leur activité politique. Alors, c'est-à-dire en 1914-1915, ils ont estimé que leur devoir consistait

d'abord dans une prudente réserve, puis dans le rappel en arrière de certains « égarés » et dans une passivité grandissante à l'égard de leur devoir national. Enfin la révolution leur apporta la réalisation de leurs vœux.

A ce sujet, nous ne pouvons dire que ceci : si nous avons eu pendant la guerre le mouvement syndicaliste entre nos mains, disons entre mes mains, s'il s'était inspiré du même faux objectif qu'il poursuivait réellement, nous aurions alors, nous nationaux-socialistes, mis cette gigantesque organisation au service de la patrie. Nous aurions déclaré : « Nous connaissons naturellement les sacrifices nécessaires, nous sommes prêts à les supporter nous-mêmes, nous ne voulons pas nous dérober; nous sommes au contraire absolument prêts à combattre aussi, nous remettons notre destin et notre vie aux mains toutes-puissantes de la Providence, comme les autres doivent faire. » Et ainsi aurions-nous agi sans hésitation.

« Car, ouvrier allemand, aurions-nous ajouté, tu dois le reconnaître : ce qui est présentement en jeu, ce n'est pas l'Allemagne en tant qu'Etat, l'Empire en tant que règne, ni la monarchie; ce n'est point non plus le capitalisme ni le militarisme; ce qui est en jeu, c'est la vie ou la mort de notre peuple! Or, nous, travailleurs allemands, constituons les 70 0/0 de notre peuple! C'est notre propre sort qui est en cause! »

Voilà ce qu'on devait et pouvait savoir alors. Nous l'aurions su. Nous en aurions tous tiré les conséquences pour notre propre vie. Nous au-

rions déclaré : « Travailleur allemand, nous voulons défendre tes droits ! » Bien sûr, nous aurions combattu parfois, à cette époque, l'Etat, c'est-à-dire que nous aurions protesté contre les méfaits et contre les abus honteux des *Sociétés d'industries de guerre*. Nous aurions protesté contre les agissements de cette meute de trafiquants et nous serions intervenus pour que l'on mît à la raison — au besoin par la corde — toute cette crapule.

Nous aurions également abattu quiconque eût refusé de quelque manière que ce fût ses services à la patrie. Nous aurions déclaré : « En nous unissant, nous voulons seulement et uniquement la victoire de notre peuple ; car il ne s'agit pas ici de la victoire d'un régime, mais de celle qui nous conservera notre vie. Et si nous perdons la guerre, nous n'aurons pas seulement perdu un régime, mais des millions d'entre nous se trouveront sans pain. Et les premiers à qui le pain manquera ne seront point les capitalistes et les millionnaires, mais les travailleurs manuels, la masse pauvre. »

Ce fut un crime que de n'avoir pas agi ainsi. On ne l'a point fait, car, bien entendu, c'eût été contraire au sens intime du marxisme ; celui-ci n'ayant d'autre but que d'anéantir l'Allemagne. Il attendit jusqu'au moment où l'on a cru que le peuple et le Reich allemands, affaiblis par une force supérieure, ne pourraient plus résister aux attaques de l'intérieur. C'est alors qu'il donna le premier coup.

ET IL A FRAPPÉ L'ALLEMAGNE ET, AINSI,
FRAPPÉ EN PREMIÈRE LIGNE, ET LE PLUS
GRAVEMENT, L'OUVRIER ALLEMAND.

Les criminels de novembre 1918 ne peuvent se justifier de la somme de détresse, de souffrance et de misère qui, depuis lors, s'abattit sur des millions de petites familles d'ouvriers et de petits ménages. C'est pourquoi, aujourd'hui, ils ne doivent se plaindre de rien. Nous n'avons pas exercé de représailles. Si nous avions voulu en exercer, nous aurions dû les exécuter par dizaines de milliers.

Les chefs sociaux-démocrates proclament bien souvent qu'eux aussi ils étaient au front. Ce sont les ouvriers allemands qui s'y trouvaient. Supposons que ceux-ci se fussent encore vaguement sentis sociaux-démocrates. (Ce n'était du reste point le cas et quiconque fut au front comme soldat sait qu'alors personne ne pensait à un parti.) Mais même dans cette éventualité, combien il eût été abject de la part de ces chefs de ravir à leurs propres gens, qui supportèrent les sacrifices imposés par ces batailles, les fruits de toute cette souffrance, de toute cette détresse, de toutes ces angoisses mortelles, de ces tourments, de la faim, de l'insomnie. Les chefs sociaux-démocrates sont dans l'impossibilité absolue de jamais réparer le préjudice que, par ce crime, ils causèrent à notre peuple. Ils ne pourront surtout jamais dédommager le travailleur allemand de l'isolement moral toujours plus terrible dans lequel ils le plongèrent pendant des

dizaines d'années, ni de la responsabilité dont il fut injustement chargé en novembre 1918, par les agissements abjects d'une poignée d'irresponsables. Car, en effet, depuis les jours de novembre 1918, la pensée est venue à des millions d'Allemands que c'est l'ouvrier allemand qui est coupable de la débâcle. Lui qui a consenti personnellement de si indicibles sacrifices, qui a rempli nos régiments de ses millions de fantasmes, fut soudain rendu, d'une façon générale, responsable de ce qui arrivait par les destructeurs parjures, menteurs et dégénérés de la patrie. Ce fut le pis de tout! Car, c'est de ce moment-là que date, pour une immense quantité d'hommes en Allemagne, l'écroulement de la communauté populaire. Des millions de personnes désespéraient, d'autres regardaient devant elles d'un œil hagard et ne pouvaient plus trouver le chemin qui conduisait au peuple. L'écroulement de la communauté populaire entraîna celle de l'économie car l'économie n'est pas une chose abstraite, elle est un fait vivant, une des fonctions de l'organisme populaire; son activité et tout son fonctionnement sont déterminés par des êtres humains. Si les hommes sont anéantis on ne peut s'étonner que, lentement, l'économie s'anéantisse elle aussi tout entière. La folie de la pensée individuelle aboutit à la folie de la pensée collective et finit par détruire un élément dont l'écroulement cause à la communauté elle-même le préjudice le plus grave.

LA TROISIÈME CAUSE DE CETTE ÉVOLUTION
DU MOUVEMENT OUVRIER RÉSIDE DANS
L'ÉTAT LUI-MÊME.

Peut-être y aurait-il eu quelque chose, qu'on eût pu opposer à ces millions d'hommes : c'eût été l'Etat, si cet Etat n'eût été réduit lui-même à n'être plus que le jouet des groupes d'intérêts. Ce n'est point par hasard que cette évolution générale se développe parallèlement à la démocratisation de notre vie publique. Cette démocratisation aboutit à placer l'Etat dans les mains de certaines classes sociales qui s'identifiaient avec la propriété en soi, avec le monde de l'entreprise en soi. La grande masse du peuple eut, de plus en plus, le sentiment que l'Etat même n'était point une institution impartiale, dressée par-dessus les phénomènes passagers, surtout qu'il n'incarnait plus une autorité objective, mais qu'au contraire l'Etat était la manifestation de la volonté économique, des intérêts économiques de certains groupes au sein de la nation; et la façon dont il était dirigé justifiait du reste une telle affirmation. La victoire de la bourgeoisie politique n'était pas autre chose, en effet, que la victoire d'une classe sociale issue de lois économiques, d'une classe qui de son côté ne réalisait pas la moindre des conditions nécessaires à une véritable direction, d'une classe qui, surtout, surbordonnait sa politique aux phénomènes perpétuellement changeants de la vie économique et à l'influence que cette vie économique exerce sur

les masses, et sur l'opinion publique. En d'autres termes : le peuple avait le sentiment justifié qu'il s'opère une sélection naturelle dans toutes les sphères de la vie, sélection toujours basée sur la valeur, et que, dans un seul domaine, elle ne s'opérerait point : celui de la direction des affaires politiques. Là, la sélection obéissait à un processus tout différent.

Tandis que l'on considère comme naturel qu'on ne puisse être chef de soldats que si l'on a été exercé à cet effet, il ne paraissait point évident qu'on réservât la direction politique à ceux qui ayant reçu une instruction spéciale dans ce domaine, y avaient prouvé leur capacité. Au contraire, l'opinion se répandit peu à peu que le fait d'appartenir à une certaine classe sociale impliquait en même temps la capacité politique de régir un peuple. Nous avons appris à connaître les conséquences de cette erreur. La classe sociale qui s'est arrogé cette direction a échoué à chaque heure critique. Elle s'est lamentablement écroulée au plus mauvais moment qu'eût vécu la nation.

Chaque bataillon allemand se comporta autrement ! Qu'on songe seulement que notre peuple avait encore des millions d'hommes face à l'ennemi. Chacun sait ce qu'il coûtait de volonté et d'énergie chaque fois qu'il s'agissait de ramener à l'ennemi une troupe prise dans la réserve, et la mort devant les yeux, de retourner au front quand même, sans fléchir. Et à l'intérieur du pays voilà qu'un gouvernement recule, qu'il s'écroule devant une poignée de pitoyables désert-

teurs, trop poltrons pour affronter l'ennemi, l'arrière capitule devant ces lâches ! Qu'on ne prétende donc pas qu'il n'y avait point d'autre issue. Pour un tel gouvernement seul il n'en existait pas ! Pour tout autre gouvernement il y aurait eu un chemin très clairement tracé et l'on n'aurait pas eu, plus tard, besoin d'alléguer pour excuse qu'on avait dû capituler sur quelque commandement venu de haut. A certains moments de l'histoire, il n'y a pas de commandement qui puisse obliger un homme, une direction d'Etat à capituler devant le malheur ou à céder la place à la médiocrité.

Je veux croire que si quelqu'un avait eu le droit de capituler, c'eût été, dans des milliers et des milliers de cas, le soldat allemand. Par la faute d'une diplomatie maladroite, il avait eu le malheur de faire face presque constamment pendant quatre ans et demi à une force matérielle supérieure et, malgré cela — dans son ardente conviction de combattre pour son peuple, — il n'a pas tiré de cette situation d'autre volonté que celle qu'en pouvait tirer un loyal soldat : vaincre ou mourir !

Non, ce n'est point là le fait d'un hasard : un faux raisonnement s'est avéré définitivement comme tel le 9 novembre 1918 ; un édifice illogique s'est définitivement révélé, ce jour-là, comme illogique. Ce n'était qu'une question de temps que de savoir si cet édifice conduirait irrémédiablement l'Allemagne à la ruine ou si une force capable d'éliminer cette construction néfaste surgirait de l'Allemagne elle-même. Je

crois que dans la période où nous sommes elle a été éliminée pour toujours.

Mais nous nous trouvons de ce fait à un moment où nous ne devons pas seulement approfondir le problème de la rénovation de notre économie allemande, nous devons encore le résoudre radicalement. Et non point d'une façon extérieure et en regardant les choses de haut, mais en recherchant les causes internes de la déchéance, en les supprimant résolument. Je crois que nous devons commencer par nous attaquer à l'objet qui, en fin de compte, doit être aujourd'hui capital, c'est-à-dire à l'Etat lui-même.

IL FAUT CRÉER UNE AUTORITÉ NOUVELLE

Et cette autorité doit être indépendante des courants momentanés de l'esprit du temps, surtout indépendante des courants d'une conception égoïste limitée et restreinte par des intérêts économiques. Il doit se constituer un gouvernement qui représente une autorité réelle, c'est-à-dire une autorité qui ne dépende point d'une classe sociale quelconque. Il doit se constituer un gouvernement qui puisse inspirer à chaque citoyen *la confiante assurance* qu'il ne veut pas autre chose que le bonheur du peuple allemand, que le bien du peuple allemand, et qui puisse dire en même temps avec raison qu'il est indépendant de lui à tous points de vue.

On a beaucoup parlé de la période absolutiste du passé, de l'absolutisme de Frédéric le Grand

et du démocratismes de notre époque parlementaire. Considérée du point de vue du peuple, la période absolutiste était la plus objective. Elle pouvait vraiment mieux sauvegarder les intérêts de la nation; alors que le régime qui lui a succédé a constamment dégénéré jusqu'à ne plus être qu'une pure représentation des intérêts de quelques classes sociales. On en trouve la preuve la plus claire dans l'idée même de la lutte des classes, et notamment dans ce mot d'ordre : « La domination bourgeoise doit être remplacée par la domination du prolétariat », ce qui signifie qu'il ne s'agit que d'un changement de la dictature exercée par certaines classes ou castes.

Alors que nous voulons nous la dictature du peuple, c'est-à-dire la dictature de la totalité de la communauté.

Nous ne considérons point comme totalité de la communauté une position sociale, une caste; ces éléments sont éphémères. C'est la substance en soi qui reste, une substance de chair et de sang : notre peuple. Il représente ce qui est et ce qui restera, et c'est uniquement devant lui qu'on doit se sentir responsable. Alors seulement on aura une première idée du remède qui guérira notre pire blessure économique et qui sera de ranimer pour des millions d'hommes la conviction que l'Etat n'est point la représentation des intérêts d'un groupe ou d'une caste, et que le gouvernement n'est point l'homme d'affaires d'un groupe ou d'une caste, mais bien la représentation du peuple dans son ensemble. Si, d'un côté ou de l'autre, des gens hésitent encore

à le croire, l'autorité nouvelle devra s'imposer aux uns aussi bien qu'aux autres. Elle devra faire prendre conscience à tous qu'elle ne détient pas son pouvoir du bon plaisir d'une caste quelconque, mais qu'elle le détient d'une loi, et que cette loi est : nécessité de conserver notre nation. Il faudra, en outre, que l'on élimine tous les symptômes qui abusent sciemment de la faiblesse humaine, pour pouvoir accomplir, grâce à elle, une œuvre de mort. Si — il y a quatorze ou quinze ans, et depuis, — je n'ai cessé de déclarer à la nation allemande que mon devoir devant l'histoire allemande est, à mes yeux, l'anéantissement du marxisme, ce n'est point là pour moi une simple phrase, mais un serment sacré que je travaillerai à remplir jusqu'à mon dernier souffle.

Cette profession de foi n'était d'abord que celle d'un seul homme, j'en ai fait la foi d'une organisation puissante. Je sais aujourd'hui que même s'il plaisait au destin d'écarter ma personne, ce combat serait continué, se poursuivrait à jamais et ne se terminerait pas par un quelconque compromis. Nous voyons dans le marxisme l'ennemi de notre peuple, que nous anéantirons, que nous extirperons jusqu'à la dernière racine, rigoureusement, impitoyablement.

Nous savons que, dans la vie économique, les intérêts ne paraissent que trop souvent s'opposer les uns aux autres. L'ouvrier se sent désavantagé, il est d'ailleurs souvent désavantagé; de son côté, le chef de l'entreprise se voit

harcelé et effectivement il est souvent harcelé; ce qui paraît être un gain pour l'un est considéré comme un malheur pour l'autre; ce qui fait le succès de l'un prélude parfois à la perte de l'autre. Nous savons et nous voyons cela, et nous savons aussi qu'en tout temps les hommes en ont souffert. C'est précisément pour cela qu'il est dangereux qu'une organisation se propose pour but exclusif l'utilisation consciente de ces éléments redoutables dans le dessein d'anéantir un peuple tout entier. C'est bien parce qu'il en est ainsi qu'il faut détruire un tel organisme, anéantir une telle doctrine qui abusent de ces faiblesses naturelles ayant leurs racines dans l'insuffisance même de l'humanité. Nous savons très bien que l'aboutissement de toutes ces théories, ou plutôt de cette lutte entre le poing et le cerveau, entre la masse, c'est-à-dire le nombre, et la qualité, est : l'anéantissement de la pensée. Or, ce matérialisme, loin de constituer un bienfait pour le nombre ou de favoriser l'essor de l'ouvrier, ne représente que misère, désolation et détresse, n'est en réalité qu'une débâcle définitive.

Nous connaissons la détresse économique et nous ne sommes point des enfants pour imaginer que les difficultés puissent être écartées du jour au lendemain par une simple volonté de faire mieux. Nous tenons également compte des limites de l'homme, nous savons que le destin ne cesse de se jouer de nos faiblesses et souvent réduit à néant les meilleures pensées, la meilleure volonté. Mais nous avons la ferme résolu-

tion et l'inébranlable volonté de ne point nous laisser aller. Il faut au contraire lutter constamment et infatigablement contre ces symptômes décadents, — toute la vie n'est-elle pas d'ailleurs un combat? Il faut leur opposer la raison et placer au-dessus de tout l'intérêt commun. La première tentative échoue souvent, mais ce qui ne réussit point aujourd'hui doit réussir demain! Et si quelqu'un nous objecte : « Croyez-vous donc que la souffrance humaine puisse disparaître? » Alors, je lui réponds : « Elle disparaîtra si jamais un jour le monde ne compte plus d'hommes insuffisants. » Mais je crains bien que si l'insuffisance humaine persiste, la souffrance ne persiste également.

Ce n'est pas en une génération que l'on peut remettre les choses en ordre pour l'éternité! Tout peuple a le devoir d'assurer son propre sort. Toute époque a pour tâche de régler ses propres difficultés. Ne pensez point que nous voulions anticiper en tout sur l'avenir! Non, non! Nous ne voulons certes pas faire de nos enfants les parasites oisifs de la vie ou les lâches bénéficiaires de ce que d'autres auront créé. Non. « Toujours tu devras recommencer la lutte, toujours tu devras reconquérir ce que tu veux posséder. » Voilà ce que nous enseignerons aux hommes. Nous ne voulons point leur faire croire cette hérésie, qu'une telle lutte serait contre-nature ou indigne de l'humanité; mais, au contraire, notre intention est de les convaincre que ce combat de la vie est l'éternelle condition de la sélection et qu'il n'y aurait pas d'espèce hu-

maine sans cette lutte de toujours. Ce que nous entreprenons aujourd'hui, nous le faisons pour nous!

Cependant, en maîtrisant la détresse actuelle, nous travaillons pour l'avenir; car nous montrons à nos descendants comment eux aussi devront agir; de même que nous avons appris du passé ce que nous devons faire aujourd'hui. Si la génération précédente avait ainsi pensé, comme on voudrait du reste nous le faire croire, nous ne serions pas là où nous en sommes aujourd'hui. Je ne pourrais pas, quant à moi, reconnaître comme raisonnable pour l'avenir ce que je devrais condamner comme faux dans le passé. Ce que me donne, ce que nous donne la vie actuelle doit être également juste pour la vie de nos descendants. Nous sommes tenus d'agir selon ces principes.

Nous devons donc accepter la lutte jusqu'au bout contre le mal qui a rongé notre peuple allemand dans les dix-sept dernières années; contre ce mal qui nous a causé de si terribles préjudices, qui aurait anéanti l'Allemagne s'il n'avait été vaincu. Bismarck surnommait autrefois le libéralisme, l'avant-coureur de la sociale-démocratie. Est-il besoin de dire que la sociale-démocratie est l'avant-coureur du communisme?

Or, le communisme est l'avant-coureur de la mort, de la mort du peuple, de la ruine.

Nous avons engagé la lutte contre lui et nous la poursuivrons jusqu'à la fin. Comme si souvent dans l'histoire allemande, on verra encore une fois que plus grande aura été la détresse

de notre peuple et plus grande aussi aura été la force lui permettant de s'engager sur une voie qui le conduise haut et loin. Cette fois encore, il trouvera ce chemin et il a déjà, j'en suis certain, entrepris cette marche.

J'en arrive à une autre mesure : libération des syndicats actuellement établis de l'influence de ceux qui croient pouvoir encore trouver dans ces organismes une dernière position de repli. A cet égard, qu'ils ne se fassent point non plus d'illusions !

Nous leur succédons, non point pour conserver dans l'avenir ces syndicats tels qu'ils étaient, mais pour sauver au profit de l'ouvrier allemand tout ce qu'il y avait placé de son épargne, pour le faire participer en outre comme égal en droit à l'établissement de la situation nouvelle, pour lui permettre une collaboration en cette qualité d'égal en droit. Ce n'est pas contre lui, non, mais avec lui qu'un Etat doit être créé. Il ne doit point avoir le sentiment d'être tenu à l'écart, humilié et méprisé. Non, au contraire ! Dès le commencement de cette naissance et de cette évolution créatrice nous tenons à inculquer à l'ouvrier le sentiment qu'il est un Allemand jouissant des mêmes droits que tous les autres. Et, à mes yeux, l'égalité des droits n'a jamais été et ne sera jamais autre chose que la sereine acceptation de devoirs égaux.

Qu'on ne se borne donc pas à parler de droits, mais qu'on parle aussi de devoir !

L'ouvrier allemand doit enlever à des millions d'autres personnes l'erreur en vertu de laquelle

il reste étranger au peuple allemand et à sa renaissance. Certainement, il y aura des éléments qui ne l'admettront pas. On les trouvera chez les gens de droite de notre peuple. Par-dessus tous ceux-là, la destinée passera à l'ordre du jour.

Il y a en Allemagne des hommes qui, du plus profond du cœur, ne désirent pas autre chose que la grandeur de leur peuple. Ils ne tarderont pas à s'entendre, ils se comprendront mutuellement et si parfois peut-être des doutes doivent revenir, si la dure réalité doit quelque peu heurter leurs idées, nous voulons être les loyaux courtiers de leur réconciliation.

Le devoir du gouvernement, correct et loyal intermédiaire, sera d'unir à nouveau les mains qui veulent se disjoindre et de rappeler constamment à la conscience du peuple allemand la nécessité que voici : « Vous ne devez point rompre les uns avec les autres, vous ne devez point vous combattre pour un motif extérieur, vous ne devez point vous abandonner les uns les autres sous le prétexte que notre développement social a pendant des siècles suivi d'autres chemins qui dans l'ensemble ne furent pas heureux, mais vous devez vous rappeler constamment que vous avez tous le devoir de maintenir votre caractère national. » Alors, il se trouvera un chemin commun, il doit se trouver un chemin commun ! Ne dites jamais que la vie de la nation est devenue impossible parce que l'heure présente peut être des difficultés. L'heure passera, mais la vie doit être et sera.

Ainsi, le regroupement du mouvement ouvrier allemand a une grande signification morale. En accomplissant aujourd'hui la reconstruction de l'Etat — résultat de très grandes concessions mutuelles — nous voulons qu'il y ait face à face deux contractants qui tous deux, du fond du cœur pensent national par principe, qui tous deux ne voient devant eux que leur peuple, qui tous deux soient prêts à abandonner toute autre pensée pour servir cet intérêt commun. Car c'est seulement par cette attitude que nous parviendrons, je crois, au succès de l'œuvre finale.

C'est cet état d'esprit qui décidera de la naissance de l'œuvre. Il ne doit y avoir ni vainqueurs ni vaincus, hormis un seul vainqueur : notre peuple.

Il sera vainqueur des classes, vainqueur des castes et vainqueur des intérêts de quelques groupes. Ainsi nous en arriverons automatiquement à un réennoblissement de la notion du travail. C'est là également une tâche qui ne peut être accomplie du jour au lendemain. De même qu'il a fallu de nombreux siècles pour transformer peu à peu cette notion, de même il faudra du temps encore pour rendre au peuple allemand ces conceptions dans leur originalité. Le but incessant du mouvement que mes compagnons de lutte, et moi, représentons sera de faire du mot ouvrier le plus haut titre de noblesse de la nation allemande. Ce n'est pas pour rien que nous avons ajouté ce mot à la désignation de notre mouvement, bien que jadis il nous ait plutôt nui. En effet, il ne nous a rapporté que

haine et hostilité d'un côté, et incompréhension de l'autre. Mais nous avons choisi ce mot parce que nous voulions faire triompher cette notion par la victoire de notre mouvement.

Nous l'avons pris aussi parce qu'en définitive à côté de la notion peuple, se trouve dans ce mot la deuxième base : l'union des Allemands. Car celui qui est vraiment une volonté ne peut que se reconnaître fièrement dans ce mot : travailleur.

Je suis en principe ennemi du retour à tous les titres honorifiques, et je ne crois pas qu'on puisse rien me reprocher sur ce plan. Ce que je ne dois pas faire absolument, je ne le fais point. Je n'aimerais pas me faire imprimer des cartes de visite avec des titres qui sont si pompeusement décernés en ce bas monde. Je ne voudrais rien voir figurer sur ma tombe hormis mon seul nom. Mais par le cours particulier de ma vie, je suis peut-être plus capable qu'un autre de comprendre, de saisir le caractère et toute la vie des différentes classes allemandes. Ce n'est point parce que j'ai pu observer cette vie d'en haut, mais parce que je l'ai vécue moi-même, parce que je me trouvais au milieu de cette vie, parce que la destinée dans ses caprices ou peut-être aussi dans ses volontés m'a tout simplement projeté dans cette large masse du peuple des hommes. J'ai dû moi-même travailler pendant des années comme ouvrier dans le bâtiment et gagner mon pain. Je me suis trouvé ensuite, pour la deuxième fois, pendant des années dans cette foule immense comme simple soldat. La vie m'a fait fré-

quenter aussi les autres classes de notre peuple, de sorte que je connais aussi bien celles-ci. C'est ainsi que le sort m'a peut-être plus que nul autre prédestiné à être — si je puis m'appliquer ce qualificatif — le loyal intermédiaire.

LE LOYAL INTERMÉDIAIRE EN TOUTES CHOSES.

Je ne suis pas ici personnellement intéressé. Je ne dépends ni de l'État ni d'un service public, je ne dépends ni de l'économie, ni de l'industrie, ni d'un syndicat quelconque. Je suis un homme indépendant, et je ne me suis pas assigné d'autre but que d'être utile au peuple allemand selon mes moyens et mes capacités et surtout d'être utile aux millions d'hommes qui, par leur bonne foi, par leur ignorance et par la bassesse de leurs anciens chefs, ont été si souvent des victimes du sort.

Je me suis toujours réclamé de l'idée que rien n'est plus beau que d'être l'avocat des masses incapables de bien se défendre elles-mêmes.

Je connais ces masses et je voudrais toujours répéter à nos intellectuels ceci seulement : tout État qui ne se fonde que sur l'élite intellectuelle est faiblement construit. Je connais cette élite : toujours subtile, toujours curieuse, mais toujours aussi inquiète, toujours fluctuante, mobile, jamais fixe ! Celui qui prétend fonder un État en se basant exclusivement sur ces classes intellectuelles, s'apercevra qu'il ne bâtit pas solidement. Ce n'est point un hasard si les religions sont plus stables que les formes d'État. Elles plongent

habituellement leurs racines plus profondément dans le sol ; on ne pourrait point les concevoir sans les masses. Je sais trop que les classes intellectuelles sont prises facilement de l'orgueil de juger le peuple selon les mesures de leur savoir et de leur prétendue intelligence ; et pourtant il y a ici des choses que souvent l'intellectuel ne voit pas parce qu'il ne peut pas les voir. Car, si les masses sont souvent lourdes et, à beaucoup d'égards, arriérées, si elles ne sont ni aussi mobiles, ni aussi spirituelles, ni aussi fines, elles ont quelque chose d'autre : elles ont la fidélité et la persévérance.

Je peux bien dire que la victoire de cette révolution ne serait jamais venue si la large masse de nos petits compatriotes ne s'était trouvée derrière nous dans une fidélité inouïe et une inébranlable persévérance.

Je ne puis rien imaginer de meilleur pour notre Allemagne que de réussir à intégrer maintenant dans le nouvel état les citoyens de cette catégorie, encore en dehors de nos rangs, pour faire d'eux une des pierres d'assise du nouvel État.

Un poète prononça un jour cette parole : « L'Allemagne atteindra le sommet de sa grandeur lorsque ses fils les plus pauvres seront devenus ses citoyens les plus fidèles. » J'ai connu comme soldat de la Grande Guerre, pendant quatre ans et demi, ces « fils les plus pauvres » ; j'ai connu ces hommes qui, n'ayant peut-être rien à gagner pour eux-mêmes, sont devenus des héros sous la seule impulsion de la voix du sang, du sentiment de la solidarité nationale.

Aucun peuple n'a, plus que le peuple allemand, le droit de dresser des monuments à son Soldat Inconnu. Cette inébranlable garde, qui a fait face à l'ennemi dans d'innombrables batailles, qui n'a jamais chancelé, jamais fléchi, qui a donné mille exemples d'un courage inouï, d'une fidélité, d'une abnégation, d'une discipline et d'une obéissance sans pareilles, nous devons la rallier à l'Etat, nous devons la gagner au Reich allemand qui naît, à notre troisième Reich ! C'est peut-être ce que nous pourrions lui apporter de plus précieux.

Et comme je connais ces masses mieux que quiconque, c'est peu de dire que je suis disposé à assumer le rôle du « loyal intermédiaire », je dois ajouter que je suis heureux que le destin ait voulu m'assigner ce rôle.

Je n'aurai pas eu de plus grande fierté dans ma vie que celle de pouvoir me dire à la fin de mes jours : j'ai lutté pour rallier l'ouvrier allemand à l'Etat allemand.

(Discours prononcé au Congrès du Front du Travail, Berlin, 10 mai 1935.)

II

SUR L'INDUSTRIE AUTOMOBILE

Trois années se sont écoulées depuis que j'ai eu pour la première fois l'honneur d'inaugurer le Salon International de l'Automobile de Berlin. J'en étais encore chargé à cette époque par notre regretté Président du Reich.

Le 11 février 1933, j'avais laissé espérer que l'effort commun de toutes les branches responsables de l'industrie mécanique pourrait aboutir à une amélioration de notre vie nationale économique dans un domaine où nous étions restés très en retard par rapport au reste du monde.

Dans la période de l'évolution économique de l'humanité qu'on peut actuellement embrasser, nous apercevons que sans cesse certaines branches de production prennent, pour un temps, le pas sur d'autres et donnent à leur époque un caractère particulier.

Des besoins nouveaux naissent, croissent, cherchent et trouvent leur satisfaction, puis cèdent la place à d'autres besoins et à leur accomplissement.

Il y eut des époques où la main-d'œuvre

fut consacrée surtout et avant tout à d'énormes constructions architecturales; à d'autres époques elle stimulait l'économie en fabriquant certains produits de paix ou des armes de guerre. A d'autres époques encore des domaines nouvellement ouverts dirigent la main-d'œuvre vers le commerce et vers les transports. Les manufactures du XVIII^e appartiennent au caractère de cette époque, de même qu'un demi-siècle plus tard, la construction des chemins de fer, de locomotives et de wagons annonçait le commencement d'un temps nouveau. Ensuite, ce sera la technique moderne d'illumination électrique qui contiendra des développements économiques insoupçonnés. L'électricité commence sa marche victorieuse. Elle sert toutes les industries de tous les peuples.

Il y a 50 ans, un Allemand réalisait le vieux rêve d'une voiture se mouvant de ses propres forces. Il a ouvert ainsi une nouvelle branche d'activité et peu à peu la fabrication des moteurs a conquis une place dominante dans l'économie mondiale actuelle. Le cheval et le bœuf qui depuis les millénaires de l'évolution humaine pretaient leur force aux hommes, durent céder la place à la machine. Du moteur l'humanité reçut une force utilisable en tout et qui conduisit à la révolution la plus décisive que nous puissions enregistrer depuis le commencement de la vie culturelle de l'humanité. On peut à peine évaluer du premier regard dans combien de domaines la motorisation fut un stimulant, dans combien d'industries elle apporta des changements

radicaux. Le développement de l'automobile, les inventions qui en découlèrent, l'aviation surtout, impossible sans elle, ont donné après l'introduction du chemin de fer une impulsion d'une portée immense au transport humain. La vitesse du trafic et par là, de la vie humaine, a augmenté. Des continents sont reliés en quelques jours, des déserts ont perdu leur caractère effrayant, le temps des pénibles voyages est raccourci et utilisé pour un emploi plus profitable.

D'importantes industries nouvelles sont nées.

La physique et la chimie travaillent la main dans la main pour poser des problèmes techniques et pour la réalisation matérielle de ces problèmes. A cause des conditions particulières de sa construction, le moteur n'exige pas seulement de nouveaux métaux et alliages, mais de nouvelles sources d'énergie pour son exploitation; aussi l'humanité est-elle obligée de s'occuper de la question des matières premières indispensables au moteur. Si, dans les temps les plus reculés, les pâturages ou les mines de sel étaient déterminants pour l'existence et la destinée de quelques tribus, si, plus tard, les mines de fer ou de métaux dominèrent l'action politique des peuples, ce sont aujourd'hui la houille et le pétrole, produits vitaux indispensables qui déterminent en définitive les directives politiques et économiques.

Combien nous avons longtemps désespéré de voir le peuple allemand qui, par son caractère, son évolution et ses nécessités vitales doit être compté parmi les premiers, se trouver vis-à-vis

du reste du monde, et dans un domaine aussi prépondérant que la motorisation, si honteusement en retard. L'atmosphère de décadence corruptrice d'un passé récent est responsable de tels faits qui semblent voulus par Dieu. Peut-être à l'époque étaient-ils même justifiés par un manque de disposition, une incapacité du peuple allemand. Il est facile de changer l'infériorité d'un régime en un complexe d'infériorité d'un peuple.

Parce que les hommes ont tendance à oublier trop vite, je crois ce jour particulièrement propice pour établir les points qui causèrent, psychologiquement, la triste décadence de notre industrie mécanique et par cela même celles de nos transports; c'est-à-dire d'une branche considérée actuellement comme la plus puissante et qui semble donc appelée à marquer notre temps d'un cachet particulier.

1. — DU COTÉ DES CONSOMMATEURS LA RESPONSABILITÉ DE NOTRE DÉCADENCE RETOMBE SUR LA THÉORIE ÉGALITAIRE DES SOCIAUX-DÉMOCRATES.

Ceux-ci prônaient le retour nécessaire de l'humanité au primitif et affirmaient pouvoir trouver dans cette voie la base favorable à la prolétarisation du niveau de la vie. Cette tendance de primaire partait de cette conception bornée que : le progrès humain ayant sa racine dans la masse collective, c'est donc par rapport à cette masse qu'il doit être estimé. Or, la vérité c'est que, et spirituellement et objectivement, chaque

progrès humain est l'œuvre de quelques individus.

Spirituellement parce que l'invention naît de l'imagination d'un individu et n'est pas le résultat d'un effort collectif.

Objectivement parce que chaque invention humaine — que sa valeur soit ou non reconnue — semble d'abord être une jouissance supplémentaire à la vie courante, un article de luxe pour un cercle plus ou moins restreint. Prenons le cas de nos deux grands inventeurs Benz et Daimler : ils furent considérés par les membres de l'aimable collectivité comme des fous ; ceci n'arrive pas une fois par hasard, mais malheureusement souvent.

Le véritable développement du progrès n'est possible que si on respecte la force créatrice individuelle; il est fonction de la réceptivité intellectuelle ou de la décadence matérielle de l'individu.

L'Etat marxiste, pour pouvoir rattraper l'humanité, « en boitant sur les béquilles spirituelles de la collectivité », emprunte aux pays à économies basées sur l'individu ses ingénieurs, ses chimistes, ses constructeurs, ses directeurs et ses inspecteurs que, grâce à eux, il dirige son économie marxiste, n'infirme pas ma thèse. C'est au contraire une preuve de son exactitude. Cela veut dire justement que le reste du monde a pu atteindre son degré de culture sans le bolchevisme, mais que ce dernier, même dans sa forme originale, ne peut exister sans le secours des autres pays, non communistes.

Ce point est important à connaître parce que l'intensification des modes de transports mécaniques rapides sera basée sur l'entière liberté qu'on laissera à notre peuple de se servir de ces moyens de transports, liberté non seulement légale, mais aussi, avant tout, liberté psychologique.

Il est aussi peu antisocial de s'acheter une automobile qu'il ne l'était jadis de mettre un carreau à sa fenêtre au temps où les autres y mettaient un peau huilée. L'évolution d'une invention part forcément de quelques-uns pour gagner un cercle toujours grandissant jusqu'à ce que tout le monde y participe.

Ce n'est donc pas par hasard que l'Allemagne, gouvernée alors par les marxistes et la Russie soviétique communo-marxiste, accusait, quant au pourcentage des automobiles, le chiffre le plus bas; ce sont eux les seconds responsables.

2. — A LA LONGUE, L'IDÉOLOGIE DE LA MASSE
DEVIENT CELLE DES GOUVERNANTS ET VICE
VERSA.

Aussi, épousant les conceptions absurdes de la masse, les gouvernants marxistes considéraient l'automobile non comme une nécessité, mais au contraire comme un superflu, et l'accablèrent d'impôts, selon des théories de primaires. Qu'ils aient suivi un tel procédé prouve combien nos économistes bourgeois étaient à bout de souffle. Car la soi-disant théorie de la taxe de luxe est un non-sens partout où le luxe promet de devenir un bien général, d'après les

prévisions humaines. On doit avant tout se garder d'imposer les productions qui se trouvent dans la courbe de l'évolution pour ne taxer que celles dont l'évolution peut être considérée comme terminée.

Il est à peine nécessaire de mentionner qu'on négligeait par ces errements ou qu'on s'abstenait simplement de toutes mesures particulières appropriées à seconder l'évolution de cette industrie automobile qui promettait tant.

Bureaux de perception et directions de police travaillèrent la main dans la main pour mieux étrangler et détruire l'évolution de l'automobilisme allemand et par là même l'industrie automobile; et on ne peut refuser ce compliment aux gouvernements marxistes et du centre : ils réussirent admirablement. Tandis qu'aux Etats-Unis circulaient 23 millions d'automobiles, tandis qu'on y fabriquait annuellement 3 à 4 millions de voitures neuves, les efforts conjugués de ces gouvernements populaires et étatiques réussissaient à réduire le chiffre des automobiles en Allemagne à presque 450.000 et le chiffre de la production pour l'année 1932 à 46.000.

3. — LE TROISIÈME RESPONSABLE DE LA DÉ-
CADENCE EST L'ÉCONOMIE ALLEMANDE ELLE-
MÊME.

S'il était déjà malheureux que les gouvernements du peuple et de l'Etat dominés par des idées pareilles ne montrassent aucune compréhension de l'évolution de la motorisation, il est aussi malheureux que l'économie allemande se

soit abandonnée elle-même inconsciemment à une telle erreur. Ne voyait-elle donc pas clairement que l'automobile doit devenir un instrument de la communauté, qu'autrement il n'y a pas pour elle de possibilité d'évolution? Ou bien l'automobile est un objet de luxe coûteux et, à la longue, sans grande importance pour l'économie du peuple, ou bien elle donnera un immense essor à une économie auquel elle est appropriée, et alors l'objet de luxe de quelques-uns deviendra objet de nécessité pour tous. Et je crains presque que l'industrie automobile actuelle ne se soit pas encore rendue compte que son développement en Allemagne ne peut vraiment se faire que si le barème des prix de l'automobile s'établit parallèlement au revenu des acheteurs possibles.

Il est très facile de répondre à la question du nombre d'automobiles que l'Allemagne peut supporter.

- a) LE DÉSIR DE POSSÉDER UNE AUTOMOBILE EST ASSURÉMENT AUSSI PRONONCÉ CHEZ NOUS QUE DANS TOUT AUTRE PAYS.

Quoique je pourrais presque dire qu'on a voulu priver notre peuple de ce désir. Le chiffre énorme, unique, des visiteurs de ce salon en est la meilleure preuve. Il est la meilleure réponse à ceux qui croyaient, il y a quelques années encore, pouvoir renoncer entièrement à ces expositions parce qu'ils les trouvaient sans intérêt et sans importance. Nous prétendons que le peuple allemand éprouve le même besoin de se servir

d'une automobile que le peuple américain. C'est une idée superficielle que de trouver naturel pour les Etats-Unis les chiffres de 3 millions d'autos pour la production annuelle et de 24 millions en circulation et d'admettre pour l'Allemagne qui elle n'a, il est vrai, que la moitié du chiffre de la population américaine, les chiffres de 500.000 ou 600.000. Non, le désir d'achat existe également chez le peuple en Allemagne.

- b) MAIS LA CONDITION D'ACCOMPLISSEMENT DU DÉSIR D'ACHAT NE PEUT ÊTRE AUTRE EN ALLEMAGNE QUE DANS LE RESTE DU MONDE.

Cela veut dire que le prix d'une automobile doit convenir au revenu de son acheteur possible. On peut donc affirmer qu'il y aura des gens susceptibles d'acheter une voiture au prix de 20.000 marks parce qu'ils ont un revenu en conséquence. Mais leur nombre ne sera pas très élevé. L'abaissement du prix à 10.000 marks fournira déjà un nombre plus élevé d'acheteurs de cette catégorie. Et l'abaissement du prix de l'automobile à 5.000 marks attirera l'attention d'un nombre encore plus élevé de gens qui pourront mettre ce prix.

Si j'espère arriver en Allemagne à un chiffre de vente de 3 à 4 millions d'automobiles, le prix et les frais d'entretien de ces automobiles doivent s'échelonner selon le revenu des 3 ou 4 millions d'acheteurs éventuels. Je recommande à l'industrie automobile d'établir de ce point de vue un tableau général de la situation financière et du

pouvoir d'achat des 4 ou 5 millions d'Allemands les plus aisés.

Vous comprendrez donc pourquoi je laisse préparer avec une fermeté inébranlable les travaux préliminaires à la création de l'automobile populaire allemande et pourquoi je veux aboutir à un résultat positif.

Je ne doute pas que le génie des ingénieurs à qui cette tâche fut confiée, que demain celui des constructeurs animés de la compréhension la plus haute de l'économie nationale réussiront à rendre les frais d'achat, de carburant et d'entretien de cette automobile supportables proportionnellement au revenu de la grande masse de notre peuple. Voyez comment cette question a été magnifiquement résolue en Amérique.

C'est une erreur regrettable de croire qu'une telle évolution puisse pousser l'acheteur d'automobile chère à l'achat de l'automobile populaire. Non, la voiture populaire sera achetée par des millions de gens et ainsi des centaines de milliers d'hommes, conformément au relèvement continu de leur niveau de vie, trouveront plus facilement le chemin vers une voiture meilleure et plus belle. L'automobile Ford n'a nullement remplacé les voitures meilleures et plus chères d'Amérique, au contraire elle a donné l'éveil et elle a mobilisé l'énorme masse des acheteurs américains, ce qui plus tard a justement profité à l'industrie automobile de luxe.

Même si nous trouvons 2 ou 3 millions d'acheteurs pour une nouvelle voiture populaire alle-

mande, une partie des gens continuera tout naturellement à acquérir une voiture plus chère, parce que meilleure. Par contre, une grande partie ne pourra jamais acheter une voiture chère, non parce qu'elle n'aimera pas telle ou telle marque, mais tout simplement parce que son revenu modeste ne le lui permettra pas. Exclure tout simplement ces millions de gens du plaisir d'un tel moyen moderne de transport pour ne point courir le danger que l'un ou l'autre parmi les favorisés n'achète une automobile bon marché, ne serait pas seulement immoral, mais économiquement déraisonnable. Cela équivaut à vouloir arrêter artificiellement, pour des raisons égoïstes et à courte vue, l'évolution la plus formidable de l'industrie.

Je sais que j'ai mis l'économie allemande devant une grande tâche, mais je sais aussi que l'Allemand est capable de l'accomplir aussi bien que quiconque dans le reste du monde. Des problèmes qui ont trouvé leur solution sur un point de la terre doivent pouvoir la trouver également en Allemagne. Et puis l'exportation dans de nombreux pays de notre pauvre Europe ne sera possible que si nous arrivons à un nouvel établissement des prix, ceux-ci dépendant de leur côté du niveau des chiffres de production atteint dans notre propre pays.

Une autre raison encore nous force à diriger les dépenses de notre peuple vers un marché économique où nous pouvons le satisfaire. Il a existé autrefois un temps où il n'était pas très noble de reprocher à un être humain son revenu

modeste ou même la misère qui l'accablait. Avec la civilisation internationale nous connaissons aujourd'hui des journalistes et des politiciens, ils appartiennent généralement au « peuple élu », qui avec un malin plaisir nous rappellent quotidiennement avec insistance cette vérité, malheureusement trop exacte, que nous sommes un pauvre peuple de « crève la faim » à qui le bon Dieu fait subir une punition particulière et méritée en le privant alternativement de beurre, de margarine, de saindoux, d'œufs, etc., etc.

Ces observateurs de notre misère, objectivement, ont raison. Nous avons trop de population sur une terre restreinte. Des vaches, des porcs et des moutons nous font défaut parce que la terre pour leur élevage nous manque. Ce que le paysan et l'agriculteur allemands réussissent à extraire de notre sol tient réellement du miracle.

Nous sommes d'autant plus engagés à régler les dépenses de notre peuple, moins par des théories, que par la création d'un stimulant naturel.

Combien de difficultés disparaîtraient si quelques millions de gens voulaient se restreindre dans leur consommation de produits alimentaires qui ne soient pas absolument indispensables, pour tourner leur pouvoir d'achat vers un domaine où nous pourrions facilement les contenter économiquement. Du point de vue de l'économie nationale, je vois une action de grande portée dans la création d'une automobile susceptible d'être achetée par la grande masse de 2, 3 ou 4 millions de citoyens pouvant

aussi assurer son entretien. Et je vous demande de croire qu'on ne pourra supprimer les difficultés dont souffre actuellement l'économie mondiale que si les intérêts de la communauté prennent le pas sur certaines considérations déraisonnables sur certains intérêts égoïstes. Car quand il y a profit pour tous, il doit en définitive y avoir profit pour chaque individu.

Il y a à peine 4 ans, Messieurs les industriels, que vous avez senti par vous-mêmes jusqu'à quel point tombe une économie nationale qui a perdu ces larges vues. Considérons tous cette époque comme un avertissement et comme une leçon pour l'avenir. Ou la conception économique du national-socialisme aura du succès en Allemagne, ou l'économie allemande sera peu à peu paralysée comme ce fut le cas il y a quelques années.

Mais j'aime à croire que nous avons le droit, en voyant ce salon annuel de la production automobile allemande, d'entreprendre avec une fière confiance la tâche qui nous a été donnée. Car voyez ce qu'on a réalisé cette année en Allemagne grâce à la bonne conduite de l'Etat et de l'Economie nationale-socialiste qui ont pénétrés notre peuple malgré les espoirs de nos ennemis. Comparez l'ébranlement économique et les éternelles luttes des autres pays avec la paisible tranquillité de notre industrie nationale. A côté du mérite qui revient à vos propres capacités, au génie de nos inventeurs, de nos techniciens, de nos chimistes, de nos directeurs d'usines et de nos commerçants, n'oublions pas notre ouvrier

allemand qui, se rendant compte de la situation de notre peuple et de notre économie, évalue financièrement son excellente et souvent unique force de rendement et son habileté, sur une base inspirée, nous pouvons le dire, d'un idéalisme national-socialiste.

Ce Salon de l'Automobile n'est pas seulement un exemple magnifique de notre capacité dans l'industrie technique du moteur, c'est aussi un exemple de la raison et du discernement économique de tous les participants, une réalisation possible grâce à la paix intérieure économique du pays.

Et si dans l'avenir de très grands devoirs nous sont imposés, nous aurons d'autant moins le droit de douter de leur réalisation, que ce qui a été accompli aujourd'hui permet d'avoir les espoirs les plus hauts. Je voudrais surtout citer deux exemples :

1. — LE PROBLÈME DU CARBURANT ALLEMAND, DONT VOUS POUVEZ MESURER SURTOUT AUJOURD'HUI L'IMPORTANCE, PEUT ÊTRE CONSIDÉRÉ COMME RÉSOLU.

La question du carburant allemand ne se pose plus. C'est surtout dans ce domaine complexe que nos chimistes et inventeurs ont vraiment fait des créations admirables. Ayez confiance en notre esprit de décision pour la réalisation pratique de leurs créations théoriques.

2. — VOUS TROUVEREZ POUR LA PREMIÈRE FOIS, DANS CETTE EXPOSITION, DES PNEUS EN CAOUTCHOUC SYNTHÉTIQUE ALLEMAND.

Je suis heureux de pouvoir vous l'annoncer, à vous et au peuple allemand : les essais exécutés dans la Reichswehr depuis environ un an ont montré que ce caoutchouc synthétique est de 10 à 30 0/0 plus solide et durable que le caoutchouc naturel.

Le peuple allemand pourra voir en quelques heures ce qu'on montre de nouveauté et de beauté dans ce salon. Mais ce qu'il ne pourra voir, c'est l'infinie assiduité, l'effort immense qui se trouve derrière un tel travail de communauté. Et ce qu'il n'apercevra peut-être pas non plus, ce sont les centaines de milliers de familles qui trouvèrent ainsi leur pain quotidien. En ma qualité de Führer du peuple allemand, je voudrais surtout demander à tous les honnêtes Allemands, au moment où chacun se demande s'il doit acheter une automobile et laquelle, d'adresser une pensée à toutes ces familles allemandes.

Le gouvernement conservera sa position vis-à-vis de l'automobilisme. L'Etat national-socialiste soutiendra de toutes ses forces la tâche qu'il s'est imposée.

Il aidera par tous les moyens la production, facilitera l'achat d'une automobile, augmentera la production du carburant allemand et construira les autostrades indispensables.

Ceci représente notre vieux programme de

1933, et il sera celui de l'avenir également. En vous remerciant tous, vous qui avez participé à cette grande œuvre et vous, conducteurs courageux, qui avez acquis des prix internationaux pour nos automobiles et nos motocyclettes, je déclare ouvert ce Salon de l'Automobile International de Berlin 1936.

(Discours prononcé à l'ouverture du Salon de l'Automobile. Berlin, février 1936.)

III

SUR LA RACE ET LA CULTURE

Le 30 janvier 1933, le gouvernement politique du Reich fut confié au Parti national-socialiste. Fin mars, la révolution nationale-socialiste était extérieurement finie. Finie en ce qui concernait notre accession au pouvoir. Mais seul, celui qui ne comprenait pas le caractère de cet immense combat, pouvait croire close la lutte pour nos idées. Ce serait le cas si le mouvement national-socialiste n'avait pas d'autres desseins que ceux des anciens partis habituels. En effet, avec la prise du pouvoir, ceux-ci semblent avoir atteint le sommet de leurs désirs et, en même temps, l'idéal de leur existence.

Mais pour des conceptions philosophiques, l'arrivée au pouvoir politique n'est que la condition préliminaire de l'accomplissement de leur véritable mission.

Déjà le mot « Weltanschauung » (conception philosophique) exprime la volonté de baser toutes les actions sur une conception préconçue et ainsi ouvertement sur une tendance. Celle-ci peut être juste ou fausse : elle est en tout cas le point de départ d'une prise de position vis-à-

vis de tous les phénomènes et événements de la vie et au surplus un ordre qui lie et engage pour toute action. Plus une telle notion se confond avec les lois naturelles de la vie organique, plus son emploi conscient sera utile à la vie d'un peuple. D'où on peut déduire que le peuple innocent et primitif porte dans son instinct l'idée philosophique la plus naturelle, et elle lui fait prendre automatiquement la position la plus instinctive et la plus utile dans toutes les questions vitales.

L'homme sain et bien constitué est tout naturellement porté dans son existence à aller aux solutions qui sont de son intérêt, de même que le peuple trouvera par simple instinct de conservation la position convenant aux besoins de sa vie. L'égalité des êtres vivants d'une race déterminée rend ainsi inutile l'élaboration de règles et de lois de contrainte. Mais quand il y a mélange d'individus de races différentes, la position se trouve troublée et on n'aboutira à rendre uniforme que par la force, par la loi, par la langue, les réactions diverses et partagées d'un tel peuple devant la vie.

Parce que les races humaines voulues différentes par la Providence n'ont point reçu la même charge culturelle, il sera décisif pour leur conduite et leur formation de vie de savoir, en les croisant, lesquelles des parties pourront établir comme valables dans les divers domaines de la lutte pour l'existence la conception qui leur est naturelle.

Toutes les philosophies rencontrées dans l'his-

toire ne sont compréhensibles que par rapport aux buts et aux conceptions de vie de certaines races. Il est donc très difficile de prendre position pour l'exactitude ou l'inexactitude de telles idées, si l'on n'examine pas leurs effets sur l'homme sur lequel on voudra la voir utilisée. Une idéologie qui pour un peuple est par naissance, son expression vitale la plus naturelle peut signifier pour un autre de caractère étranger une lourde menace et même sa fin.

Mais dans aucun cas un peuple, composé de différents noyaux de races, ne peut se laisser guider longtemps par deux ou trois idéologies, et construire d'après elles. Ceci mène forcément tôt ou tard à la désagrégation d'une telle réunion contre nature. Afin de l'éviter il importe donc de connaître la partie raciale qui par son caractère fera prédominer sa conception philosophique. C'est ce qui fixe ensuite la ligne dans laquelle l'évolution d'un peuple se développera.

Chaque race agit pour le maintien de son existence par les forces et les valeurs dont elle est naturellement douée.

Seul l'homme de nature héroïque pense et agit héroïquement. La Providence l'y a prédisposé. Celui qui par sa nature, c'est-à-dire physiquement, est déjà peu héroïque, démontre dans sa lutte pour la vie des traits dépourvus de courage. Il est possible que les éléments peu courageux d'une communauté entraînent dans leur sillage ceux qui ont en eux des dispositions d'héroïsme et leur font perdre ainsi leur caractère le plus intime. Enfin, l'homme de nature

héroïque peut mettre sous son influence des éléments contraires.

LE NATIONAL-SOCIALISME EST UNE PHILOSOPHIE.

En touchant les hommes appartenant par prédisposition à cette idée et en les groupant en une communauté organique, il devient le parti de ceux qui, de par leur caractère, sont issus d'une race déterminée.

Certes il reconnaît la substance raciale variée de notre peuple. Loin de lui l'idée de repousser ce mélange qui est l'ensemble de l'expression vitale de notre nation. Il sait que ses capacités sont conditionnées par sa composition raciale. Mais il désire que le gouvernement politique et culturel de la nation reçoive la forme et l'expression de la race qui, grâce à ses dispositions, a créé par son héroïsme, d'un agglomérat de parties diverses, le peuple allemand.

Le national-socialisme professe la doctrine de la revalorisation du sang de la race et de la personnalité, ainsi que la doctrine des lois éternelles de la sélection.

Il constitue ainsi consciemment l'antithèse formelle de l'idée internationale chère à la démocratie. L'idée nationale-socialiste mène forcément à une nouvelle orientation dans presque tous les domaines de la vie raciale. Aujourd'hui, la somme des effets de cette grande révolution spirituelle ne se laisse évaluer qu'approximativement. De même que jadis les hommes

n'ont compris qu'au cours d'une longue évolution les relations entre la procréation et la naissance, de même aujourd'hui seulement l'humanité entrevoit l'importance des lois de la race et de l'hérédité. Cette claire connaissance et l'attention qu'on lui prêtera serviront un jour de base à l'évolution future.

Partant de cette connaissance qu'à la longue, toute œuvre créée ne se conserve que par les forces même qui l'ont créée, le national-socialisme attribuera une influence dominante et donnera ainsi un effet continu à ce caractère particulier du peuple allemand qui a permis, au cours des siècles, son unification. Mais pour que la mission du national-socialisme reçoive sa justification morale, elle devra élever l'Allemand de l'abîme d'une conception uniquement matérialiste à la hauteur d'une digne représentation de ce que nous entendons dans la notion : « homme ». Car, si ce dernier doit réellement être considéré comme une forme de vie supérieure, il doit se séparer lui-même de la bête. Si dans son effort il n'était resté que dans les frontières de ses besoins primitifs, jamais il ne se serait élevé au-dessus de la sphère animale. Il faut qu'ici aussi l'homme obéisse à la loi de la Providence. Le fait qu'une partie du genre humain a réellement atteint le but de ses devoirs de vie en contentant ses besoins les plus matériels, est naturel chez ceux-là, mais il serait contre nature que l'autre partie, élue par la Providence dans un dessein supérieur revienne, contre sa conscience réveillée, contre la contrainte brû-

lante de son être, à la conception primitive de la vie ou, ce qui est la même chose, s'y laisse ramener par la violence. C'est un contre-sens vivant. La discorde entre forcément chez ces peuples dans lesquels deux complexes de races différentes par leur caractère veulent se développer librement. L'homme qui, pour le contentement et l'entière satisfaction de sa vie n'a besoin que de manger et de boire, n'a jamais compris celui qui préfère rationner son pain quotidien pour assouvir la soif de son âme et la faim de son esprit. J'ajoute qu'il est faux de croire que l'homme pourra saisir ou comprendre lui-même ce que la Providence n'aura pas donné à sa race. Pour maintenir toute société humaine, certains principes doivent être brisés sans égard à tous les détails qui sont ou non en désaccord avec eux. Il faut de même que l'image culturelle d'un peuple soit formée d'après ses meilleurs éléments et grâce aux propagateurs de sa culture nés à cette seule fin. Mais ce qui manque en compréhension profonde à ceux qui ne sont pas nés à cette fin, ce qu'ils ne sauront jamais comprendre en leur âme et conscience, on doit par une éducation appropriée leur en inspirer le respect. En outre, ils doivent apprendre que c'est là qu'est la vraie expression vitale d'une partie de leur peuple, et ils doivent s'en accommoder.

Pour cette raison et depuis toujours, les philosophes n'ont pas seulement déterminé le caractère de la politique, mais encore ils ont été le reflet de la vie culturelle. Les poètes ont chanté

les héros, lorsqu'une époque héroïque mit ces derniers au premier plan mais dans un temps contraire, guidé par des hommes peu héroïques, ils descendaient dans les plaines de la vie quotidienne. Car on ne peut jamais séparer l'art de l'homme. Le slogan que l'art doit surtout être international est vide de sens et bête. Si par l'éducation l'on peut apprendre certaines leçons de la vie, il faut être né pour l'art, c'est-à-dire : la disposition et par là le don se trouve en dehors de toute éducation et fait partie de la somme d'hérédité. Il n'est donc pas forcé que chacun soit un artiste créateur, parce qu'il fait partie de la race douée; mais ce n'est que d'une telle race que pourra s'élever le véritable génie et elle seule pourra le sentir et le comprendre.

C'est le signe de l'abjecte décadence spirituelle d'un passé récent qu'on pouvait parler d'un idéal artistique sans le conditionner à la race. Le Grec n'a jamais construit international, mais grec; je m'explique : chaque race est nettement marquée par sa propre écriture dans le livre de l'art, à moins qu'elle ne soit, comme par exemple le judaïsme, dépourvue de toute capacité productive artistique. Si les peuples imitent un art étranger à leur race, cela ne constitue nullement la preuve que l'art soit international, mais seulement qu'il est possible de copier une chose intuitivement vécue ou créée.

On ne peut parler d'une véritable compréhension d'un peuple dans l'art d'un autre que là où, malgré le temps, malgré les différences de langues on trouve une même origine raciale. Il

en résulte que plus une philosophie basée sur l'idée raciale a une influence dominante dans un peuple, plus on suivra, non seulement politiquement mais aussi culturellement, les similitudes de ce peuple avec d'autres peuples ou Etats vivants ayant vécu dans des conditions raciales semblables; et cela quels que soient les siècles qui les séparent.

Si le monde extérieur change, la disposition intérieure des races elles-mêmes ne changera pas.

Des siècles passent mais ne modifient rien aussi longtemps que la masse d'hérédité elle-même ne sera pas corrompue par le sang.

C'est pourquoi l'idéal de beauté des peuples et des Etats antiques sera éternel aussi longtemps que vivront sur la terre des hommes ayant le même tempérament et la même origine. Ce ne sont point la pierre ou la forme morte qui sont éternelles dans leur beauté, mais seulement les hommes qui doivent leur origine à la même racine. Par conséquent, c'est aussi une erreur de croire que la force créatrice primitive d'une race reçoit, régie ou réglementée par une loi quelconque de style, la forme de ses expressions artistiques culturelles. Non : le peuple incertain dans son instinct parce que devenu de race impure n'a besoin que de la règle pour ne pas perdre le fil magnifique découvert un jour, dans sa simplicité naturelle, par les représentants d'une race élue. Il est au surplus risible de penser qu'on puisse trouver un nouveau style de vie, de culture et d'art, et par là une clarifica-

tion de la race sans renouvellement philosophique; il est également ridicule de croire que la nature confiera à n'importe qui le moyen d'accomplir cette tâche divinatrice.

Il n'était pas donné à chaque Grec de pouvoir construire le Parthénon. Mais quand un Grec créa cette merveille tous surent que cela représentait la proclamation la plus puissante du tempérament et de l'esprit grec.

Ainsi la tendance fondée sur une philosophie raciale d'un temps déterminera aussi la tendance et l'âme de l'art. La race qui met son sceau sur la vie entière d'un peuple, voit alors à sa façon les devoirs de l'art. Ainsi transformée elle résout tous les problèmes posés par le but à atteindre et les matières à employer selon son sens de l'œuvre d'art. Seul l'esprit humain le plus clair peut trouver les voies de la beauté sublime. Mais la dernière pierre de touche c'est l'exécution claire et utilitaire. Ceci n'a rien à faire avec cette soi-disant « théorie de l'objectivité » qui ne veut pas comprendre que l'homme ne doit pas confondre la primitivité animale avec la beauté harmonieuse.

Il n'est pas donné à chaque artiste de trouver cette dernière perfection. Mais tous doivent chercher à l'atteindre. Chaque peuple se trouve enfermé dans ses limites naturelles.

L'artiste, personification de l'élite du peuple, devancera toujours les connaissances générales et moyennes.

Il trouvera inconsciemment la forme qui, sentie et vue par lui comme celle de la beauté la

plus haute et la plus élevée, se trouve être souvent après des siècles celle de l'utilité absolue. L'artiste véritable peut trouver dans le réel une solution avant que la soi-disant science exacte puisse fournir la preuve de la justesse de la dite solution. Nous savons qu'au moyen âge et dans les temps modernes l'homme aryen-nordique a toujours trouvé la synthèse entre la tâche posée, le but à atteindre et la matière donnée. Son libre esprit créateur est toujours resté égal à lui-même. Et si pendant des siècles certaines philosophies en tant qu'expression extérieure d'une autre nationalité forçaient l'humanité sous des lois de style, peut-être justes philosophiquement pour l'époque, mais inapplicables au véritable caractère des Aryens, ces derniers ont tout de même toujours cherché une issue dans leur propre monde.

Il n'est donc pas étonnant que dans son art chaque époque politique et héroïque cherche un lien avec un passé non moins héroïque. Les Grecs et les Romains sont proches des Germains parce que toutes les racines se retrouvent dans une race fondamentale. C'est pourquoi les réalisations immortelles des peuples antiques exercent toujours une attraction sur des descendants apparentés à eux par la race. Parce qu'il est mieux d'imiter de bonnes choses que de produire du nouveau mauvais, les créations intuitives de ces peuples peuvent sans doute aujourd'hui remplir, en tant que style, leur mission éducatrice et directrice. Mais dans la mesure où l'esprit nordique vit sa renaissance, il faudra qu'il ré-

solve avec clarté et esthétisme les problèmes culturels du présent comme firent ses aïeux. Il serait ridicule, enfantin, d'éviter en art les formes classiques et traditionnelles. Il serait peu intelligent de repousser d'autres connaissances et expériences de la vie sous le prétexte que des générations précédentes les avaient déjà trouvées. L'humanité dégénérerait, la culture rétrograderait si l'on craignait de développer les traditions utilisables de l'art et de la culture. Et cela sous prétexte que des éléments décadents anarchiques ou étrangers à la race aimeraient mettre le feu à toutes les réalisations du passé.

Mais cependant une race créatrice ne devra pas pouvoir faire de la somme des réalisations de ses tenants une loi tyrannique limitant ou violant tout autre effort propre.

CE N'EST QUE SUR LE PASSÉ ET LE PRÉSENT
UNIS QUE SE CONSTRUIT L'AVENIR.

Le but indiqué, les capacités constructives du temps actuel ainsi que les matériaux techniques sont les éléments dont l'esprit réellement créateur formera des œuvres. Il ne craindra pas d'utiliser la somme des biens, retrouvée et transmise; il sera assez courageux pour y lier ce qu'il a trouvé lui-même. Car il est aussi mesquin de vouloir nier dans la construction d'un théâtre les enseignements que nous ont donnés les siècles, qu'il est insupportable de vouloir donner à une usine de machines ou d'électricité le cachet d'une architecture grecque ou gothique. Par conséquent, il est généralement



faux de parler d'un nouveau style à chercher. Mais on peut seulement espérer que les plus capables puissent être désignés par le destin pour résoudre les tâches qui nous incombent aujourd'hui comme jadis les peuples aryens au moyen âge les avaient réalisées. Nous voulons utiliser et développer librement ce que ceux-ci nous ont transmis. L'art des anciens n'était du reste que le résultat d'une évolution très étendue. Il importe que soulignant ce qu'il y a de conscient dans la substance raciale de notre peuple, proclamant la souveraineté de son caractère, de sa philosophie propre, nous créons un noyau qui pourra développer les effets créateurs pendant de longues années.

Comme par hasard toute époque qui a une philosophie nébuleuse, et par suite un esprit libéral, est incertaine dans le domaine culturel. Depuis près d'un siècle, les arts et les philosophies de presque toutes les époques passées ont été essayés et abandonnés. Cette incertitude a trouvé dans le culte primitif des cubistes et dadaïstes son expression la plus typique. Le marxisme aboutit forcément au nihilisme non seulement politiquement, mais aussi culturellement. Tandis que l'industrie d'art officiel du début du siècle ne peut que laisser l'impression la plus répugnante, d'autres ont accompli d'importants travaux préparatoires pour la renaissance des peuples. Ainsi, en Allemagne, grâce au national-socialisme qui est l'accomplissement de nombreux pressentiments prophétiques et qui est basé sur de véritables connaissances scientifi-

ques, fut effectué inconsciemment le travail préparatoire de la renaissance artistique de l'homme aryen.

LA TECHNIQUE MODERNE FORCE L'HOMME A CHERCHER SA PROPRE VOIE.

Par le but et par les matériaux furent trouvées et développées des formes nouvelles qui dans l'esthétique de nombreuses machines respirait plus l'esprit grec que de nombreuses constructions mal comprises. La technique, terre explorée depuis peu de temps, doit être un monument spirituel satisfaisant du point de vue moderne et du point de vue esthétique. Utilisant des matériaux nouveaux comme l'airain, le fer, le verre, le béton, l'évolution technique prendra ainsi forcément un chemin conforme au but des constructions et des matériaux. Mais ici non plus, il n'est pas donné à l'homme moyen de réaliser des œuvres immortelles. Qui cherche du nouveau uniquement pour le nouveau se perdra facilement dans le domaine de la folie. La chose la plus sotte exécutée en pierre ou en matériaux peut d'autant plus facilement passer pour être la véritable dernière nouveauté qu'il n'était pas permis, dans les époques anciennes, à chaque fou d'offenser la société par les élucubrations de son cerveau malade. Seul, l'ignorant peut croire faire quelque chose d'original sous l'étiquette « du nouveau à tout prix ». Qu'on prenne garde de prendre de telles expériences comme preuve de l'importance d'un tel homme et d'une telle œuvre.

DURANT TOUTES LES ÉPOQUES LA DESTINÉE
A DONNÉ A TRÈS PEU D'ÉLUS LA MISSION
DE CRÉER DES ŒUVRES VÉRITABLEMENT
NEUVES ET ÉTERNELLES.

Chargés de décider de l'avenir, il appartient aux éducateurs d'une nation d'apprendre aux hommes le respect dû à ces grands esprits. Car ils représentent le type humain qui a la plus grande valeur chez un peuple. Ils n'ont rien créé dans l'unique dessein de dominer par une imagination malade, dans l'unique but de créer du nouveau à tout prix, mais bien parce qu'ils voulaient créer le meilleur et parce qu'ils devaient le créer.

Le « n'a jamais encore existé » n'est pas une preuve de la qualité de l'œuvre, car cela peut tout aussi bien être la preuve de la non-valeur du « jamais existé ». Par conséquent, si un prétendu artiste conçoit son œuvre de façon incompréhensible, les véritables productions, aussi bien dans le passé que dans le présent, n'en demeureront pas moins; tandis que les balbutiements artistiques de tels charlatans faisant de la peinture, de la musique, de la sculpture ou de l'architecture ne seront plus tard que la preuve de l'étendue de la décadence d'une nation.

Il est d'ailleurs impossible qu'un de ces charlatans ainsi dépourvu de caractère puisse se modifier subitement et créer des œuvres meilleures. Sans valeur il est et sans valeur il restera. Il est un raté parce que la vocation donnée par le Tout-Puissant et ainsi la distinction naturelle

lui ont fait défaut. Vouloir se distinguer ou attirer l'attention par des folies conscientes prouve non seulement un manque de sens artistique, mais aussi un défaut moral : l'Art est une mission sublime digne du fanatisme. Qui a été choisi par la Providence pour dévoiler aux contemporains l'âme du peuple, la faire résonner, ou faire parler les pierres, subira la force toute-puissante qui le domine; il parlera sa propre langue, même si les contemporains ne le comprennent pas ou ne veulent pas le comprendre. Il subira plutôt toutes les misères que de devenir une seule fois infidèle à l'étoile qui le guide.

Le mouvement national-socialiste et le gouvernement ne doivent pas permettre dans le domaine culturel, que les médiocres ou les saltimbanques, changeant subitement de drapeau, rentrent, comme s'il n'y avait rien eu, dans le nouvel Etat, afin de prendre dans le domaine artistique et culturel encore une fois la direction. Nous ne savons pas si la destinée fera naître les hommes qui pourront nous donner une expression culturelle comparable au but politique de notre époque. Mais nous savons que dans aucun cas les représentants de la décadence passée ne doivent subitement devenir les portedrapeaux de l'avenir. Ou bien leur production fut réellement sentie et alors ils doivent être mis en observation médicale comme dangereux pour le bon sens public, ou bien leur production n'était qu'une spéculation et ils doivent être enfermés pour escroquerie. En aucun cas nous ne voulons laisser fausser par ces individus l'ex-

pression culturelle d'un pays qui est le nôtre et non le leur.

A L'ENCONTRE DE L'ANCIEN, LE NOUVEL ÉTAT
S'ATTACHERA TOUT PARTICULIÈREMENT AUX
PROBLÈMES DE LA CULTURE.

Le national-socialisme donnant la préférence à ceux de notre peuple qui un jour ont commencé et achevé notre mouvement, doit leur en apporter les preuves morales. Le contentement des besoins élémentaires se trouve ancré dans le caractère de l'homme. Cela ne lui confère pas le droit de conduire ou même de commander d'autres personnes. Seule la capacité peut désigner quelqu'un comme élu pour s'élever et ennoblir les traits ordinaires de la vie. Mais c'est toujours le gouvernement qui devra matériellement favoriser les conditions de l'activité artistique. Même si un peuple s'éteint et si les hommes se taisent, les pierres parleront. Chaque grande époque politique dans l'histoire du monde démontrera le bien-fondé de son existence par les documents les plus visibles de sa valeur : par ses réalisations culturelles.

L'opinion que les questions culturelles doivent se placer au second plan durant les temps difficiles est aussi insensée que dangereuse.

Celui qui veut estimer et juger de la culture selon son bénéfice matériel n'a aucune idée de son caractère et de ses devoirs. Cette conception est dangereuse parce qu'elle ramène ainsi toute la vie à un niveau où seul le médiocre reste juge. Surtout pendant les périodes de crises et

de misères, il importe de faire comprendre à tous les hommes qu'une nation possède encore une mission plus élevée que de se perdre dans un égoïsme économique. Les monuments culturels de l'humanité sont depuis toujours les autels permettant à l'homme de prendre connaissance de sa mission supérieure et de sa dignité plus élevée.

Les peuples qui ne veulent plus l'admettre ont perdu la meilleure partie de leur sang et leur disparition n'est qu'une question de temps.

Convaincus de la valeur intrinsèque du peuple allemand, nous voulons avoir soin qu'il ait, par l'intermédiaire de son gouvernement, l'occasion de prouver sa valeur, puissent les artistes allemands prendre conscience de la tâche dont les charge la nation. Et puisque la sottise et l'injustice semblent dominer le monde, nous les inviterons à prendre avec nous, par l'art allemand, la défense du peuple allemand.

*(Discours prononcé au Congrès du Parti
National-Socialiste, Nuremberg, 1933.)*

IV

SUR L'ART

Lorsque le 27 février 1933 l'incendie de la coupole du Reichstag commença à rougir le ciel, il apparut que la Fatalité avait fait agir les incendiaires communistes comme pour signaler une fois de plus à la Nation, à la lueur d'une immense torche ardente la grandeur du tournant historique.

L'ombre de l'insurrection prochaine du bolchévisme s'étendait menaçante sur le Reich.

Une des plus grandes catastrophes sociales et économiques menaçait d'anéantir l'Allemagne. Tous les fondements de la vie collective étaient ébranlés. Déjà dans le passé les circonstances avaient exigé très souvent du courage de beaucoup d'entre nous; pendant la grande guerre d'abord, et aussi plus tard dans le long combat mené pour le mouvement et contre les ennemis de la nation. Mais qu'était tout cet héroïsme en comparaison de celui qu'il allait falloir déployer au moment où nous allions assumer le

gouvernement du Reich et, par là, prendre une responsabilité sur l'existence ou la non-existence de notre peuple. Combien malaisé fut notre tâche du début; il fallait prendre toutes les mesures susceptibles de conjurer encore la catastrophe, repousser en même temps le dernier assaut des destructeurs de la Nation et du Reich. Ce fut un combat acharné contre les éléments et les symptômes de désagrégation allemande à l'intérieur, et à l'extérieur contre nos ennemis du dehors intéressés à notre débâcle.

On constatera un jour avec étonnement qu'en ce même temps où le national-socialisme et ses chefs menaient un héroïque combat de vie et de mort l'art allemand recevait les premières impulsions qui devaient le revivifier et le ressusciter.

Les fractions étaient brisées, le particularisme régional disparu et le Reich rétablissait sa souveraineté unique et exclusive. Tandis que le centre et le marxisme battus et poursuivis dans leurs derniers retranchements agonisaient, tandis que les syndicats disparaissaient et que les idées nationales-socialistes d'une hardiesse exceptionnelle, se réalisaient point par point, on trouvait encore le temps de poser les fondations du nouveau temple de la Déesse de l'Art. Ainsi, la même révolution qui balaye un Etat, y dépose les semences d'une nouvelle et haute culture. Et non dans un sens négatif! Car, quels que fussent les comptes que nous avions à régler avec les auteurs des criminels attentats à la culture, nous n'avons pas perdu notre temps à

juger les corrupteurs de notre art. Depuis toujours, du reste, notre résolution était prise : nous n'allions pas engager des débats interminables avec des hommes qui — à en juger par leurs œuvres — étaient des fous ou des imposteurs. Nous avons toujours jugés criminels les écrits de ces Erostrates de notre culture, et toute explication se serait terminée pour eux par la prison ou l'asile d'aliénés; soit qu'ils aient vraiment cru aux élucubrations fantaisistes qu'ils produisaient, soit qu'ils reconnussent que leurs productions n'étaient que les déformations de tristes tendances. Sans parler de ces « intellectuels » judéo-bolchevistes qui découvrent dans la culture un moyen efficace de ravir aux nations civilisées leur sûreté morale, de saper leur structure interne et agissent en conséquence. Nous étions résolus à assurer au nouvel Etat un climat propice à sa tâche culturelle. Et nous étions tout aussi décidés à ne laisser participer en aucun cas à cette rénovation culturelle ces rhéteurs, dadaïstes, cubistes, futuristes, intimistes ou objectivistes. Cette résolution nous la tiendrons d'autant plus fermement qu'elle résulte de la connaissance que nous avons du caractère de cette décadence culturelle. Cette décision sera d'autant plus inébranlable que nous n'avons pas à corriger et à neutraliser un symptôme de décadence passée mais à donner au premier Etat national purement allemand un visage culturel pour les siècles à venir.

Il ne faut pas s'étonner si à l'époque où nous vivons deux objections s'élèvent contre notre

effort, objections qui, du reste, ont toujours accompagné également les manifestations artistiques du passé. Je ne veux pas m'arrêter aux remarques de ces fourbes qui, bien que reconnaissant intérieurement notre idéal culturel, n'hésitent jamais dans leur haine insurmontable du peuple allemand et de son avenir à soulever toutes les objections, réserves et accusations susceptibles de nous gêner. Au fond leur réprobation est toujours le meilleur encouragement. Je ne veux ici que réfuter les objections soulevées par des hommes à l'esprit étroit peut-être mais souvent de bonne foi.

La première :

En présence des écrasantes tâches politiques et économiques qui nous incombent, le moment n'est-il pas mal choisi pour s'occuper de problèmes culturels et artistiques qui, dans d'autres circonstances et à d'autres siècles, pouvaient avoir leur importance mais qui aujourd'hui ne sont guère urgents? Le travail pratique n'est-il pas plus important que des préoccupations d'art, de théâtre, de musique, toutes choses peut-être fort belles mais, en somme, sans importance vitale. Est-il juste d'élever des constructions monumentales au lieu de se borner, dans un pragmatisme sobre, aux tâches plus matérielles du moment?

Et la deuxième objection :

Nous est-il permis aujourd'hui de sacrifier à l'Art alors qu'autour de nous se trouvent tant de pauvreté, de misères, de détresse et de lamentations? Est-ce qu'en fin de compte l'Art n'est

pas le luxe d'une petite minorité, alors qu'il faudrait assurer le pain nécessaire à tous?

Je considère comme utile d'examiner rapidement ces objections et d'y répondre.

I

Au temps où nous vivons, est-il bien indiqué d'occuper l'opinion publique avec des problèmes d'Art et ne serait-il pas plus juste d'y renoncer momentanément pour y revenir peut-être plus tard, quand seront vaincues les difficultés politiques et économiques actuelles? A cela je réponds ceci :

L'ART NE REPRÉSENTE PAS DANS LA VIE HUMAINE UN PHÉNOMÈNE QU'ON PUISSE APPELER, CONGÉDIER OU METTRE EN VEILLEUSE

Sans doute les capacités culturelles d'un peuple à priori existent ou n'existent pas. Elles appartiennent à l'ensemble complexe des valeurs raciales et des dispositions d'un peuple. Mais la fonction correspondant à ces capacités et qui crée l'œuvre d'Art obéit à la même loi de développement et d'épanouissement que toute autre activité humaine. De même qu'on ne peut suspendre pour un temps déterminé chez un peuple les études de mathématiques et de physique sans qu'il ne subisse une régression sensible par rapport au reste du monde, de même on ne peut suspendre l'activité de l'esprit pour

une certaine période sans une régression de la culture générale et une décadence définitive. Il est, par exemple, impossible d'interrompre même passagèrement la manifestation d'art la plus originale qu'ait produite la période post-antique, l'Opéra, pour la retrouver ensuite avec le même éclat. Le créateur de l'œuvre d'art en musique, comme les exécutants d'ailleurs, ont besoin d'une application constante et d'un entraînement continu; et il en est de même pour le public s'il veut conserver intacte sa réceptivité. Et cette remarque vaut pour tous les arts.

Aucune époque ne peut se permettre de se libérer du devoir d'encourager les arts. La Nation risquerait de perdre ainsi non seulement la capacité de création artistique, mais aussi la compréhension et le sentiment artistique. Car ces deux dons se trouvent intimement mêlés. L'artiste créateur provoque et ennoblit par son œuvre les puissances de réceptivité artistique de la Nation. Le sentiment de l'Art, ainsi développé et fortifié, devient comme un sol fécondé et une base pour l'éclosion, le développement et l'éveil de nouveaux talents créateurs.

Si donc par sa nature même l'activité artistique d'une nation ne saurait supporter d'être suspendue pour un temps plus ou moins long sans préjudice, je crois qu'il serait justement particulièrement néfaste de la suspendre lorsque les difficultés politiques et économiques du moment exigent un renforcement de l'armature morale d'une nation. C'est ceci qu'il faut bien comprendre.

TOUTES LES GRANDES ŒUVRES TÉMOIGNANT
A UN HAUT DEGRÉ D'UNE CULTURE HU-
MAINE, ON TOUJOURS REPRÉSENTÉ LES
PLUS HAUTES RÉALISATIONS DE LA VIE COL-
LECTIVE.

Grandes œuvres matérielles ou purement spirituelles, on retrouve toujours en elles le caractère profond d'un peuple. Jamais il n'est plus nécessaire de ramener une nation à ce qu'il y a d'éternel en elle que dans un temps où les ennuis politiques et économiques lui font douter de sa mission. Quand une pauvre âme humaine, harcelée de soucis, doute de la grandeur et de l'avenir de son peuple, c'est alors qu'il est temps de la ranimer en exaltant les hautes et éternelles vertus intérieures de sa race, en lui présentant les chefs-d'œuvre qu'aucune détresse politique et économique ne saurait atteindre. Et plus les besoins légitimes d'une nation sont méconnus, réprimés ou simplement contestés, plus il importe de prouver son droit supérieur en faisant ressortir la valeur de sa culture. Cette valeur, ainsi que le montre l'Histoire, demeure même après des siècles le témoin indestructible non seulement de la grandeur des peuples mais encore de leur droit moral à l'existence.

Même si les derniers survivants d'un peuple infortuné devaient se taire, les pierres elles-mêmes se mettraient à parler. Et l'Histoire n'accorde guère d'attention à un peuple qui n'a pas su bâtir un édifice.

Que seraient les Egyptiens sans les Pyramides et leurs temples, sans le décor de leur vie humaine, que seraient les Grecs sans Athènes et sans l'Acropole, que serait Rome sans ses monuments, que seraient nos générations d'empereurs germains sans les cathédrales et leurs provinces, que serait le Moyen Age sans ses hôtels de ville et ses halles de corporations? Et que seraient les religions sans leurs églises et leurs cathédrales? Qu'il y eût, un jour, un peuple de Mayas, nous ne le saurions pas ou le négligerions si, de puissantes ruines de villes et des vestiges de peuples légendaires ne s'imposaient à l'attention des esprits et à l'investigation des savants : Aucun peuple ne survit aux œuvres qui témoignent de sa culture!

Si donc, l'Art a des répercussions et des effets plus puissants plus durables qu'aucune autre activité humaine, il faut s'y consacrer d'autant plus lorsque les circonstances générales politiques et économiques d'un temps dépriment et troublent. Et rien ne peut mieux faire comprendre à une nation que les déboires politiques ne sont que passagers, comparé à sa grandeur permanente. L'Art peut donner à un peuple à ce moment-là la plus belle consolation en l'élevant au-dessus des mesquineries de l'heure, au-dessus de la stupidité de ses bourreaux. Même vaincu, un peuple qui produit des œuvres immortelles devant l'Histoire devient le vrai vainqueur de ses adversaires.

Il serait faux d'objecter qu'une faible minorité du peuple seule participe à l'Art par l'in-

telligence ou par le sentiment. Ou alors la même objection vaut pour toute autre activité nationale, car il n'y a guère d'activité nationale à laquelle la totalité du peuple puisse prendre part, au moins directement. Qui oserait affirmer que la grande masse d'une nation s'intéresse directement aux derniers progrès réalisés par la Chimie, la Physique ou dans tout autre domaine scientifique ou intellectuel?

JE SUIS AU CONTRAIRE CONVAINCU QUE L'ART, PRÉCISÉMENT PARCE QU'IL EST L'ÉMANATION LA PLUS DIRECTE ET LA PLUS FIDÈLE DE L'ÂME D'UN PEUPLE, CONSTITUE LA FORCE QUI MODÈLE INCONSCIEMMENT DE LA FAÇON LA PLUS ACTIVE LA MASSE DU PEUPLE.

A condition toutefois que cet art soit le reflet sincère de l'âme et du tempérament d'une race et n'en soit point une déformation.

Et ceci est la plus sûre des pierres de touche de la valeur ou de la non-valeur d'un art. La condamnation la plus écrasante de tout le dadaïsme des dernières décades est le fait que la grande masse du peuple s'en détournait et ne manifestait guère d'intérêt pour cette plaisanterie judéo-bolcheviste.

En somme, ces élucubrations n'étaient plus honorées que de l'attention plus ou moins sincère de leurs fabricants. Forcément alors les cercles qui s'intéressent à l'Art dans un peuple se rétrécissent et ne sont plus composés que de faibles d'esprits, c'est-à-dire de dégénérés, —

une minorité grâce à Dieu! — ou de ceux intéressés à la destruction de la nation. Mais, si nous faisons abstraction de cette activité déformée, n'ayant aucun rapport avec l'Art, nous pouvons dire que celui-ci profitera d'autant plus à l'ensemble de la nation qu'il s'élèvera par-dessus les intérêts particuliers pour servir la dignité d'un peuple.

BIEN HEUREUSE LA NATION DONT L'ART EST
SI ÉLEVÉ QU'IL LAISSE A CHACUN UNE SATISFACTION.

De même que dans le nombre des artistes créateurs, à peine quelques-uns atteignent la plus haute perfection humaine, de même la compréhension totale ne peut être l'apanage de tous dans la même mesure. Mais le chemin qui mène aux hauteurs de la compréhension totale peut donner à chaque homme une intime satisfaction quelle que soit l'étape où il s'arrête. Le mouvement national-socialiste doit, puisqu'il se donne une signification révolutionnaire, changer ses prétentions en réalisations, les justifier par une œuvre culturelle créatrice. Il doit convaincre le peuple de sa mission en général et de la mission particulière du parti, en lui mettant sous les yeux les preuves tangibles de son génie culturel. La tâche du national-socialisme sera facilitée s'il parvient à bien pénétrer le peuple de la grandeur de ses buts, grâce au rayonnement qui s'est toujours dégagé des grandes œuvres d'art et surtout des grandes œuvres architecturales.

Qui veut inculquer au peuple la fierté doit lui en donner l'occasion visible.

Le travail et les sacrifices qu'a coûtés la construction du Parthénon ne se produisirent qu'une fois, mais la fierté des Grecs en fut éternelle, et l'admiration du monde contemporain et de la postérité ne faiblira jamais. Aussi nous tous devons former le vœu fervent que la Providence nous accorde de grands maîtres qui résonneront dans nos âmes, s'éterniseront dans les pierres. Nous savons certes que là plus qu'ailleurs s'applique l'amère sentence : « Beaucoup se croient appelés, mais peu sont élus. »

Mais, convaincus d'avoir dans le domaine politique trouvé l'expression exacte du caractère et de la volonté de vie de notre peuple, nous nous croyons aussi capables de reconnaître et de trouver le complément culturel approprié à ce caractère et à cette volonté.

Nous découvrirons, nous encouragerons les artistes qui sauront imprimer le nouvel Etat allemand du sceau culturel de la race germanique dans son élément éternel.

II

La deuxième objection est que, dans un temps de détresse matérielle, on devrait renoncer à toute activité artistique, qui ne représente en somme qu'un luxe valable pour les époques de prospérité, mais déplacé aussi longtemps que les stricts besoins matériels de chacun ne sont

pas satisfaits. Cette objection s'élève toujours comme une ombre contre toute création d'art; comme accompagne toujours toute création d'art, la misère. Car qui peut sincèrement croire qu'il ait jamais existé une grande époque d'activité artistique où la misère n'eût été présente? S' imagine-t-on qu'au temps où l'Égypte construisait ses temples et ses Pyramides, ou quand Babylone épanouissait ses splendeurs, ces peuples n'aient pas eu la misère dans leurs rangs? Cette objection on la soulève ou on peut la soulever à tous les moments des grandes créations culturelles de l'humanité, à propos de tous les créateurs. La meilleure réponse c'est de poser une autre question, qui est celle-ci. Pense-t-on qu'il n'y aurait pas eu de misère si les Grecs n'avaient pas bâti l'Acropole, qu'il n'y aurait pas eu de pauvreté humaine si le Moyen Age avait renoncé à élever ses cathédrales? Pour prendre un exemple plus proche de nous : lorsque Louis I^{er} fit de Munich une ville d'art, on fit valoir exactement les mêmes objections contre ses dépenses. Il n'y aurait donc eu en Bavière des miséreux et des pauvres que depuis que Louis I^{er} commença ses grandes constructions? Et pour prendre un exemple présent plus accessible à notre compréhension : le national-socialisme va embellir l'Allemagne par les plus hautes manifestations de culture dans tous les domaines. Devons-nous y renoncer parce qu'il y a encore chez nous de la misère et qu'il y en aura encore demain? Est-ce donc qu'avant nous la misère n'existait pas?

C'est tout le contraire!

Si l'humanité n'avait pas ennobli sa propre existence par de grandes créations artistiques, elle n'eût pas trouvé la voie qui, partant de la détresse matérielle de l'existence primitive, monte vers une humanité supérieure. Pour aboutir finalement à un ordre social, lequel, tout en laissant voir et reconnaître les grandes valeurs éternelles d'un peuple, on n'en néglige pas pour cela le soin de la vie collective et de la vie individuelle.

C'est pourquoi moins le souci de la culture existe chez un peuple, plus bas est généralement son standard de vie et, par suite, plus profonde aussi la misère de ses citoyens.

Tout progrès humain naît et prend son essor en retirant une main-d'œuvre utilisée jusque-là dans une branche nécessaire à l'existence, et en la transférant dans une autre branche nouvellement ouverte et qui n'a été tout d'abord matériellement et intellectuellement accessible qu'à un petit nombre d'hommes.

L'art comme embellissement de la vie suit la même voie. Mais il n'en faudrait pas cependant conclure qu'il soit le moins du monde l'expression d'une tendance « capitaliste ». Au contraire :

Toutes les grandes œuvres de l'humanité ont eu leur source dans le sentiment de la communauté et sont, par suite, dans leur genèse et dans leur essence, l'expression de l'âme et des idéaux de la collectivité.

Ce n'est donc nullement par hasard que tou-

tes les grandes communautés philosophiques de l'humanité se perpétuent par de grandes créations culturelles. Et les époques de concentration religieuse les plus soustraites aux contingences matérielles sont celles qui peuvent se réclamer des plus grandes créations culturelles. Par contre, le judaïsme, entièrement infecté de capitalisme, n'a jamais eu un art propre et n'en aura jamais.

Bien que précisément le peuple juif ait disposé pendant de longues périodes d'incommensurables fortunes individuelles, il n'a jamais pu s'élever à une architecture et à une musique qui lui soient propres. Le temple de Jérusalem lui-même doit sa forme dernière à la collaboration d'architectes étrangers, de même qu'aujourd'hui encore la construction de la plupart des synagogues a été confiée à des artistes allemands, français ou italiens.

C'est pourquoi je suis convaincu que quelques années de gouvernement par l'Etat national-socialiste apporteront au peuple allemand sur le terrain culturel de plus grandes réalisations que toutes les dernières décades de régime juif. Et nous sommes fiers que par un fait providentiel le plus grand architecte (1) que l'Allemagne a possédé depuis Schinkel, ait pu édifier dans le nouveau Reich et pour notre mouvement, ses premiers et malheureusement uniques monuments en pierre, impérissables témoi-

(1) P. L. Troost, architecte, ami du Chancelier, récemment décédé.

gnages d'une architecture très noble et vraiment germanique.

Cependant, pour réfuter plus particulièrement la seconde objection, on pourrait démontrer que les grandes créations culturelles humaines, en prenant pour elles une partie du salaire qui sans cela aurait été consacré à un autre travail humain, ont coûté tout autant. Ces créations culturelles, considérées au point de vue purement matériel, ont toujours été rémunératrices pour les peuples, d'autant qu'en ennoblissant les hommes d'une façon générale, elles ont contribué à relever et rehausser le standard de la vie.

Elles ont ranimé la conscience populaire et par là la capacité productrice individuelle. Certes, une condition préalable s'impose ici.

L'ART, POUR ATTEINDRE SON BUT, DOIT ÊTRE
RÉELLEMENT L'INTERPRÈTE DU GRAND ET
DU BEAU, L'EXPRESSION DE CE QUI EST
NATUREL ET SAIN.

Il n'est pas en ce cas de sacrifices dont il ne soit digne. Dans le cas contraire, chaque mark dépensé est de trop. Car dès lors, l'art ne représente plus un élément de santé morale et, au surplus, édificateur et éternel, mais un signe de dégénérescence et, par suite, de déclin. Ce que l'on nomme « culte du primitif » n'est nullement l'expression d'une âme naïve et intacte, mais la marque d'une dépravation, malade et entièrement pourrie.

Quiconque entreprend d'excuser les peintures et les sculptures — pour ne citer ici qu'un exemple frappant — de nos dadaïstes, cubistes et futuristes, ou de nos prétendus impressionnistes, en prétextant que c'est une forme d'expression « primitive », celui-là n'a pas la moindre idée du fait que l'art n'a pas pour mission de rappeler aux hommes leurs symptômes de dégénérescence, mais plutôt de lutter contre eux en soulignant ce qui est éternellement sain et beau. Si de pareils gâcheurs prétendent vouloir exprimer par ce « culte du primitif » le sentiment du peuple, alors notre peuple en tous cas est, depuis des siècles déjà, sorti de la « primitivité » préconisé par ces barbares. Non seulement il ne comprend pas leurs excès, mais il regarde ces « fabricants » comme des charlatans ou des insensés !

D'ailleurs, le troisième Reich n'a pas l'intention de les laisser circuler dans le peuple. On leur a cherché une excuse après coup : pour être remarqué, il a été nécessaire, dit-on, à une certaine époque de s'inspirer uniquement de cette méthode. Mais cet argument n'est, à nos yeux, rien moins qu'une excuse, il souligne le manque absolu de caractère de tels personnages. Et en outre ces explications viennent à une époque mal choisie et devant des hommes qui ne s'y prêtent point. Car, si aujourd'hui un compositeur à qui on rappelle ses monstrueuses aberrations s'excuse naïvement en prétendant que sans sa cacophonie il n'eût pas autrefois même attiré l'attention, nous donnerons à son

triste argument une réponse très claire : nous nous sommes trouvés, politiquement parlant, devant la même folie.

Nous aurions donc dû, pour attirer plus facilement sur nous l'attention publique, faire à l'opportunisme le même sacrifice, c'est-à-dire que nous aurions dû nous montrer plus bolchévistes que les bolchévistes eux-mêmes. Nous avions entrepris, au contraire, de nous poser en lutteurs isolés contre le courant de la corruption politique générale et, au bout de quinze années, nous nous sommes lentement rendus maîtres de cette folie.

NOTRE SYMPATHIE ET NOTRE CONSIDÉRATION
NE VONT QU'AUX HOMMES QUI EURENT DANS
D'AUTRES DOMAINES LE COURAGE DE NE
PAS PLIER, NI DE FAIRE DES RÉVÉRENCES
DEVANT LA CANAILLE OU LA FOLIE BOLCHE-
VISTE, MAIS QUI, D'UN CŒUR VAILLANT,
PERSUADÉS DE LEUR MISSION, LUTTÈRENT
OUVERTEMENT ET HONORABLEMENT POUR
LEURS IDÉES.

Qu'on ne vienne pas non plus nous raconter que l'art a pour devoir de servir la réalité et que, par suite, il doit faire entrer dans ses considérations et dans ses productions non seulement ce qui plaît aux hommes, mais aussi ce qui leur déplaît, non seulement le beau, mais aussi le laid. Certes, l'art a toujours traité les problèmes tragiques de la vie, l'éternel antagonisme du Bien et du Mal, de l'Utile et de l'Inutile, en les intégrant dans ses créations mais non point

pour assurer le triomphe de ce qui est nuisible, au contraire pour démontrer la nécessité vitale de ce qui est bien et utile. L'Art n'a pas pour mission de fouiller dans l'ordure par amour de l'ordure, de ne peindre l'homme que lorsqu'il est dégénéré, de présenter des femmes atteintes de crétinisme et d'en faire le symbole de la maternité, ou des idiots contrefaits et d'en faire un exemple d'énergie.

Si un soi-disant « artiste », en entreprenant de dépeindre l'homme s'inspire uniquement de ce qui est inférieur et morbide, qu'il le fasse, mais à une période où son point de vue est toléré. Cette période-là est pour nous désormais passée et, par conséquent, ces « obsédés de l'art » ont vécu.

Et si nous devenons sur ce chapitre de plus en plus sévère et intransigeant, nous sommes persuadés d'être dans le vrai. Car l'artiste que la Providence désigne pour donner à un peuple sain une forme d'expression vivante et visible, n'empruntera jamais la voie de pareilles aberrations.

Qu'on ne vienne donc pas parler ici d'une « menace à la liberté de l'art ». Pas plus que l'on ne peut donner à un assassin le droit de tuer son prochain, sous prétexte qu'il ne faut pas attenter à sa liberté, pas plus on ne peut donner à quiconque le droit de tuer l'âme d'un peuple sous prétexte qu'il faut laisser libre cours à la fantaisie malpropre et au dérèglement de cet individu.

Nous savons que les créations artistiques du

présent, surtout dans le domaine de l'architecture, doivent être conçues pour être éternelles par la beauté des proportions et doivent être conçues pour être actuelles par leur nécessité pratique.

Il n'est guère de mot sur lequel il soit pratiqué dans ce domaine plus de non-sens que le mot « objectivité ». Tous les architectes vraiment grands ont construit objectivement, c'est-à-dire qu'ils ont satisfait dans leurs constructions aux conditions imposées par l'utilité.

Ces devoirs n'ont pas été considérés de tous temps comme ayant la même importance et, par suite, ont été différemment traités. C'est une erreur capitale de se figurer qu'un Schinkel n'eût pas été capable de construire une salle de bain moderne. D'abord l'hygiène de son temps était tout autre que celle d'aujourd'hui, et en second lieu on n'accordait pas encore alors à ces choses l'importance qui leur est attribuée de nos jours. Mais, c'est une erreur beaucoup plus grande encore de penser qu'un bâtiment satisfaisant aujourd'hui du point de vue artistique ne pourrait pas aussi bien être satisfaisant du point de vue de la nécessité.

Ce n'est nullement un don spécial d'un artiste, mais une condition préalable toujours évidente qu'il puisse satisfaire d'avance aux exigences générales élémentaires que posent les buts pratiques d'une construction. Ce qu'il y a de plus important, c'est qu'il donne à la tâche imposée une forme adéquate à son but et qui en soit la claire expression.

Si je ne cesse de placer les problèmes de l'architecture au premier plan de ces considérations sur la culture, c'est que nous les avons le plus à cœur. Si le destin voulait nous refuser aujourd'hui un grand compositeur ou un grand peintre ou un grand sculpteur, nous pourrions par ce que nous possédons déjà remédier à cette déficience sinon absolument du moins relativement. Notre nation peut montrer des œuvres si immenses si éternelles dans ces domaines qu'elle peut fort bien se borner, pendant un certain temps à les entretenir soigneusement.

Par contre, chez nous, la réalisation de grandes tâches dans le domaine architectural ne souffre pas d'atermolement.

La nécessité exige cette réalisation, de même que l'artisanat qui sans cela disparaîtrait peu à peu.

Mais, il est très difficile chez un peuple qui, pendant presque des décades, a été le jouet d'astucieux imposteurs ou de fous maladifs, de trouver maintenant une attitude nette, dans le domaine de l'architecture, sans donner dans le travers d'une imitation stupide ou dans une confusion débridée.

Ce qui importe surtout me paraît être d'abord une séparation entre l'architecture monumentale publique et l'architecture privée. L'édifice public doit représenter dignement la collectivité et remplir parfaitement dans le détail sa mission particulière. La solution d'une telle tâche ne se trouve ni dans une fatuité hors de saison, ni

dans une « modestie » tout aussi fausse. Car aujourd'hui on ne cherche que trop à expliquer l'impuissance à trouver une formule esthétique architecturale, par la « modestie » de l'architecte, modestie qui n'est pas dans l'esprit de l'architecture.

En aucun cas cette « modestie », qui n'est le plus souvent que de l'étroitesse d'esprit artistique de la part de l'architecte, ne saurait être assimilée avec l'objectivité, comme on le fait si volontiers. L'objectivité n'est rien d'autre que la construction d'un édifice selon les fins de sa destination. La vraie modestie consisterait ici à obtenir un maximum d'effets avec un minimum de moyens. Mais on confond ce minimum de moyens avec le minimum d'aptitudes qui doit alors être compensé par un maximum d'explications plus ou moins claires. Or les édifices doivent parler d'eux-mêmes. On ne construit pas pour avoir le prétexte d'une dissertation littéraire, pas plus qu'on ne peut à l'aide de bavardages transformer une mauvaise construction en une bonne.

Le véritable architecte, par une intuition profonde du but exigé, trouvera la solution la plus claire, et cela sans manuel philosophique. Il réussira, par exemple, à caractériser nettement par son extérieur un théâtre, en tenant compte et de son but et de l'ambiance culturelle historique.

Ce faisant, il prendra autant en considération certaines données fondamentales basées sur l'art et l'histoire allemands que la tâche qui lui est

imposée par le présent. Il ne s'inspirera donc ni d'un temple grec, ni d'un burg romantique, ni d'un silo à grain. Il ne renoncera pas à l'emploi de matériaux modernes et à leur adaptation artistique, et ne craindra cependant pas de reprendre des éléments de formes qui, issus dans le passé de prédispositions spéciales à notre race, sont susceptibles d'être développées, voire ennoblies et peuvent être considérées comme les syllabes de la langue de l'architecture allemande.

Une des caractéristiques de l'artiste vraiment doué est de pouvoir exprimer avec des mots usuels des idées nouvelles. Il reste pourtant encore quantité de tâches modernes pour lesquelles le passé ne fournit ni d'exemples, ni de précédents. Mais en elles précisément le vrai génie trouve la possibilité de donner des formes artistiques et des moyens d'expressions nouveaux. En conciliant le but à atteindre, la tâche à remplir avec les matériaux du présent, le vrai artiste cherchera cette synthèse qui, solution évidente précédant de loin la conception mathématique, représente une vraie intuition et mérite ainsi d'être qualifiée d'art.

LA MESURE D'APPRÉCIATION DU BEAU SERA
TOUJOURS L'UTILE.

Et voilà la tâche de l'artiste. Eprouver, comprendre et apprécier l'utile, c'est la tâche des mandataires de l'artiste qui ont la responsabilité de la commande et de l'adjudication des travaux publics.

En principe, dans toutes les tâches réellement importantes, les mandataires et les artistes qui exécutent ce travail ne doivent pas oublier que l'œuvre doit se faire dans un délai prescrit, et constituer une réalisation artistique éternelle.

A cette fin, il est nécessaire que les tâches vraiment grandes d'une époque soient accomplies dans un esprit de grandeur, c'est-à-dire que les commandes publiques, si leur réalisation doit représenter une valeur éternelle, doivent se trouver en proportion avec les conceptions dans les autres domaines de la vie.

IL EST IMPOSSIBLE DE DONNER A UN PEUPLE
UN « TONUS » VIGOUREUX SI LES GRANDES
CONSTRUCTIONS DE LA COLLECTIVITÉ NE
S'ÉLÈVENT PAS CONSIDÉRABLEMENT AU-DESSUS
DES ŒUVRES QUI DOIVENT PLUS OU
MOINS LEUR NAISSANCE ET LEUR MAINTIEN
A DES INTÉRÊTS INDIVIDUELS CAPITALISTES.

Il est aujourd'hui impossible de donner aux constructions de l'Etat ou du parti l'amplitude des monuments publics d'il y a deux ou trois siècles car la conception bourgeoise et capitaliste dans le domaine du bâtiment prime tout.

Ce qui confère aux cités de l'antiquité et du moyen âge leurs traits, si dignes d'admiration, ce ne sont pas les vastes proportions des maisons bourgeoises mais celles, beaucoup plus considérables, des édifices consacrés à la vie collective. Ce n'étaient pas ces dernières, mais les constructions des particuliers qui étaient plus diffi-

ciles à découvrir, parce qu'elles disparaissaient dans leur ombre. Aussi longtemps que les traits caractéristiques de nos grandes villes actuelles seront des « tape-à-l'œil », grands magasins, bazars, hôtels, blocs de bureaux à forme de gratte-ciel, il ne pourra être question ni d'art, ni de culture véritable. Il conviendrait ici de s'astreindre à la simplicité. Malheureusement à l'époque bourgeoise le développement de l'architecture publique eut à souffrir de la préférence donnée aux bâtiments utilisés dans la vie d'affaires du capitalisme privé. Or, la grande mission culturelle du national-socialisme consiste précisément à abandonner cette tendance.

CE NE SONT PAS SEULEMENT DES CONSIDÉRATIONS ARTISTIQUES MAIS AUSSI DES CONSIDÉRATIONS POLITIQUES QUI DOIVENT NOUS DÉTERMINER, LES YEUX FIXÉS SUR LES GRANDS EXEMPLES DU PASSÉ, A DONNER AU NOUVEAU REICH UNE INCARNATION CULTURELLE DIGNE DE LUI.

Rien n'est mieux fait pour réduire au silence le petit critiqueur que la langue éternelle du grand Art. Devant ses manifestations, les siècles s'inclinent dans un silence respectueux. Puisse Dieu nous conférer le génie qui nous rendra capables d'accomplir des tâches proportionnées à la grandeur de la nation.

Ce que notre peuple a produit de grand, d'héroïque en 2.000 ans d'histoire, figure parmi les plus prestigieux événements de l'humanité. Il y

eut des siècles en Allemagne — comme dans le reste de l'Europe — où les œuvres d'art répondirent à la grandeur de l'âme des hommes. Nos cathédrales sublimes et solitaires expriment sans nul doute le magnifique sentiment artistique de ces époques. Elles nous forcent à nous incliner avec vénération devant ces générations capables de réaliser leurs grandes pensées dans leurs œuvres.

Depuis, dans l'évolution changeante du destin, notre peuple a eu des périodes d'ascension et de déclin. Nous avons été nous-même témoins de son héroïsme qui défilait un monde en armes, de son désespoir sans borne et de son poignant désarroi. Par nous, en nous, la nation s'est relevée. Et si aujourd'hui nous voulons confier à l'art allemand de grandes tâches nouvelles, nous le faisons non seulement pour satisfaire les espoirs du présent, mais aussi pour continuer la tradition transmise par les siècles.

En rendant hommage à cet éternel génie national, nous perpétons dans le présent le grand esprit de la puissance créatrice du passé! Les hommes se grandiront à la mesure des tâches à remplir, et nous n'avons pas le droit de douter que, puisque le Tout-Puissant nous donne le courage d'exiger des œuvres immortelles, il ne confère à notre peuple la force de les accomplir. Nos cathédrales sont les témoins de la grandeur du passé. On mesurera, un jour, la grandeur de notre époque aux valeurs d'éternité qu'elle laissera. C'est avec cette conception seulement que l'Allemagne connaîtra une floraison

nouvelle de son art et que notre peuple aura conscience d'être appelé à de plus hautes destinées.

(Discours prononcé au Congrès National Socialiste. Nuremberg, 1935.)

V

A LA JEUNESSE ALLEMANDE

Jeunesse allemande ! Pour la troisième fois vous vous réunissez à mon appel : vous êtes les 50.000 délégués d'une communauté qui va grandissante.

L'importance de ce que vous représentez ici chaque année a toujours augmenté.

Non seulement, par le nombre, mais, nous le constatons : par la valeur. Si je me souviens de mon premier et de mon second appel, et si je les compare à celui d'aujourd'hui, je discerne une évolution que nous pouvons observer actuellement dans tout le reste de l'Allemagne. Notre peuple devient visiblement plus discipliné, plus dur, plus énergique et c'est la jeunesse qui donne l'exemple. L'idéal de l'homme dans notre peuple n'a pas toujours été le même. Il y eut un temps — il paraît lointain — et vous

ne le comprenez déjà presque plus — où l'idéal du jeune homme allemand consistait à pouvoir absorber sans dommage de la bière et de l'alcool. Avec joie, nous constatons maintenant que cet idéal n'est plus, qu'il a fait place à celui de la jeunesse endurcie par les temps, à celui de l'homme énergique et alerte. Il importe peu de savoir combien de verres de bière un garçon peut boire, mais combien de coups il peut encaisser; peu importe de savoir le nombre de nuits de fêtes qu'il peut supporter, mais combien de kilomètres il peut marcher. L'idéal n'est plus représenté par le petit bourgeois qui fait l'important derrière sa table chargée de canettes de bière, mais par le jeune homme et la jeune fille sains et disciplinés.

Nous désirons actuellement faire autre chose de notre jeunesse allemande que ce que faisait d'elle le passé. Le garçon allemand de l'avenir doit être vif et habile, rapide comme le lévrier, résistant comme le cuir, dur comme l'acier de Krupp. Pour que notre peuple ne disparaisse pas sous les symptômes de dégénérescence de notre temps, nous devons élever un homme nouveau.

Nous ne parlons pas, mais nous agissons.

Nous avons entrepris d'éduquer ce peuple d'une façon nouvelle, de lui donner une éducation qui débute avec la jeunesse pour ne jamais finir. Dans l'avenir, le jeune homme passera d'une école à une autre. Cela commencera avec l'enfant pour finir avec le vieux combattant du mouvement. Personne ne doit pouvoir dire qu'il y aura pour lui un temps où il sera laissé à lui-

même. Le devoir de chacun est de servir son peuple et il doit préparer son corps pour ce service, entraîner, exercer et fortifier pour lui son esprit.

Plus ces préparatifs commencent tôt, mieux cela vaut. Dans l'avenir nous ne négligerons pas dix ou quinze années dans l'éducation des jeunes, pour être obligés de réparer ensuite le mal fait. Nous voulons porter dès le début dans le cœur de la jeunesse l'esprit que nous considérons comme le seul esprit possible de la grande Allemagne, un esprit garant de l'avenir. Non seulement nous le voulons, mais nous le ferons. Vous êtes, vous, un stade de cette évolution; vous êtes déjà beaucoup plus énergiques et plus disciplinés qu'il y a trois ans. Et je sais que cela s'améliorera encore dans les années prochaines, toujours davantage.

Un temps viendra où le peuple allemand regardera avec joie sa jeunesse.

Elle sera notre confiance, notre tranquillité. Nous aborderons nos vieux jours sachant que la lutte n'aura pas été vaine. Déjà, derrière nous, nous entendons la marche de notre jeunesse. Cette marche c'est l'esprit de notre esprit, c'est notre fermeté, notre discipline; c'est la vie de notre race.

Nous nous entraînerons pour que chaque tempête nous trouve forts. Nous n'oublierons jamais non plus que toutes nos vertus et toutes nos forces ne pourront être efficaces qu'en obéissant à une seule volonté, à un seul commandement. Nous sommes maintenant réunis ici non par

hasard, non parce que chacun fait ce qu'il lui plaît, mais parce que la jeunesse du Reich a été convoquée par son chef et parce que cet unique ordre s'est transformé en milliers d'ordres individuels. Parce que chacun de ces ordres a trouvé l'obéissance de millions de garçons en Allemagne. Ainsi est née une organisation, et ainsi est née la manifestation d'aujourd'hui, le présent appel. Rien n'est possible s'il n'existe pas une seule volonté qui commande, à qui les autres doivent obéissance, volonté qui va du haut en bas de l'échelle. Voilà ce qui constitue, à côté de l'éducation et de l'entraînement du corps, la deuxième grande tâche.

Nous sommes une « suite » (*Gefolgschaft*) : comme le mot l'indique, suite veut dire suivre, suivre de plein gré. Nous devons éduquer notre peuple de telle façon que toujours, si quelqu'un est choisi quelque part pour commander, les autres reconnaissent que leur destin est de lui obéir, parce que peut-être déjà tout à l'heure ce sera à eux de commander, à d'autres d'obéir. C'est là le principe de l'Etat autoritaire et non celui de la démocratie faible et bavarde, le principe de l'Etat autoritaire où chacun est fier de pouvoir obéir, en sachant ceci : si je dois commander, je trouverai exactement la même discipline. L'Allemagne n'est pas un poulailler dans lequel tous courent, caquettent et chantent pêle-mêle; nous sommes un peuple qui apprend dès la jeunesse, l'obéissance et l'ordre.

Qu'importe si les autres peuples ne nous comprennent pas. Ce que la plupart des gens ne

comprennent pas n'a jamais été plus mauvais pour cela, au contraire.

Nous n'avons pas croisé nos mains sur nos genoux et dit : c'est impossible, il n'y a rien à faire. Non, il y avait quelque chose à faire, et nous l'avons fait. Et vous, mes garçons et mes filles, vous êtes maintenant les témoins vivants de la réussite de notre œuvre. Vous êtes témoins que notre idée est devenue vivante dans notre Empire allemand. Et vous êtes la preuve que notre idée a trouvé maintenant sa réalisation.

Croyez-moi, un jour viendra où la jeunesse allemande possèdera un magnifique visage pur et rayonnant. Elle sera saine, franche, sincère, courageuse, aimant la paix.

Nous ne sommes pas des querelleurs. Si le reste du monde méconnaît notre discipline, qu'y pouvons-nous? De notre discipline naîtra moins de guerres que du chaos démocratique et parlementaire! Nous irons notre propre chemin et ne voulons point empiéter sur celui des autres. Que les autres nous laissent également la tranquillité sur notre route. Voilà l'unique condition, dans notre amour de la paix, que nous sommes forcés de poser. Ne faire de mal à personne, n'en tolérer de personne.

C'est en indiquant et en fixant ainsi le chemin du peuple allemand que je crois parvenir à ce que peu à peu les autres peuples nous comprennent et ainsi nous tendent une main fraternelle. Mais jamais nous n'oublierons que l'amitié n'est méritée et accordée que par celui qui est fort. Aussi voulons-nous être forts; telle sera notre

devise. Je vous donne à vous la responsabilité de transformer ce désir en réalité. Vous représentez le futur, vous êtes l'avenir du Reich allemand.

(Allocution prononcée devant la « Jeunesse Hitlérienne », 1935.)

VI

SUR LA DOCTRINE NATIONALE-SOCIALISTE

Camarades du Parti!
Nationaux-socialistes!

Y a-t-il une période où nous puissions mieux qu'en cette semaine du Congrès national-socialiste détourner nos regards des événements du présent, pour regarder à la fois vers le passé et vers l'avenir? Car quelque'enivrantes que puissent être toutes les impressions qui se dégagent de ces journées, la plus poignante est et reste pour nous le phénomène que représente notre peuple, phénomène qui jamais ne nous apparaîtra nulle part mieux et plus clairement qu'ici.

Qui n'est pas ému en songeant que ces milliers d'hommes, défilant à cette heure sous nos yeux, ne sont point seulement des individus qui se meuvent dans le présent, mais l'expression éternelle de la vitalité de notre peuple, aussi bien dans le passé que dans l'avenir?

Ils sont les messagers de l'existence historique

de la Nation allemande. Leur rayonnante jeunesse est pour nous le garant de l'intacte vitalité de notre race. Ces centaines de milliers d'hommes témoignent, nous le sentons, d'une volonté de vie éclatante. Le chemin qu'ils suivent, notre peuple l'a suivi depuis des siècles, et il nous suffit de fermer un instant les yeux pour nous imaginer entendre la marche en avant de tous les ancêtres de notre race. Et déjà nous croyons l'entendre résonner, cette marche, dans les voies de l'avenir.

Cette démonstration de la vie éternelle de notre peuple crée donc une atmosphère propice pour que nous examinions certaines questions qui, s'élevant au-dessus du temps, ont une signification éternelle.

Comment ce peuple, qui semble s'avancer d'un pas assuré et inébranlable, a-t-il pu, au cours de son histoire, perdre si fréquemment son vrai chemin? Les douloureux événements qui ont assombri la vie de la nation allemande n'ont-ils été que les conséquences d'une incapacité de maîtriser les problèmes de la vie? Ont-ils eu leur origine dans un manque de courage, dans une insuffisance d'abnégation ou dans une impuissance à prendre de grandes résolutions?

Non pas!

Il n'y a peut-être aucun peuple qui ait dû déployer plus de courage que le peuple allemand pour maintenir son existence nationale. Il n'y a pas non plus de peuple dont le destin ait exigé de plus grands et de plus douloureux sacrifices. De son sein ont surgi des résolutions qui comp-

tent parmi les plus audacieuses que jamais le courage de l'homme ait donné à ses entreprises. Nous sommes, nous, des hommes que le destin a rendus témoins de sacrifices sanglants, de l'inébranlable courage des vivants, de la stoïque immolation de ceux qui étaient destinés à la mort, de l'audace illimitée dont s'inspirèrent la volonté et l'esprit de résolution de grands chefs militaires.

Non! Aucune nation n'a fait, sur l'autel du Dieu qui éprouve les hommes, des sacrifices plus grands que la nôtre.

Et pourtant nous avons dû observer par nous-mêmes combien peu ils nous rapportèrent dans l'histoire, comparés aux succès des autres peuples.

En constatant cette réalité objectivement et sans illusion, nous nous sentons le devoir — en vertu même du souci que nous avons de l'avenir de notre peuple — de rechercher les causes de ce fait.

Car on ne peut s'expliquer purement et simplement un tel phénomène en invoquant le manque de grands hommes, pas plus qu'on ne peut considérer les succès persistants d'une nation comme le produit d'une suite ininterrompue de génies! Non! Le motif le plus profond de cette carence historique réside dans le manque, hélas! si souvent constaté chez nous, de cohésion intérieure et, par conséquent, de consistance interne de la nation; et aussi dans une construction souvent hasardeuse et forcément défectueuse de notre constitution étatique. L'examen de la

genèse historique de notre peuple nous permet de faire une série d'amères constatations.

A l'époque où les Allemands apparaissaient pour la première fois dans l'histoire d'une façon visible pour nous, leurs descendants, ils constituent assurément une grande famille par le sang, mais par leur façon de voir et de sentir ils ne sont pas encore un peuple. Par leurs traditions historiques, leurs habitudes de vie et leur langue, les tribus allemandes de ces temps révolus sont si différentes l'une de l'autre que seuls quelques rares héros particulièrement favorisés ont entrevu comme un beau rêve la possibilité de rassembler ces rameaux de la race en une entité, ne fût-elle que politique.

Pas plus tard qu'en 1933, nous luttons contre ces conceptions de tribus et de régions, contre des survivances et des traditions. Aussi ne nous étonnons-nous pas que l'effort, tenté par un prince chérusque, pour réunir les tribus allemandes, n'ait réussi que pendant une période où tous se sentaient à la fois menacés d'un même et grave péril.

L'homogénéité raciale de ces tribus allemandes pouvait peut-être, sous la menace de l'étranger, s'imposer à la conscience de quelques individus, mais la collectivité à peu près tout entière n'était point encore arrivée à reconnaître le caractère naturel et, partant, nécessaire de cette homogénéité. Il n'existait ni une communauté spirituelle, ni une communauté politique et d'organisation qui eût été plus forte que le sentiment de solidarité de la tribu. Nous savons tous que le pre-

mier effort d'union dont l'histoire nous ait laissé le souvenir a échoué du vivant même de l'audacieux héros qui l'avait tenté. Mais très peu se rendent clairement compte du fait que dans les remous de la grande migration des peuples, donc à peine trois cents ans plus tard, l'histoire ne retrouve même plus les traces plus ou moins précises des divers éléments de cette première union des Allemands.

De ce fait nous pouvons déduire la constatation suivante : la réunion des membres de ces anciennes tribus allemandes en une nation ne pouvait s'effectuer par la voie d'une formation nationale consciente ou même volontaire, mais seulement sur le plan d'une formation d'Etat inspirée d'autres intentions. Cela veut dire que la première union, sous forme d'Etat, d'individus allemands, ne pouvait se réaliser que par un refoulement de la vie ethnique particulière de chacune des tribus allemandes. Mais ainsi se créait automatiquement un antagonisme entre l'organisation étatique et le particularisme ethnique de chaque tribu ; et cela aussi longtemps que les Allemands ne cessaient point d'être uniquement les membres conscients de leurs tribus et ne devenaient point les membres conscients d'une nation. Adaptation rude et douloureuse qui dura pendant des siècles. Elle exigea le sacrifice d'innombrables qualités et particularités individuelles. Il est peut-être permis de les regretter dans le détail, mais on ne doit point cependant condamner l'histoire parce que la voie à suivre pour unifier des douzaines de tribus allemandes en

une nation allemande unitaire nécessita un refoulement plus ou moins dur, des dizaines de milliers de victimes et l'anéantissement de traditions parfois fort belles.

Il est absurde de se répandre en lamentations sur les sacrifices individuels que cette genèse du peuple allemand a exigés, tant dans le domaine religieux que dans le domaine étatique. Ce que ces siècles ont vu s'écrouler devait fatalement s'écrouler. Ne jugeons pas les motifs d'action de ceux qui furent les réalisateurs des premières grandes formations étatiques allemandes. La Providence qui voulait que les diverses souches allemandes ne fissent un jour qu'un seul peuple se servit d'eux pour réaliser cette genèse. Qui peut dévoiler ou analyser la pensée intime, les conceptions et les mobiles de ces grands empereurs germains qui impitoyablement, par delà le destin particulier des tribus, travaillaient à la plus grande communauté allemande? Il faut reconnaître comme un fait providentiel que deux appuis s'offrirent à eux sans lesquels les fondements des Etats germaniques, germes du futur peuple allemand, ou n'auraient pas pu subsister ou tout au moins n'auraient pu être créés dans un aussi court laps de temps. Car les peuples ne nous apparaissent dans le champ de l'Histoire que lorsque, unités organiques, ils sont près d'atteindre le maximum de leur force, de leur vitalité et de leur rayonnement. On ignore le plus souvent la durée de l'évolution préliminaire. Il est certain qu'aucune formation des Etats germaniques n'était concevable sans les Etats de

l'antiquité et sans l'appui idéologique du christianisme. On ne saurait pas imaginer non plus du reste sans ces appuis la destinée de l'Europe, ni du monde entier, surtout en ce qui concerne la race blanche.

Face aux tendances absolument divergentes des différentes tribus, le christianisme s'offrit comme la première communauté consciemment sentie et voulue. Il trouva une base religieuse et philosophique pour la construction d'une forme d'Etat qui n'était pas possible avec les tribus. Mais, historiquement, il fallait suivre ce chemin si l'on voulait que le destin des innombrables clans allemands se fondît finalement dans l'unité d'un peuple. Ce n'était que sur cette plate-forme tout d'abord religieuse et étatique qu'au cours de nombreux siècles les particularités propres à chaque clan pouvaient se niveler et s'aplanir, s'effacer devant les caractères nouveaux mais dérivant d'une communauté de sang et par là même cimentant une union plus profonde. Toute naissance s'effectue dans la douleur, celle des peuples aussi. Faut-il accuser l'Histoire de suivre des voies que la Providence ne pouvait mieux choisir, puisqu'en fin de compte elles devaient aboutir plus vite au but auquel nous aspirions? Dans cette genèse du peuple allemand, l'opposition entre l'idée et l'Etat, le but de l'Etat et la nation était un phénomène inévitable, regrettable, mais nécessaire aussi longtemps que le peuple n'avait pas dépassé son esprit de clan inconscient et étroit pour entrer progressivement dans le plan de la nation, enfin reconnu néces-

saire et naturel. Les hommes qui furent les instruments de cette Histoire agissaient d'après une Providence qui avait décidé que nous, Allemands, deviendrions un peuple. Et ici deux constatations s'imposent : 1° LE CHRISTIANISME offrit à la première ébauche germanique d'Etat, c'est-à-dire au premier groupement de tous les clans allemands, une unité les dépassant, un patrimoine spirituel commun d'idées philosophiques et religieuses et par cela morales. Il abattit ce qui devait être abattu pour que notre peuple pût s'élever des confusions de sa mesquine existence de clans, à la claire conscience d'un Etat fort et, par suite, à l'Unité de la nation ; 2° LE PRINCIPE DE LA ROYAUTE inspiré de l'antiquité remplaça l'institution féodale, conduisit à une organisation plus adéquate, surtout stabilisa ce qui existait déjà.

Durant de nombreux siècles ce fut sur ce double plan que s'organisa la cohésion des clans allemands. Les victimes de ce développement furent innombrables, et tragique fut la destinée de nombreux dépossédés et vaincus. Mais quels qu'aient été les errements et les troubles de ces époques, dans le flux et le reflux des siècles s'accomplit l'enfantement douloureux de la Nation allemande. Lorsque la crise religieuse éclata dans le peuple allemand et que le christianisme commença à se diviser en confessions, l'élément religieux qui était une des bases de la formation de notre Etat germain s'effaça de plus en plus devant l'autre élément. Les principes transcendants perdant de leur netteté, les formes d'orga-

nisation purement gouvernementales gagnèrent de l'importance pour trouver leur expression dernière dans la monarchie absolue, qui bientôt déclina à son tour. Car après que la scission confessionnelle eût ébranlé la plate-forme religieuse, l'esprit de la Révolution française détruisit la plate-forme monarchique.

Un ferment de décomposition — c'est ainsi que Mommsen appelle le judaïsme — commença à s'approprier les principes de la conscience sociale des peuples pour leur faire subir une transformation aussi insensée que dangereuse et les déchaîner ensuite sur l'humanité sous forme de socialisme marxiste. Par la démocratie parlementaire s'accomplit la dissolution de la royauté et par là de l'Etat organisateur.

Le fait que les confessions chrétiennes participèrent, elles aussi, à l'instauration parlementaire démocratique et se mêlèrent à la lutte anarchique, ne put enrayer la lente dissolution, et ne valut au christianisme que d'irréparables dommages. Car celui qui travaille à l'instauration de la démocratie se fait, qu'il le désire ou non, l'allié du marxisme international et contribue à détruire la structure d'un Etat qui s'est édifié et qui a grandi dans de toutes autres conditions. Toute collaboration à cette politique signifie la reconnaissance de principes néfastes, l'approbation de méthodes qui, fausses à la base et illogiques du point de vue allemand, ne peuvent que nuire à l'Etat et à la nation. La monarchie parlementaire, démocratique et constitutionnelle, ou la république parlementaire et démocratique,

n'étaient pas possibles en Allemagne et tôt ou tard devaient s'effondrer.

Du reste, on ne saurait organiser une collectivité sur deux ou trois principes irréductiblement opposés. Il est impossible de faire de l'égalité universelle le principe de la vie politique et d'établir, par contre, celui de la différenciation des valeurs individuelles comme base de la vie économique.

Il est impossible d'établir l'administration de l'armée sur le principe de la responsabilité personnelle, et la direction politique de l'Etat sur celui de la démocratie parlementaire et par suite de l'irresponsabilité personnelle. Il est impossible de nier la diversité des capacités individuelles et leurs conséquences dans le domaine politique, et d'admettre en même temps dans le domaine économique cette diversité et ces répercussions sur la propriété privée.

Ce désaccord dans les principes fondamentaux du Reich parlementaire démocratique explique pourquoi sa position fut toujours chancelante et indécise en face des dangers. C'est alors que sciemment intervient le marxisme qui appliqua sa tactique consistant à écarter les principes et fondements essentiels de la morale des peuples et des Etats, et à les remplacer par d'autres plus matériels.

Et ainsi le criminel conspirateur contre la société humaine, loin d'être repoussé, devint membre d'une nouvelle collectivité. La haute trahison devenant vertu, le traître échappa au mépris. Si l'on glorifie la lâcheté devant l'ennemi, le lâche

devient un héros. Si l'on définit le vol comme le redressement d'une expropriation, le voleur se trouve promu créateur d'une société nouvelle. Si l'assassin n'est devenu tel que par suite d'une particularité sociologique malheureuse de son tempérament, la société n'aura plus à le considérer qu'avec la pitié accordée aux victimes. De cette façon chaque vertu sera condamnable, chaque vice deviendra un idéal.

Contre cet assaut du judaïsme bolchévique, le faible Etat démocratique devait succomber d'une façon presque automatique, sans pouvoir se défendre. Aussi bien les religions que les monarchies démocratiques devaient être battues. Toutes ces institutions étaient incapables de résister efficacement à ce nouveau procédé d'agression. Et si nombre d'autres Etats ne se sont pas encore effondrés au cours de cette lutte, ce fait, loin d'infirmier ce que j'avance, démontre seulement que l'accomplissement de ces phénomènes historiques exige une période de longue durée. Il n'y eut de sauvetage véritable que lorsque des profondeurs de la conscience populaire ont surgi de nouveaux principes et de nouvelles formes de défense.

Cette défense ne peut triompher si elle est purement passive; elle n'a de chance de maîtriser définitivement le fléau destructeur du bolchévisme que si elle construit elle-même sur une doctrine inattaquable une organisation positive de la vie du peuple et par là même une nouvelle forme de l'Etat.

Mais, pour arriver à juger sainement les pro-

blèmes raciaux, il faut, avant tout, choisir un terrain ferme comme point de départ d'une philosophie générale; quelle que soit la façon dont on considère le monde, le point de vue contemporain sera toujours décisif.

LE POINT DE DÉPART DE LA DOCTRINE NATIONALE-SOCIALISTE N'EST PAS DANS L'ÉTAT
MAIS DANS LE PEUPLE.

C'est-à-dire que pour pouvoir examiner, apprécier et corriger avec opportunité la forme extérieure d'organisation raciale, il faut comprendre par-dessus elle la fin dont elle est le moyen. C'est pourquoi le national-socialisme considère que le nœud de tous les problèmes doit être recherché dans cette substance vivante que l'évolution de l'Histoire nous permet de nommer « Peuple allemand ».

Il y a deux mille ans, ce peuple n'existait pas de façon concrète. Aussi, les formations d'Etats germaniques apparues plus tard fondèrent leur existence sur d'autres bases. Mais aujourd'hui ce peuple est une réalité historique, vivante, et pour la première fois il nous donne la possibilité de distinguer nettement entre la fin et les moyens. Nous reconnaissons maintenant dans le peuple l'élément réel et durable, nous voyons en lui l'unique fin. Sa conservation crée la condition de l'existence et l'efficacité de l'Idée. Et son anéantissement rendrait toute idéologie sans valeur et sans consistance réelle.

De même les religions n'ont de sens qu'en tant qu'elles contribuent à conserver la substance vi-

vante de l'humanité. Car une fois les peuples disparus, pas plus que les Etats qu'ils formèrent, les religions qu'ils pratiquèrent ne leur survivent. Chaque peuple qui disparaît entraîne avec lui ses institutions politiques et religieuses et les idées qui les dominent. Mais parce que dans la vie humaine on constate souvent que les simples moyens se haussent peu à peu au rang de fins, il est probable que les prêtres des Aztèques comme ceux des Incas étaient convaincus et proclamaient que les anciens Mexicains n'étaient là que pour eux et pour leurs doctrines. Cependant, quand ces peuples eurent disparu, rien ne subsista des prêcheurs et des prêtres. Si aujourd'hui le bolchevisme parvenait à détruire certains peuples, rien ne subsisterait de leurs conceptions religieuses, de leurs formes d'Etat, de leurs doctrines ni d'aucunes de leurs organisations. La Providence en créant l'homme a créé en lui et dans sa conservation le but de l'action humaine.

Le but originel et naturel de tout idéal, de toute institution d'un peuple ne peut donc être que de conserver saine et pure la substance corporelle et morale qu'il a reçue de Dieu.

De ce principe reconnu découle le critère de tous les phénomènes de la vie d'un peuple, pour décider de leur légitimité, c'est-à-dire pour juger s'ils servent à la conservation du peuple ou s'ils menacent de lui nuire ou même de l'anéantir. La lutte pour la vie étant ainsi établie, notre seul devoir est de découvrir et d'assurer les conditions propres à réaliser cette conservation. Si le Parti national-socialiste veut justifier sa fin, il

faut d'abord qu'il assure à la direction politique de la nation cette élite qui, dans presque tous les domaines de la vie, résulte spontanément de la sélection naturelle et joue le rôle dirigeant.

Consciemment ou non, toutes les professions se recrutent finalement selon les vocations. Ce qu'on nomme choix d'une carrière n'est en somme que la sélection que les carrières effectuent au sein de la collectivité en attirant à elles les individus qui sont aptes à y exercer leur activité.

La plus solide institution allemande du passé était celle qui pratiquait la sélection la plus rigoureuse, c'est-à-dire l'armée. De même que l'armée se recrute consciemment par la voie d'une sélection d'hommes propres au maniement des armes, de même le Parti doit prendre comme tâche de rassembler et d'éduquer les éléments de la nation aptes à la direction politique. Cette aptitude ne dépend pas plus de la possession de capitaux, de la culture personnelle ou de la naissance, que la vocation militaire ne dépend d'autres qualifications bourgeoises.

Le seul facteur déterminant est une prédisposition morale, une aptitude. Elle constitue la vocation. De même que l'armée est le foyer permanent qui abrite les vocations militaires, les entretient et leur permet de s'épanouir, de même l'organisation du Parti doit donner à la vocation politique le cadre visible qui lui convient et la possibilité de se développer, de se perfectionner.

LE PARTI ET L'ARMÉE

Le parti et l'armée ne sauraient donc être que des institutions socialistes dans le meilleur sens du mot, car elles ne peuvent s'édifier en s'inspirant de considérations capitalistes, mais uniquement de l'aptitude raciale. Aussi doivent-elles se pénétrer de cette loi suprême de leur existence que leur organisation repose avant tout sur le principe des capacités et qu'au plus doué doit revenir la place qui lui convient. Armée et Parti seront donc les manifestations d'une vraie démocratie digne de ce nom, une démocratie qui n'assure pas le pouvoir à l'incapable par le jeu parlementaire des scrutins et des votes anonymes, chargeant ainsi la collectivité d'un poids mort, mais, au contraire, une démocratie qui sert la collectivité en faisant supporter la plus grande responsabilité par le plus capable, et cela dans tous les domaines de l'existence.

L'armée, d'une part, institution homogène, n'a pas seulement à veiller à son propre maintien en tant que direction militaire du peuple, elle a aussi le devoir d'éduquer, d'instruire et de former le peuple entier dans le sens de sa mission militaire. Le Parti politique, d'autre part, n'a pas seulement pour tâche de se maintenir comme organisation fondamentale de la direction politique, il doit aussi éduquer et instruire continuellement la nation dans le sens de sa conception de défense. Il devra incorporer dans le cercle plus étroit de son organisation les com-

patriotes reconnus aptes et que la Providence a destinés à devenir à leur tour des personnalités dirigeantes.

L'idée de la défense et par là du service militaire obligatoire trouve son appui, son organisation, son expression dans l'armée. L'idée nationale-socialiste a son centre d'organisation dans le Parti. Le Parti représente la conception politique, la conscience politique et la volonté politique.

Sa mission consiste, premièrement, à assurer, dans tous les domaines de la vie, une direction du peuple adéquate à son idéologie; deuxièmement, à placer cette conception politique dans l'ordre ferme d'un système, et ainsi à la garantir et à la stabiliser pour toujours. C'est pourquoi il doit remplir la mission historique d'examiner la substance intrinsèque racique de notre peuple, de l'étudier dans toutes ses valeurs et dans tous ses défauts, et il doit tirer les conclusions pratiques des connaissances ainsi acquises :

1° Pour l'ensemble de l'activité nationale dans tous les domaines de la vie, il posera et déterminera les grands buts se dégageant de ces constatations;

2° Il mettra en harmonie la vie publique effective avec les devoirs qui résultent de ces conditions inhérentes au caractère même de notre peuple;

3° Il remplira cette tâche avec conviction, confiant en lui-même, sans se laisser aucunement détourner par les doutes qui lui seraient suggérés quant à son droit d'entreprendre cette tâche.

Dans le fait de son existence historiquement contestable réside le devoir d'agir ainsi, le succès de son travail justifie ultérieurement ce droit. L'histoire n'enlève ce droit, comme l'expérience le prouve, qu'à celui qui était trop faible pour subsister ou qui était trop incapable et par conséquent trop peu qualifié. La grâce de Dieu n'est à la longue accordée qu'à celui qui la mérite. Mais celui qui parle et agit au nom d'un peuple créé par le Tout-Puissant agit en ce nom aussi longtemps qu'il ne pèche ni contre l'existence, ni contre l'avenir de l'œuvre du Créateur placée entre ses mains. Aussi est-il bon que la conquête du pouvoir soit toujours associée à de durs combats. Ce qui a été conquis difficilement, on le défend généralement avec d'autant plus de bravoure.

Mais plus le régime des Etats est ferme, plus grand en sera l'avantage pour les peuples.

Or, si c'est la mission du Parti de former une organisation dans laquelle l'élite politique de la nation trouve l'assurance d'une continuité éternelle, il doit veiller à ce que le gouvernement revête un caractère stable au point de vue idéologique. Aussi il exécutera la mission historique de créer dans son organisation les conditions de stabilité que réclame la direction de l'Etat, par la sélection, la formation et l'orientation de cette direction. A cet égard, il maintiendra le principe établissant que tous les Allemands doivent recevoir idéologiquement une éducation nationale-socialiste, que les meilleurs nationaux-socialistes deviennent membres du Parti et qu'enfin les

meilleurs membres du Parti assument la direction de l'Etat.

Le Parti fournira, à l'avenir, à l'Etat allemand les chefs suprêmes et généraux, choisis dans son sein, et ensuite il formera, par son enseignement, pour l'Etat national-socialiste, le peuple national-socialiste qui doit lui servir de support.

De là résulte la définition claire des missions respectives de l'Etat et du Parti.

L'Etat a pour mission de continuer l'administration traditionnelle des organisations publiques dans le cadre et à l'aide des lois.

Le Parti a pour mission :

1° D'assurer le développement de son organisation intérieure en créant une cellule stable et éternelle de la doctrine nationale-socialiste;

2° D'éduquer tout le peuple dans le sens de ces idées;

3° De mettre les individus ainsi éduqués à la disposition de l'Etat pour en être les chefs et, en même temps, les fidèles serviteurs. Au surplus, le principe du respect et du maintien des compétences réciproques sera observé.

Voilà le but.

Nous sommes encore aujourd'hui, il est vrai, en pleine liquidation d'une révolution, de la révolution nationale-socialiste; cela veut dire que la prise du pouvoir s'achèvera peu à peu par la prise de la direction. Ceci exige une longue période transitoire. Les ferments de l'ancien Etat, c'est-à-dire les partisans de l'ancien monde des partis, n'ayant pu être éliminés tout de suite et complètement, il est nécessaire d'exercer, sur

beaucoup de points, un contrôle minutieux du développement, lorsqu'il n'est pas encore intégralement et absolument national-socialiste. Par conséquent, il peut arriver que le Parti soit obligé d'intervenir là où le cours de la conduite de l'Etat s'oppose manifestement aux principes nationaux-socialistes, par des admonestations s'il y a lieu, par des redressements. Cependant, ce redressement ne peut plus s'effectuer aujourd'hui que par l'intermédiaire du Parti et des services d'Etat nationaux-socialistes compétents.

Le but final est de rallier tous les Allemands au parti par le moyen de l'explication et de la doctrine du parti et de ne mettre, à l'avenir, à la disposition de l'organisation du peuple et de l'Etat, que des nationaux-socialistes.

Ce national-socialisme représentera dès lors le fondement idéologique de l'existence et, partant, de l'organisation du Reich comme Etat national-socialiste. Le national-socialisme, comme conception philosophique, s'il ne veut pas se sacrifier lui-même, est contraint d'être intolérant, c'est-à-dire de défendre et d'imposer la justesse de ses conceptions dans toutes les circonstances.

Celui qui entreprend cette mission historique doit se soumettre à de sévères principes. Les principes les plus rigoureux et une ténacité de fer sont seuls à même d'unir une nation, déjà désavantagée d'ailleurs par sa composition intérieure insuffisamment homogène, d'en faire un bloc résistant et d'en assurer efficacement la direction politique.

Autant le pacifiste maladif est incapable de comprendre la sévérité et l'exclusivité de l'éducation prussienne dans l'armée, autant certains hommes sont aujourd'hui peu disposés à reconnaître la nécessité de l'intolérance nationale-socialiste, c'est-à-dire en réalité la nécessité d'un profond sentiment de responsabilité. L'objection que ce caractère est étranger à la mentalité allemande est absurde. Il ne s'agit pas ici de discuter ce qui est étranger ou non à la nature du peuple allemand, mais ce qui lui est utile. Peut-être le jeune soldat nouvellement incorporé dans l'armée trouvera-t-il singulier, au début, de devoir obéir aveuglément aux ordres reçus. Mais cette obéissance profite à la collectivité et par conséquent à lui-même.

Lorsqu'une organisation a la certitude d'avoir réuni dans ses rangs l'élite des hommes aptes à remplir les tâches qui leur sont confiées, elle a le droit d'établir les conditions de principe d'où dépend l'accomplissement de la mission qu'elle s'est imposée.

Dans tous les cas, le fait d'être mené uniformément et efficacement par un mouvement politique sévère répond plus au caractère allemand, est plus digne de lui et lui est plus salulaire que la méthode qui, permettant à chaque citoyen de vivre selon son caractère et ses facultés, amène une nation à se dissocier complètement pour devenir finalement le jouet d'un peuple plus fort, parce que plus homogène, et par conséquent à subir une forme d'Etat qui ne lui convient pas.

Voilà ce que chacun en Allemagne devra considérer.

Le parti national-socialiste a d'énormes réalisations à son actif.

Ce ne sont pas nos capitaines d'économie, ni nos professeurs, ni nos savants, ni nos soldats, ni nos artistes, ni nos philosophes, ni nos penseurs, ni nos poètes qui ont arraché notre peuple de l'abîme, mais ce sont exclusivement les soldats politiques de notre Parti. Nous ne ressentons encore que les premiers effets de leur œuvre, son importance sera appréciée un jour par la postérité.

Tout pourrait s'effondrer, sauf le Parti. C'est en effet une chose merveilleuse que le peuple allemand ait réussi à bénéficier de l'énorme force d'autorité qui réside dans l'existence et dans la solidité d'un tel mouvement. Combien d'hommes raisonnables chez les autres peuples seraient heureux de voir leur nation disposer d'une organisation autoritaire aussi solidement fondée que celle dont l'Allemagne actuelle dispose et dont ne disposent que peu d'autres Etats en dehors d'elle.

Plus les temps menacent de devenir incertains et troublés, plus augmente la valeur d'une institution restituant à un peuple des principes clairs et précis, et qui a le courage de s'attaquer aux plus graves problèmes du présent, dont la nouveauté n'avait fait l'objet d'aucune étude ou solution.

D'ores et déjà, le peuple allemand a retrouvé le lien d'une forte pensée unissant des millions

de concitoyens dans une même conception et dans l'action qui en découle.

Un point de vue a été trouvé et dégagé, il est décisif pour des siècles. C'est dans l'utilité intérieure de cette idée fondamentale que réside la source de toutes les interprétations futures, et c'est ce qui rend sans danger les extensions et les compléments qu'on ne cesse de donner à l'idée. Toutefois, comme cette conception est jeune encore et commence seulement à se développer, il n'en est que plus nécessaire de reconnaître l'autorité du Parti comme contrôle de dernière instance et comme juge en dernier ressort. Quiconque ne comprend pas cela est incapable de penser de façon historique, constructive et féconde.

Peut-être sera-t-il plus facile de comprendre tout ceci si nous en revenons à la comparaison avec l'armée. Le désir et la volonté de durer et par suite de défendre sa vie existe certainement de façon ou d'autre au tréfonds de l'être et du sentiment de tous les hommes. Cependant cet instinct ne peut s'exercer pratiquement et utilement que si une direction disciplinée lui est donnée dans l'organisation vivante de l'armée. Seule cette organisation empêche que l'instinct de conservation existant chez tous les hommes ne dégénère en une lutte confuse de conceptions, de compréhensions et d'opinions. Elle soumet la volonté de l'individu à une indomptable volonté collective.

Et lorsque les avis sur la nécessité de la lutte, sur le sens d'une activité guerrière, sur le carac-

tère d'une guerre ou la manière de la faire changer ou diverger, il est d'autant plus nécessaire, en présence du désordre menaçant, que la rude et ferme direction de l'armée fixe une directive, une orientation unique.

Dans les premiers temps de tâtonnement, d'aperception et de compréhension, plus la conception nationale-socialiste aura été l'objet chez les différents individus d'interprétations divergentes et incertaines, plus tout cela se trouvera encore dans l'évolution, plus il sera nécessaire de prévenir cette multitude d'appréciations et de déductions par une direction forte et, s'il le faut, rigoureuse, du Parti, ainsi que par le maintien aveugle de son autorité. C'est de l'intérêt national le plus élevé et, par suite, le devoir suprême de tout homme qui sent avec son peuple et lutte pour lui.

Il ne s'agit pas de discuter de la faillibilité ou de l'infailibilité. De même que l'on ne peut permettre à un chef d'armée, au commandant d'un corps de troupes et encore bien moins au simple soldat de mesurer à l'aune de ses idées et de ses opinions la justesse d'un ordre qui lui a été donné, on ne permettra pas non plus que dans la direction politique et dans l'interprétation de ses buts l'individu indiscipliné puisse excuser son action en prétendant que sa propre conception est exacte ou en faisant ressortir l'erreur des idées ou des ordres donnés par le Parti.

Le Parti exige que sa conception sur tous les points concernant la direction politique du peuple soit acceptée comme la seule valable. Il est

d'autant plus nécessaire que dans ses propres rangs ce principe soit d'abord suivi avec un fanatisme scrupuleux, c'est-à-dire que si le Parti exige la soumission du peuple à sa volonté, la soumission doit être au sein du Parti la loi inéluctable.

Rien ne peut dispenser de l'obéissance à ce principe. Celui qui, d'une manière quelconque, le violera, violera en même temps le principe qui l'a couvert et qui désormais l'abandonne à son tour. Celui qui, en quelque endroit que ce soit, devient infidèle à un principe, ne doit pas s'attendre à ce que ce principe ait alors plus de valeur pour ceux qui dans le Parti sont au-dessous de lui. Tel est le sens profond de ce vieux proverbe germanique qui dit que « l'infidélité tue son propre maître ».

Et surtout il est impossible alors d'exiger de l'ensemble de la nation un respect et une obéissance plus grands envers les ordres du Parti que le membre du Parti lui-même n'est prêt à en montrer envers son supérieur.

A ce propos, je dois m'élever nettement contre cette phrase que l'on entend si souvent répéter dans les milieux bourgeois : « Le Führer, oui, très bien; mais le Parti, ça c'est une autre affaire! »

Non, messieurs.

LE FUHRER, C'EST LE PARTI, ET LE PARTI,
C'EST LE FUHRER.

De même que je ne suis qu'un membre de ce Parti, de même celui-ci n'est qu'un élément de

moi-même. Je ne sais quand je fermerai les yeux, mais ce que je sais, c'est que le Parti continuera d'exister et que par-dessus toutes les individualités, les faibles comme les fortes, il façonnera avec succès l'avenir de notre nation allemande; cela, je le crois, je le sais!

Le Parti garantit, en effet, la stabilité de la direction du peuple et du Reich et, par sa propre stabilité, il garantit à cette direction l'autorité nécessaire.

C'est sur ce terrain solide que s'élèvera la constitution du nouveau Reich allemand. C'est ce Parti, modèleur des conceptions philosophiques et maître des destinées politiques allemandes, qui a la mission de donner le Führer à la nation et, par suite, au Reich. Plus ce principe sera établi, conservé comme tout naturel et indiscutable, plus forte sera l'Allemagne! Et l'armée, qui représente et groupe organiquement la force défensive de notre peuple, doit maintenir envers le Führer, donné par le Parti à la nation, la fidélité et l'obéissance au sein de cette force militaire qui lui a été confiée et la tenir toujours à sa disposition. En effet, chaque nouveau Führer devient dès sa proclamation le maître du Parti, le chef du Reich et le commandant suprême des forces armées.

Si ces principes deviennent le fondement inébranlable du peuple et de la structure de l'Etat allemand, l'Allemagne pourra tenir tête à toutes les tempêtes futures.

Ces deux appuis du nouveau Reich doivent s'inspirer de l'idée qu'elles ne pourront faire

face à leurs tâches qu'en s'unissant. Le Parti donne le peuple à l'armée et le peuple donne à l'armée les soldats et tous deux ensemble donnent ainsi au Reich allemand l'assurance du calme à l'intérieur et la force de se maintenir.

Aujourd'hui je puis encore moi-même comme Führer du Reich et de la Nation apporter à celle-ci mon aide et mes conseils, mais les principes doivent trouver la voie vers l'éternel de l'individuel. Des Führers viendront et mourront, mais l'Allemagne doit vivre! Et seule cette affirmation de continuité conduira l'Allemagne à cette vie.

On nous jugera tous un jour sur la façon et suivant la solidité historique de ce que nous construisons aujourd'hui.

Nous avons été marqués par le destin, pour guider le peuple et l'armée, pour écrire l'histoire dans le sens le plus élevé du mot. La Providence nous a donné ce qu'elle a refusé à des millions d'hommes. En voyant notre œuvre, les siècles les plus éloignés évoqueront encore notre mémoire. Notre qualité la plus remarquable et la plus noble sera pour la postérité qu'à une époque d'infidélité et de trahison générales, il ait pu se former en Allemagne une union d'une fidélité sans précédent.

Une page de l'histoire du monde nous sera consacrée, elle sera consacrée aux hommes qui, issus du Parti national socialiste et de l'armée allemande, ont édifié le nouveau Reich allemand et l'ont consolidé. Nous reposerons donc immortalisés au panthéon de l'histoire, tous ensemble liés par cette fidélité indissoluble comme au

temps du grand combat et de la grande moisson.

Le septième congrès du Parti approche rapidement de sa fin. Emus jusqu'au fond du cœur, des centaines de milliers de nos combattants rentrent dans l'existence quotidienne, c'est-à-dire dans la lutte. Elle les trouvera armés d'un nouveau courage, d'une persévérance nouvelle et pleins d'un nouveau et solide esprit de décision. Ils penseront à ces jours, à ces heures historiques avec une émotion profonde, se réjouissant à la perspective du prochain appel qui réunira de nouveau les vieux compagnons de combat et la jeune garde.

C'est dans cet espoir confiant et heureux que nous saluons notre peuple allemand et notre incomparable mouvement national-socialiste.

Vivent le Parti national-socialiste, notre peuple allemand, le Reich et son armée!

*(Discours prononcé au Congrès national-socialiste
Nuremberg, septembre 1935.)*

DEUXIÈME PARTIE

DEUX DISCOURS HISTORIQUES

I

*Discours prononcé au Reichstag le 21 mai 1935,
pour justifier le réarmement de l'Allemagne.*

Députés,
Hommes du Reichstag allemand,

A la demande du Gouvernement allemand, le Président du Reichstag, notre camarade Goering, a convoqué cette assemblée afin de me donner la possibilité de formuler, en ma qualité de représentant de la nation allemande, des éclaircissements que je considère comme nécessaires à la compréhension de l'attitude et des décisions du Gouvernement allemand dans les grandes questions actuelles.

C'est dans cette intention que je m'adresse aujourd'hui à vous et, par là même, à tout le peuple allemand. Je m'adresse, en outre, à tous

ceux qui, dans le monde, soit par devoir, soit par intérêt, s'efforcent également de se faire une idée de la façon dont nous concevons ces problèmes. Je me félicite de pouvoir donner ici ces éclaircissements, car ce mode d'exposé public constitue le meilleur moyen d'éviter le danger qui réside — comme l'expérience le démontre — dans les diverses interprétations données à des conversations privées et livrées fragmentairement à la publicité.

Mais ce qui, à mes yeux, confère à ma déclaration une utilité particulière, c'est qu'elle ne me donne pas seulement le droit, mais m'impose le devoir d'être absolument franc et de parler en toute sincérité de différents problèmes. La nation allemande a le droit d'exiger cela de moi et je suis décidé à m'y soumettre. J'entends souvent exprimer, dans les pays anglo-saxons, le regret que l'Allemagne se soit précisément écartée des principes de la conception démocratique de l'Etat, principes que ces pays considèrent comme particulièrement sacrés. Cette opinion repose sur une grave erreur. L'Allemagne, elle aussi, a une constitution « démocratique ». Le Gouvernement allemand actuel de l'Etat national-socialiste est lui aussi issu des suffrages populaires et se sent également responsable à l'égard du peuple. Peu importe le nombre plus ou moins grand de voix que, dans les différents pays, un citoyen doit réunir pour être nommé député. Il y a des pays où le nombre de voix à réunir pour être élu doit être de 20.000; dans d'autres, il suffit d'en obtenir 5.000 ou 10.000;

dans d'autres encore, on en exige 60.000, ou plus.

LE PEUPLE ALLEMAND, LUI, A ÉLU PAR 38 MILLIONS DE VOIX UN SEUL DÉPUTÉ POUR LE REPRÉSENTER.

C'est là peut-être une des différences les plus essentielles qui distingue la situation en Allemagne de celle des autres pays. Mais cela signifie que je me sens tout aussi responsable à l'égard du peuple allemand qu'un parlement quelconque. J'agis en vertu de sa confiance et de son mandat.

Le peuple allemand a donc le droit d'attendre d'une déclaration telle que celle d'aujourd'hui qu'on y discute, sans ambages et ouvertement, les questions qui agitent le reste du monde aussi bien que sa propre nation. Et je m'en félicite.

Car je dois, en ma qualité de Führer et Chancelier de la nation, en tant que Chef du Gouvernement du Reich, prendre, malheureusement, parfois des décisions qui, par elles-mêmes, sont déjà suffisamment lourdes, mais dont le poids s'accroît encore du fait qu'il ne m'est pas loisible de partager ma responsabilité ni surtout de m'en décharger sur d'autres. Ainsi ai-je au moins le désir de donner à la nation elle-même un aperçu de mes idées, pour lui permettre de comprendre plus facilement les décisions et les mesures qui en résultent. Mais plus ces décisions sont graves, plus je souhaite les mettre d'accord avec ma conscience vis-à-vis de Dieu et du peuple qu'il m'a chargé de servir.

Lorsqu'il y a deux ans, le 30 janvier 1933, le regretté Président du Reich m'appela à former le nouveau gouvernement et à diriger les affaires de l'Etat, il y avait, au sein de notre peuple, des millions de citoyens — et parmi eux de nombreux patriotes — qui doutaient du succès de la tâche que j'étais chargé d'accomplir. Une joie perfide et le souci de l'avenir voisinaient dans ce peuple, alors si profondément divisé. En effet, si notre situation paraissait réjouissante pour nos ennemis de l'intérieur, nos vrais amis, eux, la considéraient, au contraire, comme tragique.

Dans de nombreux domaines, la vie nationale était menacée de la façon la plus grave.

Pour nombre de citoyens — et cela se conçoit — la catastrophe économique primait tout le reste, mais pour l'observateur plus avisé, il était clair qu'elle ne constituait qu'une des conséquences, le résultat inévitable d'une série de causes intérieures, provoquées en partie par l'ordre social, en partie par l'organisation politique, mais surtout par des raisons d'ordre moral. Etant donné l'écrasante multiplicité des tâches, le caractère en apparence inextricable de la situation, l'insuffisance de tous les moyens jusque-là employés, il fallait un grand courage pour ne point désespérer et pour travailler sans retard à sortir la nation de la misère et de la décadence.

Au point de vue économique, nous nous trouvions devant la situation suivante :

Après une guerre de quatre années, qui, par elle-même, avait déjà causé à l'ensemble de l'économie nationale de terribles préjudices, nos

ennemis vainqueurs forcent le peuple allemand à accepter une paix dictée par eux. Au mépris de tout bon sens politique et économique, cette paix prétend faire de l'équilibre des forces telles qu'elles existaient à la fin de la guerre le fondement juridique immuable de la vie des peuples. Sans tenir aucun compte des conditions ni des lois de la vie économique, et même en opposition directe avec elles, on a d'une part annihilé les possibilités économiques, mais, d'autre part, on a formulé des revendications hors de toute réalité. Sous la désignation générale de « réparations », on a procédé à la destruction de l'économie allemande. Cet incompréhensible mépris de la raison économique la plus élémentaire provoqua alors la situation suivante :

1° La nation a un excédent de main-d'œuvre;

2° Elle éprouve un vif besoin de remplacer les biens vitaux correspondant à son haut niveau d'existence habituel et qui lui avaient été soustraits par la guerre, l'inflation et les réparations;

3° Elle souffre d'un manque de vivres et de matières premières qui s'explique par l'étroit espace où sa vie est renfermée;

4° Le marché international où elle devrait trouver les débouchés qui lui sont nécessaires pour se relever, est trop restreint et il est, en outre, constamment rétréci, dans la pratique, par de nombreuses mesures et par un développement résultant obligatoirement des circonstances.

Il n'est pas à l'honneur du sens économique de nos adversaires politiques d'alors de n'avoir

commencé à reconnaître l'impossibilité pour l'Allemagne de continuer à satisfaire à des obligations illimitées, parfois même incompréhensibles, qu'après que leurs méthodes eurent miné à fond l'économie allemande et que, de plus, celle des autres pays eût été également atteinte.

Le résultat de cette folie fut pour l'Allemagne une industrie paralysée, une agriculture anéantie, une classe moyenne ruinée, un commerce anémié, l'ensemble de l'économie écrasé de dettes, des finances publiques ébranlées jusque dans leur fondement, 6 millions et demi de chômeurs déclarés, en réalité plus de 7 millions et demi de sans-travail.

Rien que pour faire face à cette catastrophe économique, il fallait prendre des résolutions extrêmement rigoureuses. Jusque-là, grâce à des traditions économiques, grâce à sa participation au commerce mondial, le peuple allemand pouvait faire vivre sur un espace restreint sa richesse en hommes. Tant que cette situation se maintint, les 67 millions d'Allemands resserrés sur un étroit territoire pouvaient non seulement faire face aux nécessités de leur propre existence, mais ils représentaient de plus un utile facteur économique pour le reste de l'univers. Le cours de la guerre et plus encore les suites de la politique d'après-guerre pourront être considérés un jour comme une réfutation classique, encore que terrible, de cette opinion naïve — mais malheureusement trop ancrée dans le cerveau de plus d'un homme d'Etat d'avant-guerre — que la prospérité économique d'une nation euro-

péenne ne saurait être mieux favorisée que par l'anéantissement économique d'une autre nation.

Les charges économiques imposées à la nation allemande par la paix d'une part, et le désavantage où elle se trouve de l'autre dans son économie intérieure et extérieure, contraignent tout gouvernement, qu'il le veuille ou non, à tenir compte des réalités présentes. Nous sommes tous convaincus qu'une application absolue de l'idée d'autarchie économique dans tous les Etats, telle qu'elle menace de s'instaurer aujourd'hui, ne saurait qu'être imprudente et, dans ses conséquences, nuisible à tous les peuples. Il est, économiquement parlant, peu raisonnable de faire de pays naturellement agraires et producteurs de matières premières des pays artificiellement industriels et, inversement, de contraindre les pays industriels surpeuplés à une production de matières premières — ou même de succédanés de celles-ci. Cette évolution aura un jour pour l'Europe des suites extrêmement fâcheuses et pernicieuses. Il n'est malheureusement pas au pouvoir de l'Allemagne de modifier cette tendance qu'on peut qualifier d'insensé si l'on se place à un point de vue économique un peu plus élevé. Dans la mesure précisément où la carence des débouchés internationaux nous force à limiter nos achats, il faut — pour ne pas laisser inemployée la main-d'œuvre allemande — tenter ou bien de produire nous-mêmes à l'aide de procédés compliqués les matières premières qui nous font défaut ou bien tâcher, lorsque cette production est impossible, de leur

trouver un équivalent. Mais il y a là un problème qu'on ne peut résoudre qu'à l'aide d'une économie méthodiquement conduite.

Entreprise dangereuse, certes, car l'économie dirigée n'aboutit que trop aisément à la bureaucratisation et, par là, à l'étouffement de l'initiative individuelle, l'éternelle créatrice.

Et nous ne saurions désirer dans l'intérêt de notre peuple qu'une économie se rapprochant de l'économie communiste paralyse l'énergie productrice, diminue le rendement total que peut donner l'ensemble de notre main-d'œuvre, réduise au lieu de l'améliorer le niveau d'existence de la nation. Le danger de l'économie dirigée est encore accru par le fait qu'elle n'est que trop portée à abolir la dure loi de la sélection économique des meilleurs et de l'anéantissement des faibles, ou tout au moins à en restreindre les effets pour assurer le maintien d'une moyenne même médiocre; et cela au détriment des aptitudes supérieures, du travail plus opiniâtre et des valeurs plus complètes, d'où il s'ensuit une diminution du profit collectif.

Si cependant, en dépit de ces réserves, nous nous sommes engagés néanmoins dans cette voie, ce ne fut que sous l'empire de la plus dure des nécessités. Il y a quelques années encore, on aurait considéré comme absolument impossible ce qui a été réalisé au cours de ces deux années et demie : la répartition méthodique du travail à la population, la réglementation méthodique du marché et la fixation méthodique des prix et des salaires.

Nous n'avons réussi que parce que, par delà ces mesures économiques qui semblent si sèches, nous utilisions la vivante énergie de tout le peuple.

Mais il fallut tout d'abord créer à cette fin toute une série de conditions matérielles et psychologiques. Pour assurer le fonctionnement de l'économie nationale, il était indispensable de ramener à un calme absolu le mouvement incessant des salaires et des prix.

Il était de plus nécessaire d'écarter toutes les ingérences qui ne s'inspiraient pas de l'intérêt économique supérieure de la nation, et par conséquent de supprimer les organisations de classes des deux camps qui vivaient de la politique des salaires et des prix. La destruction des syndicats de combat, tant des patrons que des ouvriers, exigeait la disparition analogue des partis politiques entretenus par ces groupes d'intéressés et les appuyant en retour. Cette mesure imposait l'adoption d'une nouvelle constitution, constructive et vivante, ainsi qu'une nouvelle structure interne du Reich et de l'Etat. Et si l'on voulait que ce fût autre chose qu'une modification d'organisation purement extérieure, il fallait former le peuple à une nouvelle conception et à une nouvelle existence sociales. Or, ce sont là des tâches dont chacune pourrait remplir un siècle et à la réalisation desquelles des peuples et des Etats se sont déjà brisés. Mais le succès d'un pareil programme, qui, ou bien réussit en grand ou bien est condamné d'avance dans les détails, dépend de deux conditions, à savoir de la paix

intérieure de la nation et du temps dont on dispose.

Nous autres, Allemands, ne pouvons que déplorer que le reste de l'univers se donne encore si peu la peine d'examiner attentivement ce qui s'est passé en Allemagne au cours des deux dernières années et demie et qu'il n'étudie pas la nature d'une conception philosophique, d'où découlent uniquement tous ces résultats.

En effet, le programme aussi bien que l'exécution des tâches qui donnent à l'Allemagne d'aujourd'hui son caractère original sont exclusivement issus de l'idéologie nationale-socialiste, ils sont l'œuvre du parti national-socialiste, de son organisation, de l'énergie qui lui est propre et dont il est la source jaillissante. En Allemagne, dans les deux dernières années, s'est accomplie une révolution dont la moyenne de l'humanité n'a pas encore compris toute la grandeur. L'ampleur et la profondeur de cette révolution lui ont permis de traiter avec indulgence ses anciens adversaires. Indulgence nullement venue d'un sentiment de faiblesse, mais bien de la conviction d'une supériorité immense, ainsi que de cette confiance absolue que donne la victoire.

Cette nouvelle Allemagne ne peut donc être comparée avec celle du passé. Ses idées sont nouvelles comme ses actes.

LA FORME BOURGEOISE DE PATRIOTISME COCARDIER EST DEVENUE POUR NOUS TOUT AUSSI ARCHAÏQUE QUE LES TENDANCES DE L'INTERNATIONALISME MARXISTE.

Si l'Allemagne actuelle se déclare en faveur de la paix, ce n'est là de sa part ni un geste de faiblesse, ni un geste de lâcheté. Elle défend la paix en vertu d'une conception nouvelle que le national-socialisme se fait du peuple et de l'État.

En effet, elle considère que l'incorporation, par la force, d'un peuple dans un autre peuple qui lui est essentiellement étranger, non seulement n'est pas un but politique digne d'être poursuivi, mais a finalement pour résultat de compromettre l'unité intérieure, et, à la longue, de saper la force du peuple conquérant. C'est pourquoi sa doctrine a pour dogme de rejeter l'idée d'une assimilation nationale. Ainsi se trouve réfutée la croyance bourgeoise à une « germanisation » possible. Nous n'avons ni le désir ni l'intention de ravir à des minorités étrangères leurs particularités ethniques, leur langue ou leur culture, pour les forcer à remplacer ces éléments par une culture allemande qui leur serait contraire. Nous ne donnons point d'instructions tendant à germaniser des noms non allemands; au contraire, nous ne souhaitons rien de pareil. Notre doctrine ethnique considère toute guerre visant à subjuguer et à soumettre un peuple étranger comme un acte qui, tôt ou tard, doit modifier la structure interne du pays vainqueur lui-même, l'affaiblir et finalement en faire un vaincu!

Mais nous ne croyons pas non plus qu'en Europe, à l'époque où est proclamé le principe des nationalités, les peuples cristallisés dans leur

structure nationale puissent en être encore dépossédés.

Nous trouvons, dans l'histoire des 150 dernières années, une surabondance d'exemples qui, à cet égard, constituent à la fois des leçons et des avertissements. Une guerre future ne rapporterait rien aux Etats nationaux de l'Europe — en dehors d'un affaiblissement passager de l'ennemi — sinon de légères modifications de frontières, modifications absolument disproportionnées aux sacrifices consentis.

Mais l'état de guerre permanent, que les menaces de guerre maintiennent entre les différents peuples, et qui est peut-être considéré comme utile par certaines personnes y trouvant un intérêt politique ou économique, n'entraîne pour ces peuples que charges et malheurs.

LA QUANTITÉ DE SANG QUI A ÉTÉ RÉPANDUE
DEPUIS 300 ANS SUR LE CONTINENT EURO-
PÉEN RESTE HORS DE TOUTE PROPORTION
AVEC LE RÉSULTAT.

La France est, en définitive, restée la France, l'Allemagne est restée l'Allemagne, la Pologne, la Pologne, l'Italie, l'Italie. Les agrandissements territoriaux, en apparence essentiels, que l'égoïsme dynastique, la passion politique et l'aveuglement patriotique ont procurés en répandant des flots de sang, n'ont jamais eu pour résultat, du point de vue national, que d'érafler l'épiderme des peuples, sans pouvoir modifier essentiellement leur caractère fondamental. Si ces Etats avaient consacré à des buts plus sages

ne fût-ce qu'une partie de leurs sacrifices, le résultat en aurait certainement été plus grand et plus durable.

En défendant, aujourd'hui, en toute liberté, comme national-socialiste, cette conception, je m'inspire d'une autre constatation que voici :

TOUTE GUERRE A POUR PREMIER EFFET DE
CONSUMER LA FLEUR MÊME DE L'ÉLITE.

Or, il n'y a plus en Europe d'espace libre. Toute victoire — sans pouvoir remédier en quoi que ce soit aux maux profonds dont souffre l'Europe — ne pourra, tout au plus, aboutir qu'à augmenter du seul point de vue numérique la population d'un Etat. Mais si les peuples tiennent tant à cette augmentation de population, ils peuvent l'obtenir sans larmes par une méthode plus simple et surtout plus naturelle.

Une saine politique sociale peut, en amenant un peuple à remplir son devoir, de « croître et de multiplier », ajouter, en peu d'années, à l'effectif de la population nationale plus d'enfants issus de son propre sang qu'une guerre ne pourrait, par voie de conquête, adjoindre de nouveaux éléments étrangers.

Non, l'Allemagne nationale-socialiste veut la paix. Elle la veut en vertu de ses convictions philosophiques les plus intimes. Elle la veut aussi en vertu de cette constatation, toute simple et tout élémentaire, qu'aucune guerre ne pourrait faire disparaître les causes essentielles de la détresse dont souffre actuellement toute l'Europe, mais ne pourrait que l'aggraver.

L'Allemagne actuelle se voue à l'immense tâche de guérir ses blessures internes. Aucun de nos projets matériels ne sera réalisé avant dix ou vingt ans. Aucune des tâches de nature idéale qui nous sont assignées ne pourra être achevée avant 50 ou peut-être même 100 ans. J'ai autrefois commencé la révolution nationale-socialiste en créant le mouvement dont elle est sortie, et, depuis lors, j'en ai dirigé l'action. Je sais que nous tous, tant que nous sommes, nous ne verrons que le prime début de ce vaste développement rénovateur. Que pourrais-je souhaiter d'autre que la tranquillité et la Paix ! Si l'on objecte que ce désir est seulement celui des dirigeants, je répondrai : il suffit que les chefs et les gouvernements veuillent la paix ; car les peuples eux-mêmes n'ont encore jamais souhaité la guerre !

L'Allemagne a besoin de la paix et elle veut la paix ! Lorsque j'entends un homme d'Etat anglais prétendre que de telles assurances ne sont rien et que la garantie de la sincérité réside uniquement dans la signature apposée sous les traités collectifs, je prie M. Eden de vouloir bien considérer qu'il s'agit *en tout cas* d'une assurance. Il est souvent beaucoup plus facile d'inscrire un nom sous des traités en se réservant en soi-même la liberté d'examiner en dernière analyse l'attitude que l'on prendrait à une heure décisive, que de se réclamer publiquement, à la face de toute une nation, d'une politique qui sert la paix par le fait qu'elle rejette les prémisses de la guerre.

J'AURAIS PU METTRE MA SIGNATURE AU BAS DE DIX TRAITÉS, MAIS LE POIDS DE CES ACTES N'AURAIT PAS EU LA MÊME VALEUR QUE LA DÉCLARATION QUE J'AI FAITE A LA FRANCE, LORS DU PLÉBISCITE DE LA SARRE.

Si, en tant que Führer et mandataire de la nation allemande, je donne l'assurance à la face du monde et de mon peuple que le problème de la Sarre une fois résolu, le peuple allemand ne présentera plus de revendication territoriale à l'égard de la France, c'est là une contribution à la paix dont l'importance dépasse celle de maintes signatures apposées sous maints traités.

Je crois que cette déclaration solennelle devrait mettre fin à une dispute qui a duré si longtemps entre les deux nations. Si nous l'avons faite, c'est dans la conviction qu'un conflit et les sacrifices qu'il entraînerait pour les deux nations serait hors de proportion avec le sujet de la querelle.

Si, toutefois, on estime qu'il suffit de prendre note de cette déclaration, il ne nous reste naturellement, de notre côté, qu'à prendre également note de la réponse.

Mais il me faut protester ici contre toute tentative qui consiste à juger différemment de la valeur des déclarations suivant les besoins. Si le Gouvernement allemand affirme, au nom du Peuple allemand, n'avoir d'autre désir que la paix, ou bien cette déclaration a autant de va-

leur que sa signature au bas de n'importe quel pacte, ou bien cette signature n'a pas plus de valeur que la déclaration solennelle.

Il est étrange de voir comme, dans la vie historique des peuples ne produisent parfois de véritables inflations d'idées qui résistent mal à un examen rigoureux et raisonnable. Depuis quelque temps, le monde vit par exemple dans une vraie manie de collaboration collective, de sécurité collective, d'obligations collectives, etc. Tout cela semble, à première vue, avoir un contenu concret, mais si l'on y regarde de près, tout cela donne pour le moins la possibilité de multiples interprétations.

Que signifie collaboration collective?

Qui déterminera ce qui est collaboration collective et ce qui ne l'est pas?

Cette idée de collaboration ne l'a-t-on pas interprétée de la façon la plus différente depuis 17 ans?

Je crois exprimer la vérité en disant qu'à côté de beaucoup d'autres droits les Etats vainqueurs se sont réservés le droit, de par le Traité de Versailles, de définir en dernier ressort ce qui est « collaboration collective » et ce qui ne l'est pas.

Si je me permets ici de critiquer cette méthode, c'est parce qu'on ne saurait mieux démontrer la nécessité inhérente aux dernières décisions prises par le Gouvernement du Reich et éveiller une meilleure compréhension de nos intentions véritables.

L'idée actuelle de collaboration collective des nations est, en principe et par essence, la propriété intellectuelle du Président américain Wilson. La politique de l'avant-guerre avait été surtout influencée par l'idée des alliances entre nations que des intérêts communs unissaient. A tort ou à raison on a considéré, dis-je, que cette politique était responsable de la guerre mondiale. La fin de cette guerre a été hâtée, du moins en ce qui concerne l'Allemagne, par la doctrine contenue dans les 14 points de Wilson et dans les 3 autres qui les complétèrent plus tard. L'idée suivante s'y trouvait exprimée, dans le but essentiel d'empêcher le retour d'une telle catastrophe pour l'humanité.

« La paix ne doit pas être une paix de droit unilatéral, mais une paix d'égalité pour tous et, par conséquent, une paix de droit général, ce doit être une paix de réconciliation, de désarmement de tous et, par suite, de sécurité pour tous. »

Cette pensée se trouvait couronnée par l'idée d'une collaboration collective internationale de tous les Etats et de toutes les nations au sein de la S. D. N. Il me faut affirmer ici encore une fois qu'il n'y a pas eu, à la fin de la guerre, de peuple qui ait accueilli ces idées avec plus de ferveur que le peuple allemand. Ses souffrances et ses sacrifices étaient infiniment plus grands que ceux des autres peuples qui avaient pris part à la guerre. Confiants dans les promesses américaines, les soldats allemands ont mis bas les armes.

En dictant au peuple allemand, en 1919, la paix de Versailles, on a donné le coup de grâce à la collaboration collective des peuples. En effet, à la place de l'égalité de tous, on a établi une classification entre vainqueurs et vaincus; au lieu d'un droit égal pour tous, on a établi une différenciation entre peuples ayant des droits et peuples privés de droit; au lieu de la réconciliation de tous, on a décrété la punition de ceux qui avaient succombé; au lieu du désarmement international, on a désarmé seuls les vaincus; au lieu de la sécurité de tous, on ne s'est occupé que de la sécurité des vainqueurs.

Pourtant, on avait expressément déclaré dans le « Diktat » de Versailles que le désarmement de l'Allemagne ne ferait que précéder et rendre possible le désarmement des autres. Et ce seul exemple démontre combien l'idée de la collaboration collective a été violée précisément par ceux-là qui s'en font aujourd'hui les plus bruyants avocats.

C'est avec un vrai fanatisme que l'Allemagne avait rempli les conditions qu'on lui avait imposées par le Traité de paix. Au point de vue financier, jusqu'à l'ébranlement complet de ses finances; au point de vue économique, jusqu'à la ruine totale de sa vie économique; au point de vue militaire, jusqu'à l'entière incapacité de se défendre. Je rappelle encore une fois ici, dans leurs grandes lignes, des faits que nul ne saurait contester et qui témoignent de la façon dont l'Allemagne a exécuté les traités.

On a détruit, dans l'armée :

59.000 canons et tubes de canon,
130.000 mitrailleuses,
31.000 lanceurs de mines et tubes de lanceurs de mines,
6.007.000 fusils et carabines,
243.000 tubes de mitrailleuses,
28.000 affûts de mitrailleuses,
4.390 affûts de lanceurs de mines,
38.750.000 projectiles,
16.550.000 grenades à main et grenades à fusil,
60.400.000 fusées chargées,
491.000.000 de munitions pour armes à main,
335.000 tonnes de douilles de projectiles,
23.515 tonnes de douilles de cartouches et charges diverses,
37.600 tonnes de poudre,
79.000 calibres à vis,
212.000 téléphones,
1.072 lance-flammes, etc., etc.

On a également détruit :

Des traîneaux, des ateliers roulants, des voitures pour canons de défense antiaérienne, des avant-trains, des casques d'acier, des masques antigaz, des machines de l'ancienne industrie de guerre, des canons de fusil.

On a, en outre, détruit :

Armements aériens.

15.714 avions de chasse et de bombardement,
27.757 moteurs d'avion.

Armements navals.

26 bâtiments de ligne,
4 cuirassés garde-côtes,
4 croiseurs cuirassés,
19 petits croiseurs,
21 vaisseaux-école et bâtiments spéciaux,
83 torpilleurs,
315 sous-marins.

Enfin, ont été détruits :

Véhicules de tout genre, des engins de combat aux gaz ainsi que des moyens de protection contre les gaz, des explosifs, des projecteurs, des instruments de visée, des appareils pour mesurer les distances et appareils de repérage par le son, des instruments optiques de tout genre, des harnais, tous les hangars d'avions et d'aéronefs, etc.

En agissant ainsi et en s'abandonnant littéralement, l'Allemagne a créé toutes les conditions nécessaires pour une collaboration collective dans le sens indiqué par les idées du Président Wilson.

Or, ce désarmement de l'Allemagne une fois accompli, le monde aurait dû en faire autant pour rétablir l'égalité.

Les voix nombreuses qui, chez les autres peuples et dans les autres Etats n'ont pas manqué de s'élever pour protester contre le non-accomplissement de cette obligation, constituent une preuve à l'appui de notre manière de voir. Je me bornerai à signaler les paroles de quelques-uns de ces hommes qui ne peuvent être, certes, considérés comme des amis de l'Allemagne actuelle, et je réfuterai ainsi les déclarations de ceux qui, oublieux, ne veulent pas savoir que le Traité de paix ne contenait pas des obligations contractuelles de désarmement pour l'Allemagne seulement mais aussi pour les autres Etats.

Lord Robert Cecil, membre de la délégation britannique à la Conférence de la Paix de Paris et chef de la délégation britannique à la Conférence du Désarmement (*Revue de Paris*, 1924, n° 5) :

« Les clauses militaires du traité de Versailles et des autres traités de paix débutent par un préambule que voici : afin qu'il devienne possible de procéder à la limitation générale des armements de toutes les nations, l'Allemagne s'engage à respecter scrupuleusement les clauses militaires, navales et aériennes qui suivent. Ce préambule contient un engagement. C'est une promesse solennelle faite par leurs gouvernements aux démocraties de tous les Etats qui ont signé les traités de paix. A moins qu'elle ne soit tenue, le système établi par les traités de paix ne saurait être rendu stable, et même le désarmement partiel ainsi réalisé cessera, avant longtemps, d'être effectif. »

M. Paul-Boncour a déclaré, le 8 avril 1927, à la troisième session de la Commission préparatoire à la Conférence du Désarmement de la Société des Nations :

« Il est exact que le préambule de la partie V du Traité de Versailles vise les limitations d'armements imposées à l'Allemagne en tant que condition et précédent d'une limitation générale des armements. C'est même ce qui distingue de façon très nette cette limitation d'autres limitations semblables, qui avaient pu être imposées au lendemain des guerres, au cours de l'histoire, et qui, d'ailleurs, s'étaient généralement révélées assez inefficaces. Cette fois, ce qui donne toute sa valeur à cette stipulation, c'est qu'elle n'est pas seulement une condition imposée à l'un des signataires du Traité; elle est un devoir, une obligation morale et juridique faite

aux autres signataires de procéder à une limitation générale. »

Déclaration de *M. Henderson*, le 20 janvier 1931 :

« C'est à nous qu'il incombe de convaincre nos parlements et nos peuples que tous les Membres de la Société sont tenus à cette politique de désarmement collectif par des obligations solennelles que nous imposent aussi bien le droit international que l'honneur national.

Dois-je rappeler au Conseil que l'article 8 du Pacte, le Préambule de la Partie V du Traité de Versailles, l'Acte final de la Conférence de Locarno et les résolutions adoptées chaque année par l'Assemblée depuis 1920 signifient que tous les Membres de la Société des Nations partagent, dans ce domaine, la même responsabilité? Tous, nous avons assumé des obligations; si nous ne nous en acquittons pas, on pourra mettre en doute nos intentions pacifiques et l'influence et l'autorité de la Société des Nations pourront en souffrir. »

Déclaration de *M. Briand*, le 20 janvier 1931 :

« Au nom de mon pays, je m'associe pleinement aux paroles éloquentes par lesquelles notre président a ouvert ce débat... Je crois comme vous — j'ai eu l'occasion de le dire fréquemment — que les obligations qu'ont contractées les nations, en signant l'Article 8 du Pacte de la Société des Nations, ne peuvent rester lettre morte. Elles constituent un engagement sacré, et un pays qui voudrait s'y soustraire se déshonorerait. »

Avis de *M. Vandervelde*, Ministre des Affaires étrangères de Belgique, membre de la délégation belge à la Conférence de la Paix, le 27 février 1927 :

« ...Le dilemme est désormais posé : ou bien, les autres puissances devront réduire leurs forces combattantes à la mesure de la Reichswehr, ou bien, le Traité deviendra caduc et l'Allemagne revendiquera le droit de posséder des forces susceptibles de défendre l'intégrité de son territoire. En présence de tels faits, deux conclusions s'imposent : la première, c'est l'efficacité très relative des mesures de contrôle; la seconde, c'est que le désarmement sera général ou ne sera pas... »

Le 29 décembre 1930, le même ministre écrivait dans *Le Populaire* :

« Ce serait faire un chiffon de papier du Traité de Versailles que de manquer à ce que Paul-Boncour a appelé l'obligation morale et juridique de ceux qui ont imposé le désarmement à l'Allemagne vaincue de préparer leur désarmement dans la même mesure. »

Lord Robert Cecil, dans son discours radio-diffusé du 31 décembre 1930, déclarait :

« Le désarmement international correspond à nos intérêts nationaux les plus importants. Nous avons assuré non pas une fois, mais à différentes reprises, l'obligation de réduire et de limiter les armements des nations qui sont sorties victorieuses de la guerre mondiale, et cela en complément au désarmement dont nous avons fait un devoir à nos ci-devant ennemis. Nous détrui-

rons toute confiance dans les obligations internationales, si nous ne tenons pas la promesse que nous avons faite. A cet égard, je considère comme d'importance secondaire le fait que nous n'aurions rien à répondre si nos ci-devant ennemis revendiquaient de nous le droit, pour eux, de pouvoir réarmer. »

Citons encore une autre déclaration de *M. Paul-Boncour*, en date du 26 avril 1930, dans le *Journal* :

« Enfin, il n'est pas besoin d'être prophète, il suffit d'avoir les yeux ouverts pour constater que, en cas d'échec final des travaux de désarmement ou même simplement de leur ajournement indéfini, l'Allemagne libérée des autres contraintes s'apprête à secouer celle-ci et à ne plus subir, seule, des limitations d'armements que ce traité lui-même spécifiait être la condition, mais aussi la promesse d'une réduction générale. Nous n'avons plus le choix. »

Mais qu'était-il arrivé ?

Alors que l'Allemagne, fidèle au traité imposé, avait rempli ses obligations, les autres signataires du traité : les soi-disant Etats vainqueurs, négligèrent, par la suite, de remplir à leur tour les clauses du traité.

Quand on essaie aujourd'hui d'excuser ces manquements par des échappatoires, il n'est vraiment pas difficile de réfuter les arguties produites. A notre grand étonnement, nous entendons, aujourd'hui, les hommes d'Etat étrangers affirmer qu'on avait bien l'intention d'exécuter

ces clauses, mais que l'heure de cet accomplissement n'était pas encore venue.

Et pourquoi donc ?

Toutes les conditions requises pour le désarmement des autres étaient alors absolument réalisées.

1° L'Allemagne avait désarmé. Les Etats étrangers ne pouvaient vraiment prétendre que le moindre danger les menaçât de la part d'un Etat qui, du point de vue militaire, était complètement dépourvu de puissance ?

Et pourtant un tel désarmement aurait donné à l'existence de la Société des Nations une si grande force intérieure qu'aucun Etat n'aurait osé recourir ultérieurement à la force contre un des Etats participants à ce désarmement collectif.

L'occasion aurait été alors excellente de transformer en faits intérieurs des manifestations extérieures, et cela d'autant plus facilement que :

2° Toutes les conditions politiques requises étaient vraiment réalisées. Car, s'il y eut jamais une démocratie, ce fut en Allemagne. Tout avait été copié fidèlement et exactement sur les grands modèles existants. Ce n'était pas le national-socialisme qui régnait en Allemagne. Le nationalisme bourgeois lui-même avait, pour ainsi dire, disparu. Depuis la sociale-démocratie jusqu'à la démocratie, en passant par le Centre, se déployait tout un arc-en-ciel de partis qui ne ressemblaient pas seulement extérieurement à ceux des autres pays, par leurs conceptions, mais

qui se sentaient aussi liés avec eux par un programme. Alors qu'a-t-on attendu?

Quand pouvait-il se présenter une occasion meilleure pour organiser une coopération collective, qu'à cette époque où régnait exclusivement en Allemagne ce même esprit politique qui donnait aux autres pays leurs traits caractéristiques? Non! l'époque était bonne, les temps étaient venus, mais la volonté n'était pas là.

Mais, en constatant comment les autres signataires du traité de Versailles se sont montrés infidèles à leurs engagements, je ne veux même pas me baser sur le fait qu'ils *n'ont pas désarmé*. Car même si l'on croit devoir accorder aux hommes de ces temps révolus l'excuse de certaines hésitations au sujet du désarmement, il sera cependant difficile de trouver des motifs ayant pu donner lieu à un *réarmement* devenu toujours de plus en plus intensif.

Ceci est décisif : non seulement les autres Etats n'ont pas désarmé, mais au contraire, ils ont complété, amélioré et par là augmenté leurs armements à l'extrême. L'objection suivant laquelle on aurait, en partie, procédé à la réduction des *effectifs* ne joue ici vraiment aucun rôle, car cette réduction des effectifs a été plus que largement compensée par le perfectionnement technique systématique des armements modernes. En outre, ce n'aurait été qu'un jeu à n'importe quel moment donné pour rattraper cette réduction.

Et il importe de tenir compte de ceci : On a, au cours des négociations de désarmement,

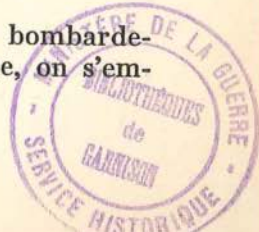
essayé plus tard d'établir une distinction entre les armes ayant plutôt un caractère défensif et celles qui étaient plutôt destinées à l'attaque.

Je dois constater ici que l'Allemagne ne possédait plus aucune de ces armes désignées comme offensives. Elles avaient été complètement détruites. Et il importe de constater encore que justement *ces armes* offensives et désignées comme telles ont été *développées, perfectionnées et augmentées* par les autres signataires du traité de paix, dans une mesure extraordinaire. L'Allemagne avait détruit tous ses avions. Non seulement elle se trouva sans défense en ce qui concerne l'arme aérienne active, mais elle se trouva dépourvue de moyens passifs de défense antiaérienne.

Pendant ce temps, *les autres signataires du traité*, non seulement négligèrent de détruire *les avions qu'ils possédaient*, mais, au contraire, ils continuèrent à développer leur aviation dans une mesure extraordinaire.

La vitesse des avions de chasse, par exemple, fut portée de 220 kilomètres, qu'elle atteignait à la fin de la guerre, jusqu'à près de 400 kilomètres pour les types les plus modernes, grâce aux nouveaux perfectionnements réalisés. Quant à l'armement de l'avion, il fut porté de 2 mitrailleuses à 3, 4 et 5, puis remplacé par de petits canons mitrailleurs. Le plafond fut porté de 6.000 mètres à la fin de la guerre, à 9.000, 10.000 et 11.000 mètres.

Au lieu de détruire les avions de bombardement, comme l'avait fait l'Allemagne, on s'em-



pressa de les améliorer, de les développer et de les remplacer par des types toujours plus grands et plus perfectionnés. Les capacités de chargement réalisées à la fin de la guerre, de 500 à 1.000 kilogrammes en moyenne, ont été portées à un poids de 1.000 à 2.400 kilogrammes. La vitesse atteinte alors, en moyenne 125 à 160 kilomètres, a été portée à 250 et jusqu'à 280 kilomètres pour les bombardiers de nuit et à 350 kilomètres pour les bombardiers de jour! Le plafond qui était, à la fin de la guerre, de 3.000 à 4.000 mètres, fut porté à 6.000, 7.000 et enfin à 9.000 mètres!

L'armement des avions fut porté de 2, 3 et 4 mitrailleuses à 4, 6 et même 8 mitrailleuses et on introduisit enfin le canon. Les viseurs furent perfectionnés d'une manière si ingénieuse qu'on déclara ouvertement pouvoir anéantir, avec une sûreté inexorable, les objectifs visés. Les bombardiers pour vol piqué furent une complète innovation. L'effet explosif des bombes se fait sentir depuis la fin de la guerre, de plus en plus près du sol. On a perfectionné aussi, par de nouvelles inventions, la technique des gaz. Pour détruire les agglomérations habitées, on a trouvé de nouvelles bombes incendiaires modernes qui, d'après ce qu'affirment les périodiques techniques des diverses marines aériennes, ne peuvent absolument pas être éteintes. Les appareils radiogoniométriques et les appareils de pointage de ces bombardiers ont été sans cesse perfectionnés et, finalement, — dernier triomphe de l'idée de désarmement, —

on nous a annoncé des avions capables de s'envoler sans pilote et de lancer des bombes sur des objectifs sans défense et cela sur simple télécommande.

Non seulement le nombre des aérodromes n'a pas été réduit; mais il a été partout augmenté. Les vaisseaux de guerre des marines ont été équipés d'avions. Mais, non seulement on a doté les vaisseaux de guerre d'avions de combat et d'avions de bombardement en qualité d'armes d'accompagnement, on en est en outre venu à construire des navires porte-avions gigantesques, et tout cela au nom du « désarmement » d'une arme offensive! Et tout cela pour accomplir la clause stipulée dans le traité de Versailles et prescrivant aux autres pays de se régler sur l'Allemagne qui avait effectué la destruction de ses avions!

L'Allemagne, selon les obligations qui lui étaient imposées, a détruit ses tanks du temps de la guerre mondiale. Elle a ainsi détruit et supprimé une arme *offensive* de plus, en accomplissement du traité.

Le devoir des autres Etats aurait été de se mettre, de leur côté, à détruire leurs chars de combat.

Or, non seulement cette destruction n'a pas eu lieu, mais l'arme en question a été constamment perfectionnée non seulement sous le rapport de la vitesse, mais encore sous le rapport de la résistance et de la capacité d'attaque. La vitesse des tanks qui, au temps de la guerre mondiale, était de 4 à 12 kilomètres, a été por-

tée à 30, 40, 50 et même finalement à 160 kilomètres à l'heure.

Alors que l'Allemagne ne possédait plus un seul rivet de tank, la France passa du type moyen de 10 à 14 tonnes, à des types lourds de 25 à 30 tonnes et enfin aux types les plus lourds d'environ 90 tonnes.

Alors que, pendant la guerre, n'importe quel tank pouvait être perforé par un projectile de 13 mm, les nouveaux monstres de guerre ont été munis de blindages de 50 à 60 mm et sont ainsi invulnérables, même aux projectiles de l'artillerie de campagne. Parallèlement au perfectionnement passif terrible de cette arme, sous le rapport de la vitesse, du poids, de la capacité de traverser les gués, de l'étanchéité aux gaz, du champ de vision et de l'épaisseur du blindage, s'accomplissait un développement énorme des armes d'attaque de cet engin de guerre. Au lieu des mitrailleuses ou des canons de 40 à 50 mm, on recourut à des combinaisons. Des tanks armés de canons de 75 mm, de 100 mm, de 150 mm et plus ne sont nullement de la fantaisie, mais une terrible réalité.

Dans le même temps où l'Allemagne détruisait ses tanks et attendait de la part des autres l'accomplissement de la même destruction, ces autres Etats ont construit plus de 13.000 nouveaux tanks et ont amélioré et agrandi cette arme de plus en plus terrible.

Aux termes du traité de Versailles, l'Allemagne devait détruire toute son artillerie lourde. Cette destruction aussi a eu lieu. Mais pendant

que les canons lourds et les mortiers de l'Allemagne étaient démolis par les chalumeaux et que, réduits en morceaux, ils allaient finir leur existence dans les hauts fourneaux, non seulement les cosignataires du traité n'effectuèrent pas, comme nous, la destruction de leur artillerie lourde, mais, au contraire, ils entreprirent chez eux le même travail constructif de développement, d'amélioration et de perfectionnement.

Alors que, depuis longtemps, il n'y avait plus de mortier de 420 mm, on apprit que les usines françaises avaient réussi à fabriquer un mortier de 540 mm.

On a fabriqué, comme nouveauté, des canons à longue trajectoire, d'une portée de 60 à 120 km. L'artillerie lourde et l'artillerie très lourde, les types récents et les plus modernes furent partagés d'une manière ingénieuse en fardeaux, matériel maniable de transport et de trait, en vue d'augmenter leur mobilité à l'aide de tracteurs à roues et à chenilles.

Et ceci avec une arme offensive au plus haut point, arme à laquelle l'Allemagne n'avait rien d'équivalent à opposer et à l'égard de laquelle elle était dépourvue même de moyens purement défensifs.

Gaz : conformément au traité de Versailles, l'Allemagne devait — de nouveau comme condition préalable du désarmement de ses adversaires — détruire tout son armement dans le domaine des gaz et cette obligation qu'elle avait assumée, elle l'a remplie. Dans les autres Etats,

l'activité des laboratoires de chimie a consisté naturellement non pas à abolir cette arme, mais, au contraire, à le perfectionner dans des proportions extraordinaires. Tout à fait ouvertement, on lançait de temps à autre de par le monde la nouvelle étonnante de la découverte d'un nouveau gaz encore plus mortel que les autres, ainsi que de nouveaux obus et de nouvelles bombes.

Sous-marins : ici encore, conformément aux paragraphes du traité de Versailles et en vue de rendre possible le désarmement international, l'Allemagne a fidèlement rempli ses obligations. Tout ce qui pouvait ressembler à un submersible fut scié au chalumeau, éventré et broyé sans restriction.

Non seulement le monde n'a pas suivi cet exemple, mais — bien plus — il ne s'est pas contenté de conserver son matériel de guerre, il n'a cessé de le compléter, de le perfectionner et de l'accroître. L'augmentation du déplacement a fini par atteindre 3.000 tonnes, tandis qu'en renforçant l'armement on arrivait à des pièces de 200 mm. Le nombre des tubes lance-torpille a été accru par unité de sous-marin, leur calibre a été élargi, tandis que la portée et l'effet explosif de la torpille elle-même étaient amplifiés. Le rayon d'action de ces sous-marins s'est énormément développé par rapport au rendement pendant la guerre, on a réussi des plongées plus profondes et les dispositifs de vision ont été perfectionnés de façon ingénieuse.

Telle a été la contribution au désarmement

d'Etats qui s'étaient engagés par le traité de Versailles à suivre l'exemple donné par l'Allemagne et, par conséquent, à détruire l'arme sous-marine. Ce ne sont là que quelques faits. On pourrait à volonté y ajouter et les compléter sous tous les rapports. Ensemble ils constituent la preuve — que l'on peut à tout moment établir par des documents — que, en violation des obligations du traité de Versailles, non seulement le désarmement n'avait pas lieu, mais au contraire on procédait de façon continue à une augmentation ainsi qu'à un perfectionnement de machines de guerre de la plus haute puissance.

On fit donc ce qui allait absolument à l'encontre, non seulement des intentions du Président Wilson, mais encore, de l'avis de représentants très éminents de nos adversaires, à l'encontre des obligations assumées par le fait de la signature du traité de Versailles.

Si ce n'est pas là une *rupture* éclatante de *contrat* et une *rupture unilatérale* — puisqu'un des partenaires a rempli ses obligations sans restriction aucune — on peut se demander à quoi rime de signer encore des traités à l'avenir.

Et il n'y a à cela ni bon prétexte, ni belle excuse !

Car, absolument dépourvue de défense et privée d'armes, l'Allemagne n'était vraiment pas bien dangereuse pour les autres Etats.

Bien qu'attendant en vain depuis des années l'observation du traité de Versailles de la part de ses adversaires, l'Allemagne restait toujours

disposée à se prêter à une collaboration vraiment collective. Mr. Eden estime que partout on était prêt à établir une parité se traduisant par une fixation quantitative des effectifs. S'il en est ainsi il n'en est que plus regrettable qu'on n'ait pas tiré de conséquences pratiques de cet état d'esprit. Ce ne fut pas l'Allemagne qui fit échouer la proposition d'une armée de 200.000 hommes pour tous les Etats européens, mais bien les autres Etats qui ne voulaient pas désarmer. Et enfin ce ne fut pas non plus l'Allemagne qui rejeta le projet de médiation anglaise au printemps 1934, mais bien le gouvernement français qui, le 17 avril 1934, rompit les négociations.

On entend parfois formuler un espoir à l'heure actuelle, l'espoir que l'Allemagne présente elle-même un plan constructif. Or, ce n'est pas une fois, mais c'est à différentes reprises, que j'ai présenté des projets de ce genre.

Si l'on avait accepté mon plan constructif d'une armée de 300.000 hommes, maints soucis seraient peut-être moins lourds à l'heure actuelle et mainte charge plus légère.

Mais il est presque inutile de présenter des plans constructifs, si l'on peut s'attendre d'avance à ce qu'ils soient l'objet d'un refus.

Si je me décide néanmoins à présenter de nouveau une esquisse de nos pensées, ce n'est qu'en considération de mon devoir qui est de tout tenter pour rendre à l'Europe la sécurité intérieure nécessaire et aux peuples européens le sentiment de leur solidarité. Les autres Etats

n'avaient pas rempli jusqu'ici leur obligation de désarmement et, de plus, tous les projets de limitation en la matière avaient fait l'objet d'un refus. Je me vis contraint, comme « Führer » de la nation allemande, « Führer » responsable devant Dieu et devant sa conscience, en présence de l'élaboration de nouvelles conventions militaires, de la fixation à 960.000 hommes des effectifs de paix de l'armée russe, et à la nouvelle de l'introduction en France du service de deux ans, de rétablir moi-même, au nom du droit supérieur de la nation à la vie, l'égalité de droits de celle-ci, cette égalité qu'on lui avait internationalement déniée. Ce n'est pas, ici, l'Allemagne qui a violé une obligation contractuelle à elle imposée, mais les Etats qui l'ont contrainte à cet acte autonome. Car l'introduction en Allemagne du service obligatoire et la publication de la loi sur la formation de la nouvelle armée allemande n'étaient que le retour de l'Allemagne à une situation de droit égal, et ne constituait de sa part de menace pour personne, mais lui garantissait sa sécurité.

Et ici je ne puis me dispenser d'exprimer mon étonnement d'une observation tombée des lèvres du Premier Ministre anglais, Mr. MacDonald qui, à propos du rétablissement de l'armée allemande, a dit que les autres Etats avaient donc eu bien raison d'ajourner leur désarmement. Si cette conception se généralise, on pourra s'attendre à des discussions bien édifiantes. En effet, aux termes de cette conception, toute rupture de contrat se trouvera ultérieurement légitimée

par le fait que le second contractant, de son côté, procédera probablement de même. Ainsi, A et B concluent un contrat. B s'exécute, A se dérobe à ses obligations. Après des années de sommations de sa part, B finit par déclarer que le contrat n'est plus valable pour lui : sur quoi, A aurait le droit de constater que, de ce fait, sa rupture antérieure se trouvait désormais moralement justifiée, puisque B, lui aussi, se dégage aujourd'hui de ses obligations.

Je voudrais maintenant parler, au moins brièvement, des reproches et des imputations dont le rétablissement de l'armée allemande a été l'objet.

On déclare que l'Allemagne : 1° n'est menacée par personne et que, par suite, 2° on ne comprend pas pourquoi elle réarme.

On pourrait rétorquer l'argument en demandant pourquoi l'autre partie qui, dans tous les cas, devait se trouver moins menacée par une Allemagne désarmée qu'une Allemagne désarmée ne se trouvait menacée par elle, n'a pas, de son côté, cessé ses armements? Mais si l'on prétend qu'en réarmant, l'Allemagne menace les autres Etats, alors il faut bien convenir que le réarmement de ceux-ci constituait, pour le moins, une tout autre menace à l'égard de l'Allemagne faible et désarmée.

Je crois qu'ici il n'y a que deux alternatives :

Ou bien les armements représentent une menace pour la paix, alors ils la représentent pour tous les Etats; ou bien ils ne sont pas une menace

de guerre, et alors ils ne sont menaçants chez aucun d'eux. Il est inadmissible qu'un groupe d'Etats présente ses armements comme un pacifique rameau d'olivier et ceux des autres comme la fourche du diable. Un char d'assaut est un char d'assaut et une bombe une bombe. Il n'y aura jamais qu'une seule des parties qui se ralliera à l'idée que le monde doit être à perpétuité divisé en Etats à droits inégaux. La nation allemande, en tout cas, n'est pas disposée à admettre qu'on la considère et qu'on la traite à jamais comme un peuple de seconde classe ou un peuple de droit mineur. L'amour de la paix est peut-être plus grand chez nous autres Allemands que chez les autres peuples, car c'est nous qui avons le plus souffert de cette malheureuse guerre. Personne d'entre nous n'a l'intention de menacer qui que ce soit. Cependant, chacun de nous est bien résolu à assurer l'égalité à son peuple et à la lui conserver. Et cette *égalité* est aussi la condition *sine qua non* de toute *collaboration* pratique et *collective*!

Aussi longtemps qu'on nourrira sur ce plan une arrière-pensée quelconque, on pourra d'avance taxer d'impossible la réalisation d'une collaboration européenne effective et fructueuse. En possession de droits égaux à ceux des autres puissances, l'Allemagne ne refusera jamais de participer à des travaux se proposant la paix entre les hommes ainsi que leur progrès et leur bien-être économique. Mais ici je ne puis me défendre de critiquer certaines méthodes qui, s'inspirant de l'esprit du « Diktat » de Versailles,

sont certainement causes de l'échec de plus d'un effort méritoire cependant.

L'univers est aujourd'hui dans une ère de conférences.

Si tant de ces réunions se déroulent absolument sans résultat, la cause de ces échecs réside souvent déjà dans la façon dont on établit le programme et dont on définit le but à atteindre. Tel cabinet ressent — comme tous les autres d'ailleurs — la nécessité de faire quelque chose pour la paix de l'Europe, qu'il estime compromise.

Or, au lieu de soumettre d'abord l'idée générale de la convention à tous les Etats qu'on envisage d'y faire participer, en exprimant le désir de connaître leurs conceptions respectives et celles de leurs gouvernements concernant les moyens et méthodes applicables au traitement et à la solution de ces questions, deux ou trois chancelleries élaborent entre elles un programme définitif. Car on ne peut, maintes fois, se défendre de l'impression que l'idée qui a présidé à l'élaboration des décisions à prendre a été influencée en partie par le désir de provoquer, grâce à un mélange de l'acceptable et de l'inacceptable, le sûr échec du projet aux dépens de ceux qui sont invités plus tard à le signer. Par le fait que deux ou trois Etats s'entendent jusqu'au moindre détail sur un programme préalablement fixé, il ne reste plus qu'à notifier le programme ainsi élaboré à l'Etat ultérieurement invité, en lui faisant remarquer que ce programme est un tout indivisible et doit être soit

accepté en bloc, soit rejeté en bloc. Comme il peut se trouver, dans un tel programme, de très bonnes suggestions, l'Etat qui ne donne point son assentiment à tout le projet encourt la responsabilité d'en avoir fait échouer également les parties utiles. Cette façon d'agir ressemble étrangement à la politique de certains marchands de films qui, par principe, ne louent qu'en bloc les mauvais films et les bons. Mais une telle méthode n'est que la survivance atavique d'un procédé dont il faut rechercher l'origine et l'exemple dans les négociations du soi-disant traité de paix signé à Versailles. On établit un programme, on le notifie, comme un ukase, à un tiers, et on déclare ensuite que le tout est un traité solennellement signé. C'est avec cette recette qu'on s'est efforcé, à l'époque, d'amener à une fin bienfaisante et désirée par tous les peuples, la plus formidable lutte de l'histoire mondiale! Les conséquences de ce procédé ont été assurément plus que lamentables, et cela non seulement pour les vaincus, mais encore pour les vainqueurs.

En ce qui concerne l'Allemagne, je crois devoir formuler, à l'égard de ces tentatives, les déclarations suivantes : nous ne participerons plus à aucune conférence au programme de laquelle nous n'aurons point collaboré dès le début.

Il n'entre plus dans nos vues, lorsque deux ou trois Etats composent le menu d'un traité, de nous laisser inviter en tiers pour en déguster le premier plat! Ce qui ne veut pas dire que nous

ne nous réserverons pas la liberté de ratifier ultérieurement des traités pour la seule raison que nous n'aurions point participé à leur rédaction ou aux conférences préliminaires. Non pas ! Il pourra se faire qu'un traité nous convienne dans la forme définitive qu'on lui aura donnée et nous paraisse utile bien que nous n'ayons point participé à sa rédaction ou à la conférence qui l'a érigé en résolution pour une série d'Etats. Le cas échéant, nous n'hésiterons point à confirmer « *post festum* » un tel traité par notre consentement et par notre adhésion. Et le Gouvernement du Reich doit se réserver le droit de décider seul sur ce cas.

Mais je dois souligner encore une fois que la méthode qui consiste à dresser des projets de programme pour conférences avec en titre « *tout ou rien* », me semble fausse.

Je considère, d'une façon générale, qu'un tel principe ne peut pratiquement s'appliquer à la vie politique. Je crois que l'on aurait obtenu beaucoup plus pour la pacification européenne, si l'on s'était contenté de réaliser, dans chaque cas, ce qui était vraiment réalisable. Dans les dernières années, on n'a guère discuté de proposition de pacte dans laquelle ne figurât un point ou l'autre que tout le monde aurait accepté sans aucune difficulté. Mais en affirmant qu'il existait des liens indissolubles entre les points acceptables et d'autres points plus délicats, voire inadmissibles pour certains Etats, on a préféré réduire à néant les bons côtés du projet et faire échouer le tout.

Il me paraît également risqué de chercher, dans la thèse de l'indivisibilité de la paix, un prétexte à des constructions destinées moins à servir la sécurité collective qu'à contribuer, sciemment ou non, à une préparation collective de la guerre.

Le conflit mondial devrait, à cet égard, être un terrible avertissement. Je ne crois pas que l'Europe survive pour la seconde fois à une telle catastrophe. Or, cette catastrophe peut d'autant plus facilement se produire que la possibilité de localiser de petits conflits est de plus en plus affaiblie par un réseau d'inextricables obligations internationales qui se recourent et s'entre-croisent, et que s'accroît chaque jour le danger de voir impliqués dans le conflit un nombre considérable d'Etat et de groupements d'Etats. En ce qui concerne l'Allemagne, je tiens à ne laisser subsister aucun doute sur les points suivants :

L'ALLEMAGNE A ACCEPTÉ ET GARANTI, PAR UNE DÉCLARATION SOLENNELLE, A LA FRANCE, LES FRONTIÈRES TELLES QU'ELLES EXISTENT DEPUIS LE PLÉBISCITE DE LA SARRE.

L'Allemagne a, oubliant le passé, conclu avec la Pologne un traité excluant tout recours à la force et qui constitue une autre contribution plus que précieuse à la paix européenne, traité que non seulement nous voulons respecter aveuglément, mais au sujet duquel nous n'avons qu'un désir : celui de le voir se prolonger et se

renouveler constamment, ainsi que de resserrer nos relations d'amitié qui ne cesseront d'y trouver un nouvel aliment. Nous avons fait cela bien que nous renoncions ainsi, par exemple, définitivement à l'Alsace-Lorraine, pays pour lequel nous avons fait jadis deux grandes guerres. Mais nous avons ainsi voulu épargner pour l'avenir, particulièrement à notre peuple allemand, de nouveaux sacrifices sanglants. Nous sommes convaincus d'avoir ainsi rendu le plus grand service non seulement à notre peuple, mais encore à cette région-frontière. Nous voulons, de notre côté, faire tout ce qui dépend de nous pour arriver à une véritable paix, à une réelle amitié avec le peuple français. Nous reconnaissons l'Etat polonais comme le foyer d'un grand peuple, animé d'un profond sentiment national; nous reconnaissons tout cela avec toute la compréhension, toute la cordiale amitié de nationalistes sincères. Mais tout décidés que nous sommes à épargner au peuple allemand une nouvelle effusion de sang — même lorsque cette attitude entraîne pour nous un sacrifice, — nous ne songeons nullement à engager notre sang inconsidérément en faveur d'intérêts étrangers. Nous n'avons nullement l'intention de vendre, par contrat, notre peuple allemand, ses hommes et ses fils pour un conflit éventuel quelconque dont nous ne serions ni la cause ni les maîtres.

Le soldat allemand nous est trop précieux et notre peuple nous est trop cher pour que nous puissions concilier avec notre sentiment de responsabilité le fait de nous lier par des obliga-

tions d'assistance dont on ne peut prévoir la portée.

Nous croyons ainsi mieux servir aussi la cause de la paix, car il n'y a rien de tel pour donner à chaque Etat le sentiment nécessaire de sa responsabilité que de ne pas savoir d'avance s'il peut compter ou non, pour un conflit, sur de grands et puissants alliés militaires. Enfin, il y a des choses qui sont possibles et des choses qui sont impossibles.

A titre d'exemple, je tiens à parler brièvement du pacte oriental qui nous est proposé.

Le pacte, tel qu'il nous a été présenté, contient une obligation d'assistance qui, nous en sommes convaincus, peut aboutir à des conséquences dont il est absolument impossible de mesurer la portée.

Le Reich allemand, et particulièrement le Gouvernement actuel, n'ont point d'autre désir que d'entretenir avec tous les Etats voisins des relations paisibles et amicales. Nous éprouvons ces sentiments non seulement à l'égard des grands Etats qui nous entourent, mais encore à l'égard des petits Etats voisins. Oui, nous considérons précisément l'existence de ces Etats, pour autant qu'elle soit vraiment indépendante, comme un facteur de paix et de neutralité précieuse pour nos frontières, par elles-mêmes si largement ouvertes et si dépourvues de défense. Mais autant est profond notre amour de la paix, autant nous sommes incapables d'empêcher, précisément à l'Est, des conflits d'éclater entre des Etats quelconques. Déterminer quel est l'agres-

seur est, dans un tel cas, une question infiniment difficile en soi. Il n'y a pas au monde d'autorité que Dieu ait faite, si clairvoyante soit-elle, qui puisse déceler où se trouve l'éternelle vérité.

Une fois la furie de la guerre déchaînée à travers les peuples, on commence à pratiquer la maxime : la fin justifie tous les moyens. Et alors l'humanité en vient, d'ordinaire, à perdre rapidement la notion nette du juste et de l'injuste. Plus de vingt ans ont passé depuis le début de la guerre mondiale. Et chaque nation vit dans la sainte conviction que le droit était de son côté et le tort du côté de l'ennemi. Je crains que dès le début d'un conflit, les obligations d'assistance aient moins pour résultat d'aider à reconnaître l'agresseur que de venir en aide à l'Etat le plus capable de servir les propres intérêts de celui qui vole à son secours. Il serait peut-être plus utile à la paix que, en cas de conflit, le monde se séparât immédiatement des deux parties intéressées, plutôt que de se lancer dès le début, par traité, dans la lutte. Cependant, abstraction faite de ces considérations de principe, il se présente encore ici un cas spécial. L'Allemagne actuelle est un Etat national-socialiste.

L'IDÉOLOGIE QUI NOUS DOMINE EST DIAMÉ-
TRALEMENT OPPOSÉE A CELLE DE LA
RUSSIE SOVIÉTIQUE.

Le national-socialisme est une doctrine qui ne concerne, exclusivement, que le peuple allemand. Le bolchévisme proclame qu'il a une mission internationale.

Nous, nationaux-socialistes, nous croyons que l'homme ne peut en fin de compte trouver son bonheur que dans son peuple. Nous vivons dans la conviction que le bonheur et l'activité de l'Europe sont indissolublement liés à l'existence d'un système d'Etats nationaux indépendants et libres. Le bolchévisme prêche l'établissement d'un Empire mondial et ne connaît que des sections d'une Internationale centrale.

Nous autres, nationaux-socialistes, nous reconnaissons à chaque peuple le droit de vivre sa propre vie intérieure, conformément à ses nécessités propres et à son génie particulier.

Le bolchévisme développe, au contraire, des théories de caractère doctrinal qui doivent être acceptées par tous les peuples sans égard à leur esprit particulier, à leurs prédispositions spéciales, à leurs traditions.

Le national-socialisme préconise la solution des problèmes, questions et tensions de nature sociale, au sein de la nation elle-même, et cela par des méthodes qui sont compatibles avec nos conceptions, traditions et conditions dans les domaines généraux : intellectuels, culturels et économiques.

Le bolchévisme prêche la lutte internationale des classes, la révolution internationale et mondiale avec des armes de terreur et de violence.

Le national-socialisme combat pour la conciliation et l'égalisation logique des antagonismes vitaux et pour la solidarité de tous en vue de réalisations communes.

Le bolchévisme enseigne qu'il faut briser une

prétendue suprématie de classes et la remplacer par la dictature de la violence exercée par une autre classe.

Le national-socialisme n'attribue aucune valeur à une suprématie, simplement théorique, de la classe laborieuse; en revanche, il attribue d'autant plus de prix à l'amélioration *pratique* des conditions de vie et du niveau d'existence de cette classe.

Le bolchévisme combat pour une théorie et lui sacrifie des millions d'hommes, d'incommensurables valeurs de culture et de traditions millénaires, et il n'arrive vis-à-vis de nous qu'à un niveau d'existence inférieur.

En tant que nationaux-socialistes, nous sommes remplis d'admiration et d'estime pour les grandes réalisations du passé, non seulement au sein de notre peuple, mais encore par delà les frontières. Nous sommes heureux d'appartenir à une communauté de culture européenne qui a marqué, dans une si large mesure, le monde actuel de l'empreinte de son esprit.

Le bolchévisme rejette ce passé culturel et affirme que l'histoire de la civilisation et de l'humanité n'a vraiment commencé qu'à la date de naissance du marxisme.

En tant que nationaux-socialistes, nous ne sommes peut-être pas toujours, sur l'un ou l'autre point, d'accord avec nos organismes ecclésiastiques. Mais nous ne préconisons en aucune façon l'irréligion, ni l'absence de foi, et nous ne désirons point que nos églises deviennent des clubs ou des cinémas.

Le bolchévisme enseigne l'athéisme et agit en conséquence.

En tant que nationaux-socialistes, nous voyons dans la propriété privée une phase supérieure du développement économique de l'humanité qui règle l'administration des choses produites selon la différence du travail accompli, mais qui, dans l'ensemble, rend possible et garantit à tous l'avantage d'un niveau de vie plus élevé.

Le bolchévisme anéantit non seulement la propriété privée, mais aussi l'initiative privée et le goût des responsabilités. C'est ainsi que, dans un pays comme la Russie, le plus grand Etat agricole du monde, il a été impossible d'empêcher des milliers d'hommes de mourir de faim. Une telle catastrophe transplantée en Allemagne serait inimaginable car, en définitive, la Russie compte dix citadins seulement pour quatre-vingt-dix paysans; l'Allemagne, au contraire, soixante-quinze citadins pour vingt-cinq paysans!

On pourrait poursuivre à l'infini cet exposé.

Nationaux-socialistes aussi bien que bolchévistes sont convaincus qu'un monde les sépare, un abîme insondable et impossible à franchir. Mais il y a en outre, entre nous, les cadavres de plus de quatre cents camarades nationaux-socialistes; des milliers d'autres nationaux-socialistes appartenant à d'autres organisations sont aussi tombés en luttant contre des insurgés bolchévistes; il y a entre nous des milliers de soldats et de gens de police qui ont été fusillés et massacrés en défendant le Reich et les pays allemands contre les éternels assauts des communistes révolution-

naires, et rien que dans les rangs du Parti national-socialiste, nous avons compté plus de quarante-trois mille blessés! Des milliers d'entre eux sont restés ou bien aveugles ou bien estropiés pour tout le reste de leur vie.

TANT QU'IL NE S'AGIT POUR LE BOLCHÉVISME QUE D'UNE AFFAIRE RUSSE, IL NE NOUS INTÉRESSE NULLEMENT. CHAQUE PEUPLE DOIT FAIRE SON SALUT A SA MANIÈRE. MAIS SI LE BOLCHÉVISME VEUT EXERCER SON INFLUENCE EN ALLEMAGNE, NOUS SOMMES SES ENNEMIS LES PLUS ACHARNÉS ET LES PLUS FANATIQUES.

Un fait est certain, c'est que le bolchévisme se considère lui-même comme une idée révolutionnaire de portée universelle, comme un mouvement révolutionnaire mondial, et qu'il le proclame. Je me contenterai d'invoquer ici quelques-uns des événements révolutionnaires des quinze dernières années, établissant comment la presse bolchéviste, la littérature bolchéviste et les hommes d'Etat ainsi que les orateurs bolchévistes de premier plan affirment ouvertement les liens qui les unissent à ces événements et s'en vantent même.

1918. — *Novembre* : Révolutions en Autriche et en Allemagne.

1919. — *Mars* : Révolution prolétarienne en Hongrie; insurrection en Corée. *Avril* : Révolution des Soviets en Bavière.

1920. — *Septembre* : Occupation des usines par les ouvriers, en Italie.

1921. — *Mars* : Insurrection de l'avant-garde prolétarienne en Allemagne.

1923. — *Automne* : Crise révolutionnaire en Allemagne.

1924. — *Décembre* : Insurrection en Esthonie.

1925. — *Avril* : Insurrection au Maroc.

1927. — *Juillet* : Insurrection à Vienne.

1928. — *Avril* : Explosion à la cathédrale de Sofia.

Depuis 1925. — Mouvement révolutionnaire en Chine.

1926. — *Décembre* : Aux Indes néerlandaises (Java) éclate une insurrection communiste, heureusement comprimée en temps utile.

1927. — Développement de la révolution en Chine; mouvement communiste nègre aux Etats-Unis; arrestation d'agents communistes dans les Etats baltes.

1928. — On déniche des organisations communistes en Espagne, au Portugal, en Hongrie, Bolivie, Lettonie, Italie, Finlande, Esthonie, Lithuanie, au Japon; excès communiste en Chine; bombes communistes en Argentine.

1929. — *Mai* : Barricades à Berlin. *Août* : Congrès communiste mondial « Contre l'Impérialisme »; insurrection en Colombie. *Septembre* : Explosion de bombes en Allemagne. *Octobre* : Des bolchévistes, venus de Russie, envahissent la Mandchourie.

1930. — *Février* : Menées communistes en Allemagne. *Mars* : Congrès communiste mondial « des sans-travail ». *Mai* : Insurrection com-

muniste armée en Chine. *Juin-juillet* : Répression du mouvement communiste en Finlande; guerre civile fomentée par les communistes en Chine.

1931. — *Janvier* : Combats avec des bandes communistes en Chine; divulgation officielles sur les menées communistes aux Etats-Unis. *Mai* : La révolution éclate en Espagne. *Juin-juillet* : Nouveaux combats avec des bandes communistes, en Chine.

1931. — *Août* : Lutte contre le communisme en Argentine; fermeture de la Délégation commerciale communiste dans l'Amérique du Sud; arrestations, etc., etc.

On pourrait citer à l'infini...

J'ai lu, dans le dernier discours du garde des Sceaux anglais, si je ne me trompe, que l'Union des Soviets n'a pas de telles tendances et en particulier n'a aucune tendance militaire agressive. Personne ne se réjouirait plus que nous s'il était prouvé à l'avenir que cette conception repose sur des faits réels. Mais le passé parle contre elle. Si je me permets d'opposer à ce jugement ma propre opinion, je puis tout au moins démontrer que le succès de ma propre lutte dans la vie n'est point précisément l'unique résultat d'une incapacité qui serait par hasard fortement marquée chez moi. Je crois m'entendre un peu à ces choses. J'ai commencé mon œuvre ici en Allemagne à peu près à l'époque où le bolchévisme fêtait dans ce pays ses premiers succès : la première guerre civile. Lorsque, au bout de quinze années, le bolchévisme comptait dans

notre pays 6 millions de partisans, le nombre des miens était de 13 millions.

Lors de la lutte décisive, il a succombé. Le national-socialisme a arraché l'Allemagne et peut-être, avec elle, l'Europe tout entière à la catastrophe la plus terrible de tous les temps. Si ceux qui, dans l'Europe occidentale, portent un jugement sur ces questions, possédaient la même expérience pratique que moi, je crois qu'ils finiraient par se faire une conception toute différente des choses. Si mon combat avait échoué, et si l'émeute bolchéviste avait d'abord triomphé en Allemagne, alors, je le sais, la grandeur de notre exploit historique ne serait certainement pas contestée. A l'heure actuelle, je ne puis me présenter qu'en avertisseur, peut-être raillé par le reste du monde. Mais cependant, pour ce qui est de l'Allemagne, en toute conscience je suis obligé de constater que les émeutes et les révolutions communistes en Allemagne n'auraient jamais pu avoir lieu sans la préparation intellectuelle et matérielle faite par le bolchévisme universel. Ses chefs les plus importants ont été, pour leurs actes révolutionnaires en Allemagne, non seulement conseillés et commandités par la Russie, mais aussi fêtés et décorés dans ce pays, et même nommés chefs de corps d'armée russes. Ce sont là des faits.

AUCUNE GUERRE EUROPÉENNE NE PEUT ÊTRE
DE QUELQUE PROFIT POUR L'ALLEMAGNE.

Ce que nous voulons, c'est la liberté et l'indépendance. Dans ce but, nous étions prêts aussi

à signer des pactes de non-agression avec tous les Etats qui sont nos voisins. Si nous en exceptons la Lithuanie, ce n'est pas parce que nous désirons une guerre avec elle, mais c'est parce que nous ne pouvons conclure des traités politiques avec un Etat qui ne respecte pas les lois les plus élémentaires de la vie commune des hommes. Il y a ici lieu de déplorer le fait que, dans bien des cas, l'éparpillement des nations européennes rend difficile la fixation de frontières nationales correspondant aux nationalités, ou que certains traités, sciemment, ne tiennent aucun compte de l'homogénéité nationale. Et quand des hommes éprouvent le malheur d'être arrachés de force à leur peuple, il est d'autant plus répréhensible de les tourmenter et de les maltraiter. Il y a quelques semaines, j'ai lu, dans un grand journal international, une remarque disant que l'Allemagne pourrait facilement renoncer au Territoire de Memel et qu'elle est déjà assez grande. Ce distingué gratte-papier oublie que 140.000 hommes possèdent tout de même aussi un droit *propre* à la vie et qu'il ne s'agit pas du tout de la question de savoir si l'Allemagne les veut ou ne les veut pas, mais de la question : désirent-ils être ou ne pas être Allemands? Or, ils sont Allemands. Par une attaque subite qui eut lieu en pleine paix et qui ne fut sanctionnée qu'après coup, on les a arrachés au Reich et, comme punition de ce qu'ils restent attachés au peuple allemand, on les persécute, on les torture et on les maltraite de la manière la plus barbare. Que dirait-on en Angleterre ou

en France, si des ressortissants de ces nations subissaient un sort aussi triste! Considérer comme un crime méritant d'être puni le sentiment humain d'appartenir à un peuple dont on vous a séparé de force, contre tout droit et toute aspiration légitime, cela revient à contester le droit que l'on accorde même à chaque animal : le droit de l'attachement au maître et à la vieille communauté naturelle. En Lithuanie, 140.000 Allemands sont dépourvus de ce droit-là.

Par conséquent, aussi longtemps que les garants responsables du Statut de Memel seront impuissants à ramener la Lithuanie au respect des droits de l'homme le plus élémentaire, nous n'aurons, de notre côté, aucune possibilité de conclure quelque traité que ce soit avec cet Etat.

Sauf cette exception — qui peut être supprimée à tout instant par les grandes puissances responsables, — nous sommes prêts à augmenter, par un traité de non-agression et d'exclusion de la force, le sentiment de sécurité dans chacun des Etats voisins de l'Allemagne, sentiment dont nous profiterons comme eux. Mais il ne nous est pas possible de compléter de tels traités par des engagements d'assistance qui ne sont pas supportables pour nous, tant au point de vue de notre conception du monde qu'au point de vue politique et objectif. Le national-socialisme ne peut pas appeler le peuple allemand au combat pour la conservation d'un système qui, au moins dans notre propre Etat, se révèle comme notre ennemi le plus acharné.

L'engagement pour la paix, oui! Quant à une

assistance de la part du bolchévisme en cas de conflit, nous ne la désirons pas et nous ne serions pas en état de l'accorder.

D'AILLEURS, NOUS VOYONS DANS LA CONCLUSION DES PACTES D'ASSISTANCE QUI NOUS SONT CONNUS, UN DÉVELOPPEMENT QUI NE SE DISTINGUE EN AUCUN POINT DE LA FORMATION DES ANCIENNES ALLIANCES MILITAIRES.

Nous le regrettons, particulièrement parce que le traité d'alliance militaire franco-russe a, sans aucun doute, introduit un élément d'insécurité dans le seul traité de sécurité mutuelle vraiment clair et précieux en Europe, à savoir le traité de Locarno. Les interpellations qui, dans ces derniers temps, ont été faites de divers côtés sur les obligations de droit résultant de cette nouvelle alliance proviennent sans doute de craintes analogues et prouvent, tant par les questions que par les réponses, combien se trouve ainsi accru le nombre des cas susceptibles de donner lieu à des divergences d'opinions. Le Gouvernement allemand serait tout particulièrement reconnaissant de recevoir une interprétation authentique des répercussions et des effets que l'alliance militaire franco-russe a sur les engagements contractuels des divers signataires du traité de Locarno. De plus il ne voudrait pas laisser s'élever le moindre doute sur sa propre opinion, à savoir qu'il estime que ces alliances militaires sont incompatibles avec l'esprit et la lettre du Pacte de la Société des Nations.

Aussi longtemps que le concept de pacte de non-immixtion n'aura pas été l'objet d'une définition extrêmement précise, il nous sera aussi impossible de signer des pactes de ce genre que d'accepter des obligations illimitées d'aide et d'assistance. Nous autres Allemands, nous aurions en réalité, plus que tous autres, motif de nous féliciter qu'on puisse enfin trouver une voie ou une méthode permettant d'entraver ou d'empêcher l'action de forces extérieures sur la vie politique intérieure des peuples. L'Allemagne n'a-t-elle pas été, depuis la fin de la guerre mondiale, une victime de telles perturbations continues? Notre parti communiste était la section d'un mouvement solidement établi à l'étranger et en recevait ses directives politiques.

Tous les soulèvements en Allemagne étaient inspirés du dehors et en recevaient appui matériel. Ce que l'univers entier savait d'ailleurs fort bien sans autrement s'en émouvoir.

Toute une armée d'émigrés agit de l'étranger contre nous.

A Prague, à Paris et dans d'autres villes on ne cesse d'imprimer des journaux révolutionnaires allemands qui sont ensuite introduits en contrebande en Allemagne. Des appels à la violence trouvent l'accueil le plus empressé non seulement dans ces organes, mais encore dans d'autres grands journaux. Des postes émetteurs clandestins invitent du dehors à des attentats en Allemagne. D'autres font en langue allemande de la propagande pour des organisations terroristes interdites en Allemagne. Des tribunaux

sont ouvertement constitués à l'étranger pour tenter d'intervenir dans l'administration de la justice allemande, etc., etc. Quelque intéressés que nous soyons nous-mêmes à mettre un terme à de telles tentatives et méthodes, nous ne voulons cependant pas courir le risque immense qu'en cas d'une définition insuffisante de tels faits, un régime qui, à l'intérieur, n'a pas d'autres bases juridiques que la violence, considère le premier soulèvement venu comme une immixtion provenant d'influences étrangères et, pour se maintenir, fasse appel à l'appui armé prévu par les traités.

On ne contestera guère que les frontières politiques de l'Europe ne coïncident pas et ne peuvent pas coïncider avec les frontières d'idées de cette partie du monde.

Depuis l'introduction du christianisme, certaines idées se sont répandues dans la communauté des peuples européens et des destinées européennes et, au delà des frontières étatiques et nationales, ont créé des rapports et des éléments de liaison. Quand, par exemple, un membre d'un cabinet étranger regrette que l'Allemagne actuelle ne reconnaisse plus certaines idées admises à l'ouest de l'Europe, il devrait alors en déduire logiquement qu'inversement les conceptions du nouveau Reich ne peuvent pas rester sans effet sur l'un ou l'autre des pays allemands.

L'Allemagne n'a pas l'intention et encore moins la volonté de s'immiscer dans les affaires intérieures de l'Autriche, de l'annexer ou de se la rattacher. Or, étant donné le sentiment élé-

mentaire de solidarité résultant de communes origines nationales, le peuple et le Gouvernement allemands désirent tout naturellement que le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes ne soit pas seulement reconnu aux peuples étrangers, mais aussi partout au peuple allemand.

Quant à moi, je crois qu'à la longue il n'est pas de régime qui puisse résister s'il n'est ancré dans le peuple, s'il n'est pas son émanation et s'il n'est pas désiré par le peuple.

Qu'il n'y ait pas de difficultés de ce genre entre l'Allemagne et la Suisse, en grande partie de race germanique, il faut tout simplement l'attribuer au fait que l'indépendance de la Suisse est *réelle* et que personne ne doute que le Gouvernement de ce pays ne soit l'expression véritable de la volonté du peuple.

Nous autres Allemands avons tout motif de nous féliciter d'avoir à nos frontières un Etat ayant un très haut pourcentage de population germanique, un Etat d'une solidité à toute épreuve et en possession d'une indépendance véritable et effective. L'Allemagne regrette d'autant plus la tension résultant du conflit avec l'Autriche qu'elle a amené une perturbation dans nos relations antérieurement si bonnes avec l'Italie, Etat avec lequel nous n'avons, par ailleurs, aucune opposition d'intérêts.

Si je passe de ces considérations générales à une fixation plus précise des problèmes actuels qui se posent, je me vois amené à formuler comme suit la position prise par le Gouvernement allemand :

1. — LE GOUVERNEMENT ALLEMAND DÉCLINE LA DÉCISION PRISE A GENÈVE, LE 17 AVRIL. CE N'EST PAS L'ALLEMAGNE QUI A UNILATÉRALEMENT VIOLÉ LE TRAITÉ DE VERSAILLES. LE TRAITÉ DE VERSAILLES A ÉTÉ VIOLÉ UNILATÉRALEMENT SUR DES POINTS CONNUS ET, PAR SUITE, ANNULÉ PAR LES PUISSANCES QUI N'ONT PAS PU SE RÉSOUDRE A FAIRE SUIVRE LE DÉSARMEMENT DE L'ALLEMAGNE, RÉCLAMÉ PAR EUX, DE LEUR PROPRE DÉSARMEMENT, PRÉVU DANS LE TRAITÉ.

Cette nouvelle discrimination infligée, par la résolution de Genève, à l'Allemagne, met le Gouvernement allemand dans l'impossibilité de rentrer au sein de la Société des Nations avant que les conditions préalables d'une vraie égalité des droits pour tous les participants aient été réalisées. A cet effet, le Gouvernement allemand considère comme indispensable d'établir une séparation précise entre le Traité de Versailles, basé sur une distinction entre vainqueurs et vaincus, et la Société des Nations, qui doit être basée sur une estimation égale et sur une égalité des droits de tous ses membres.

Cette égalité des droits doit s'étendre à toutes les fonctions et à tous les droits matériels de la vie internationale.

2. — LE GOUVERNEMENT ALLEMAND, A LA SUITE DU NON-ACCOMPLISSEMENT DES OBLIGATIONS DE DÉSARMEMENT DE LA PART DES AUTRES ÉTATS, S'EST, DE SON CÔTÉ, LIBÉRÉ DES ARTICLES QUI, PAR SUITE DE LA

CHARGE, DÉSORMAIS UNILATÉRALE IMPOSÉE A L'ALLEMAGNE, A L'ENCONTRE DU TRAITÉ, REPRÉSENTENT POUR CETTE NATION UNE CHARGE ET UNE DISCRIMINATION D'UNE DURÉE ILLIMITÉE.

Le Gouvernement allemand déclare cependant d'une manière solennelle que ces mesures prises par lui se rapportent exclusivement aux points qui constituent pour le peuple allemand une discrimination morale et matérielle. C'est pourquoi le Gouvernement allemand respectera absolument les articles concernant la vie en commun des nations, y compris les prescriptions territoriales, et ne réalisera que par une entente pacifique les revisions inévitables au cours des temps.

3. — LE GOUVERNEMENT ALLEMAND A L'INTENTION DE NE SIGNER AUCUN TRAITÉ QUI LUI PARAISSE INEXÉCUTABLE, MAIS IL EXÉCUTERA SCRUPULEUSEMENT TOUT TRAITÉ VOLONTAIREMENT SIGNÉ, MÊME S'IL A ÉTÉ RÉDIGÉ AVANT SON ACCESSION AU POUVOIR.

C'est pourquoi il observera et remplira toutes les obligations que les autres contractants se montreront prêts à respecter. Le Gouvernement allemand voit dans le respect de la zone démilitarisée une contribution à la pacification de l'Europe qui, pour un Etat souverain, est d'une lourdeur inouïe. Il croit devoir faire remarquer que l'accumulation continue de troupes, de l'autre côté de la frontière, ne peut guère être consi-

dérée comme un complément de ses propres efforts.

4. — LE GOUVERNEMENT ALLEMAND EST PRÊT A PARTICIPER EN TOUT TEMPS A UN SYSTÈME DE COOPÉRATION COLLECTIVE, AYANT POUR BUT D'ASSURER LA PAIX EUROPÉENNE.

Mais il considère comme nécessaire qu'on tienne compte de la loi de l'éternel « devenir », en maintenant ouverte la voie de la revision des traités. Il voit dans cette possibilité d'une évolution réglée d'un traité un élément de garantie pour la paix, et il considère l'étouffement de toute évolution nécessaire comme une compression pouvant provoquer des explosions.

5. — LE GOUVERNEMENT ALLEMAND EST D'AVIS QUE LA RECONSTRUCTION D'UNE COOPÉRATION EUROPÉENNE NE PEUT S'EFFECTUER DANS LE CADRE DE CONDITIONS UNILATÉRALEMENT OCTROYÉES.

Il croit qu'il est préférable, étant donné que les intérêts des partis ne sont pas toujours les mêmes, de se contenter toujours d'un minimum au lieu de faire échouer cette coopération en posant un maximum d'exigences irréalisables. Il est en outre convaincu que cette entente, visant à un but grandiose, ne peut se faire que par étapes.

6. — LE GOUVERNEMENT ALLEMAND EST PRÊT, EN PRINCIPE, A CONCLURE, AVEC CHACUN DES ÉTATS VOISINS, DES PACTES DE NON-

AGRESSION ET A LES COMPLÉTER PAR TOUTES LES DISPOSITIONS, VISANT A ISOLER LES BELLIGÉRANTS ET A LOCALISER LE FOYER DE GUERRE.

Il est prêt, en particulier, à accepter toutes les obligations qui résultent de ces pactes relativement à la livraison de matériel et d'armes en temps de paix ou en temps de guerre, et qui sont assumées et respectées par tous les contractants.

7. — LE GOUVERNEMENT ALLEMAND EST PRÊT, POUR COMPLÉTER LE PACTE DE LOCARNO, A SE RALLIER A UNE CONVENTION AÉRIENNE ET A EN DISCUTER LES CLAUSES.

8. — LE GOUVERNEMENT ALLEMAND A FAIT CONNAÎTRE LES PROPORTIONS DE LA RÉORGANISATIONS DE LA NOUVELLE ARMÉE ALLEMANDE.

Il ne s'en écartera en aucun cas. Il ne peut voir, dans l'exécution de son programme, une menace quelconque pour une autre nation, ni sur terre, ni dans l'air, ni sur mer. Il est prêt à tout moment à s'imposer, dans ses armements, les limitations que les autres Etats accepteront eux aussi. Le Gouvernement allemand a déjà, spontanément, fait connaître certaines limitations précises de ses projets. Il a ainsi donné la meilleure preuve de sa volonté d'éviter une course sans fin aux armements. Le fait qu'il a limité les armements aériens allemands sur la base de la parité avec les diverses autres grandes

nations de l'Ouest permet, à tout instant, de fixer une limite maxima, que l'Allemagne s'engagera formellement à respecter, elle aussi.

La limitation de la marine allemande aux 35 0/0 de la flotte anglaise représente une proportion encore de 15 0/0 inférieure au total de la flotte française. Comme on a pu lire dans différents commentaires de presse que cette revendication n'était qu'un début et qu'elle s'enflerait notamment avec la possession de colonies, le Gouvernement allemand a formellement déclaré que cette exigence avait un caractère définitif et nullement provisoire : l'Allemagne n'a ni l'intention ni le pouvoir et elle n'éprouve pas la nécessité de participer à une nouvelle course aux armements navals, quelle qu'elle soit.

Le Gouvernement allemand reconnaît spontanément l'importance vitale et, par suite, la légitimité de la prédominance navale de l'Empire britannique, absolument comme nous sommes décidés, nous autres, à faire tout ce qui est nécessaire pour la protection de notre existence continentale et de notre liberté. Le Gouvernement allemand a, très sincèrement, l'intention de mettre tout en œuvre pour établir et maintenir avec le peuple et l'Etat anglais des relations devant empêcher à jamais entre les deux peuples le retour d'une lutte comme la dernière, la seule jusqu'ici qui les ait vus aux prises.

9. — LE GOUVERNEMENT ALLEMAND EST PRÊT A PARTICIPER, D'UNE MANIÈRE ACTIVE, A TOUS LES EFFORTS TENTÉS EN VUE D'UNE

LIMITATION « PRATIQUE » DES ARMEMENTS.

A mon avis, la seule possibilité d'atteindre ce but c'est le retour aux idées de l'ancienne Convention de la Croix-Rouge de Genève. Il n'admet d'abord, comme possible, qu'une suppression progressive, en même temps qu'une prescription des armes et des méthodes de combat qui, de par leur nature même, sont en désaccord avec la Convention de Genève déjà en vigueur.

Il croit, en outre, que, comme l'emploi de balles dum-dum a été autrefois défendu et, d'une manière générale, a été aussi pratiquement empêché, on pourra également réussir à défendre l'emploi de certaines armes et à l'empêcher aussi, pratiquement. Il entend par ces armes en premier lieu toutes celles qui, dans le combat, apportent la mort et la destruction, moins aux soldats combattants qu'aux femmes et aux enfants ne prenant pas part au combat même.

Le Gouvernement allemand considère comme fausse et inefficace l'idée de supprimer les avions, tout en laissant libre le bombardement. Mais il considère possible d'interdire d'une manière internationale l'emploi de certaines armes, comme contraire au droit des gens, et de discriminer les nations qui se servent pourtant de telles armes en les mettant au ban de l'humanité, de ses droits, de ses lois.

Il croit que, dans ce cas également, on n'arrivera à un résultat qu'en procédant graduellement. Ainsi donc : défense de lancer des bombes

gazogènes, incendiaires ou explosives en dehors d'une véritable zone de combat. Cette limitation peut être poursuivie jusqu'à complète discrimination internationale du lancement des bombes. Mais tant que le lancement des bombes en soi reste libre, toute limitation du nombre d'avions de bombardement semble sans fruit, étant donné la possibilité de les remplacer rapidement.

Mais si le lancement des bombes en soi est stigmatisé comme acte barbare contraire au droit des gens, la construction d'avions de bombardement sera bientôt considérée comme superflue et inutile et prendra fin automatiquement.

Si, grâce à la Convention de la Croix-Rouge de Genève, l'on a réussi autrefois à empêcher peu à peu le meurtre possible des blessés sans défense ou des prisonniers, il doit alors être également possible d'interdire, par une convention analogue, le bombardement aérien contre la population civile, sans défense, pour arriver enfin à l'interdiction absolue.

L'Allemagne voit, dans une telle manière fondamentale de traiter ce problème, un plus grand apaisement et une plus grande sécurité des peuples que dans tous les pactes d'assistance et dans toutes les conventions militaires.

10. — LE GOUVERNEMENT ALLEMAND EST PRÊT A APPROUVER TOUTE LIMITATION AYANT POUR BUT DE SUPPRIMER DES ARMES LOURDES PROPRES SURTOUT A L'ATTAQUE.

Ces armes comprennent : d'abord l'artillerie la plus lourde, ensuite les tanks les plus lourds.

Étant donné les fortifications formidables de la frontière française, une telle suppression internationale de l'arme d'attaque la plus lourde donnerait automatiquement à la France une sécurité de cent pour cent.

11. — L'ALLEMAGNE SE DÉCLARE PRÊTE A APPROUVER TOUTE LIMITATION DES CALIBRES DE L'ARTILLERIE, DES VAISSEAUX DE LIGNE, DES CROISEURS ET DES TORPILLEURS.

Le Gouvernement allemand se déclare prêt, de même, à accepter toute limitation internationale du déplacement des vaisseaux. Enfin, le Gouvernement allemand est prêt à accepter la limitation du déplacement des torpilleurs ou même leur suppression complète, dans le cas d'un règlement international analogue.

De plus, il donne l'assurance qu'il se rallie, d'une manière générale, à toute limitation des armements ou à toute suppression des armements, internationale et efficace, dans un même délai.

12. — LE GOUVERNEMENT ALLEMAND EST D'AVIS QUE TOUTES LES TENTATIVES FAITES EN VUE DE RÉALISER A L'AIDE D'ACCORDS INTERNATIONAUX OU D'ACCORDS ENTRE PLUSIEURS ÉTATS UN APAISEMENT EFFICACE DE CERTAINES TENSIONS EXISTANT ENTRE DES ÉTATS DÉTERMINÉS RESTERONT VAINES, TANT QUE LES MESURES NÉCESSAIRES N'AURONT PAS ÉTÉ PRISES POUR RÉUSSIR A

EMPÊCHER QUE L'OPINION PUBLIQUE DES PEUPLES NE SOIT EMPOISONNÉ, PAR DES GENS MALVEILLANTS, SOUS FORME DE DISCOURS, D'ÉCRITS, DE FILMS, DE PIÈCES DE THÉÂTRE.

13. — LE GOUVERNEMENT ALLEMAND EST TOUJOURS PRÊT A S'ASSOCIER A UN ACCORD INTERNATIONAL ARRÊTANT ET EMPÊCHANT D'UNE MANIÈRE EFFICACE TOUTE TENTATIVE D'INGÉRENCE VENANT DU DEHORS DANS LES AFFAIRES D'UN ÉTAT.

Il doit pourtant exiger qu'une telle réglementation soit *internationale* et profite à tous les Etats. Cependant, étant donné que, dans les pays dont le Gouvernement n'est pas soutenu par la confiance générale du peuple, des soulèvements à l'intérieur du pays risquent d'être attribués à une ingérence venue de l'extérieur, il importe que la notion d'*ingérence* soit nettement définie internationalement.

Députés!

Hommes du Reichstag allemand!

Je me suis efforcé de vous présenter un exposé des pensées qui nous animent aujourd'hui. Quels que soient les soucis qui pèsent sur nous dans le détail, je considère qu'il est incompatible avec mon devoir de chef de la nation et de chancelier du Reich de formuler le moindre doute quant à la possibilité de maintenir la paix. Les peuples

la veulent. Les gouvernements doivent avoir les moyens de la sauvegarder. Je crois que la restauration de la force armée allemande constituera un élément de cette paix. Non parce que nous projetterions de lui donner une ampleur insensée, mais parce que le seul fait de son existence comble un vide périlleux en Europe. L'Allemagne n'a pas l'intention d'accroître indéfiniment des armements. Nous ne possédons point dix mille avions de bombardement et nous ne les construisons pas; bien au contraire, nous nous sommes imposés nous-mêmes une limite susceptible d'assurer, selon notre conviction, la protection de la nation allemande sans heurter l'idée de la sécurité collective et de sa réglementation. Nous ne souhaitons rien de mieux que de voir un règlement de ce genre nous laisser les moyens d'employer l'activité de notre peuple à des productions plus utiles que la fabrication d'un outillage destiné à la destruction des vies humaines et des richesses.

Nous croyons que si les peuples de l'univers pouvaient s'entendre pour anéantir dans un geste commun toutes leurs bombes incendiaires, à gaz ou explosives, ils y trouveraient assurément plus de profit qu'à s'en servir pour s'entre-tuer mutuellement.

Lorsque je tiens ce langage, je ne parle plus comme représentant d'un Etat sans défense, auquel un pareil acte de la part des autres n'apporterait que des avantages sans lui imposer d'obligations. Je n'ai pas l'intention de me mêler aux discussions qui ont surgi çà et là dans les

derniers temps quant à la valeur de l'armée nationale et à celle des autres armées, ou au manque de courage du soldat étranger contrairement à la bravoure exceptionnelle de la propre nation.

Nous tous, nous savons, hélas! combien de millions d'intrépides et héroïques adversaires se sont trouvés en face de nous durant la guerre mondiale. Et à nous Allemands l'histoire peut assurément rendre le témoignage que nous avons moins souvent connu l'art de vivre raisonnablement que celui de mourir comme il convient. Je sais que, si le pays venait à être attaqué, le citoyen allemand remplirait plus que jamais son devoir de soldat, car quinze longues années d'expérience lui ont enseigné ce qu'est le sort des peuples vaincus. Cette conviction profonde nous impose à tous une lourde responsabilité et par là même une obligation suprême.

Je ne saurais mieux achever le discours que je viens de prononcer devant vous, qui êtes mes camarades de combat et les hommes de confiance de la nation, qu'en renouvelant notre profession de foi en faveur de la paix. La nature de notre nouvelle constitution nous donne le moyen de mettre fin en Allemagne aux excitations guerrières. Puissent les autres peuples réussir à donner une expression courageuse aux aspirations véritables de leur cœur. Quiconque brandit en Europe la torche incendiaire de la guerre, ne peut souhaiter que le chaos. Quant à nous, nous vivons dans la ferme persuasion que ce que notre temps voit s'accomplir, ce n'est point la chute de l'occident mais bien sa résurrection.

Qu'il soit donné à l'Allemagne d'apporter une contribution impérissable à cette grande œuvre, telle est notre fière espérance et notre inébranlable conviction.

II

*Discours prononcé au Reichstag le 7 mars 1936,
le jour de l'entrée des troupes allemandes en
Rhénanie.*

Hommes du Reichstag allemand!

Le Président du Reichstag allemand, notre camarade Goering, vous a convoqués de ma part à cette séance pour vous permettre d'entendre une déclaration du Gouvernement du Reich concernant les questions dont tout le peuple allemand juge, comme vous-mêmes, qu'elles présentent une importance qu'on qualifie de décisive.

Lorsque dans ces grises journées de novembre 1918 le rideau s'abaissa sur la sanglante tragédie de la grande guerre, des millions d'êtres humains, dans le monde entier, se reprirent à respirer. Pareille à l'annonce d'un printemps prochain, une espérance souffla sur les peuples qui non seulement pensaient que l'une des pires

catastrophes de l'histoire venait de prendre fin, mais s'imaginaient encore qu'une époque pleine d'erreurs et de misères se trouvait à un tournant de l'histoire.

A travers tous les cris de guerre, les menaces farouches, les accusations, les malédictions et les condamnations, l'humanité avait perçu l'écho des déclarations du Président des Etats-Unis, où il était question d'une ère nouvelle et d'un monde meilleur.

Un ordre nouveau était élaboré en 17 points, qui devait esquisser une charte de la communauté des peuples et de l'humanité. Quelles que soient les critiques dont ils pouvaient être ou furent l'objet, ils avaient sans doute un avantage; la connaissance que le rétablissement pur et simple de l'ancien état de choses et le retour aux institutions et aux conceptions du passé devaient inmanquablement aboutir de nouveau aux mêmes conséquences. Et ce qu'il y avait d'attirant dans ces thèses, c'est qu'elles tentaient avec une indiscutable grandeur de donner de nouvelles lois à la vie commune des peuples et de leur insuffler un nouvel esprit d'où pourrait naître et grandir cette institution qui, appelée Société universelle des Nations, devait non seulement rapprocher les peuples, mais les rapprocher intérieurement par de mutuels égards et par une compréhension réciproque.

Il n'est pas de peuple qui se soit abandonné plus que le peuple allemand à l'attrait de ce mirage. Il avait eu l'honneur d'être contraint à lutter contre tout un monde, et le malheur de

succomber dans cette lutte. Vaincu, il se voyait maudit comme responsable d'un conflit qu'il n'avait pas pressenti, ni désiré. Le peuple allemand croyait à ces thèses avec la force d'une nation qui désespérait du monde et d'elle-même. Il s'engageait ainsi sur une voie qui devait être la plus douloureuse de son histoire. Nous tous, nous avons été durant de longues années victimes de cette foi imaginaire et avons dû en supporter les atroces conséquences. Je n'ai pas à rappeler ici les cruelles déceptions du peuple allemand. Je ne veux pas parler de la douleur, de l'affliction, du désespoir dont ces années furent remplies pour le peuple allemand et pour nous. Nous avons été entraînés dans une guerre dont nous étions tout aussi innocents ou coupables que les autres. Mais précisément parce que nos sacrifices étaient les plus grands, nous étions les plus accessibles à une croyance dans des temps meilleurs.

Toutefois nous ne sommes pas les seuls, nous les vaincus, qui ayons éprouvé comment à ce mirage d'une nouvelle ère humaine se substituait une lamentable réalité; il y eut aussi les vainqueurs.

Depuis que les hommes d'Etats d'alors se sont rencontrés à Versailles pour décréter un nouveau régime mondial, dix-sept années se sont écoulées. C'est plus qu'il n'en faut pour juger des tendances générales d'une évolution. Point n'est besoin de rechercher et de collectionner les critiques que la littérature et la presse ont faites de cette période pour arriver à un juge-

ment décisif; non, il suffit de jeter un regard sur le monde actuel, sur la vie réelle, sur ses espoirs et ses déceptions, sur ses crises et ses combats, pour recevoir une réponse non équivoque sur le jugement de cette évolution.

Loin que les tensions se soient peu à peu relâchées, loin que les contrastes qui séparent les hommes se soient atténués, nous voyons hélas l'inquiétude et les soucis s'accroître plutôt que diminuer.

La suspicion et la haine, l'envie et la cupidité, la méfiance et la calomnie sont les sentiments qui dominent visiblement et manifestement les peuples. La paix qui devait jadis servir de clef de voûte éternelle au tombeau de la guerre est devenue la semence funeste de nouvelles querelles. Partout où nous portons nos regards, nous voyons s'élever l'incendie des troubles intérieurs ou extérieurs. Il ne se passe pas d'année où, au lieu des cloches de la paix, l'oreille ne perçoive en quelque lieu de la terre le fracas des armes.

Comment donc être surpris qu'une si profonde déception ébranle dans l'âme des peuples la foi dans la valeur d'un ordre universel qui semble compromis d'une manière catastrophique?

De nouvelles idées cherchent à s'emparer des hommes, et ceux qu'elles ont gagnés se lèvent aussitôt pour de nouvelles conquêtes. L'histoire reconnaîtra un jour que, depuis la fin de la guerre, la terre a été secouée par des bouleversements moraux, politiques et économiques tels

qu'il ne s'en produit d'ordinaire qu'au bout de millénaires pour donner leurs sens particuliers et leurs caractères aux peuples et aux continents. Qu'on y réfléchisse : depuis 1918, la tension entre les peuples est devenue bien pire qu'elle ne l'avait jamais été auparavant. La révolution bolchevique imprime son cachet non seulement extérieurement sur l'un des plus grands pays du monde, mais elle le met intérieurement dans une complète opposition philosophique et religieuse, avec les nations qui l'entourent.

Ce ne sont point uniquement les idéologies humanitaires, économiques et politiques qui s'écroulent et qui ensevelissent leurs représentants, partis, organisations et Etats; non c'est un monde d'idées qui tombe en ruines, c'est un dieu que l'on détrône, des religions et des églises qu'on extermine, une croyance en l'au-delà qui disparaît, pendant que ce monde voué à d'innombrables tourments est proclamé comme la seule réalité existante. Empires et Royaumes s'abîment et s'effacent même peu à peu des mémoires, tandis que d'autres peuples abandonnent leurs démocraties parlementaires pour ériger à leur place de nouvelles formes politiques. Parallèlement, des principes économiques qui passaient jadis pour être le fondement même de la société humaine sont dépassés et remplacés par des maximes contraires. Pendant ce temps les horreurs du chômage, de la misère et de la famine fondent sur les peuples et entraînent dans leur tourbillon des millions d'êtres humains. Les hommes étonnés découvrent que le dieu de la

guerre n'a point déposé son armure, mais qu'il s'avance sur la terre plus lourdement cuirassé que jamais. Si jadis des centaines de mille hommes armés se levaient pour soutenir les buts d'une politique impérialiste dictée par les intérêts d'une dynastie, d'un gouvernement ou d'une nation, aujourd'hui les millions de soldats qui se préparent à combattre, entraînant les peuples à leur suite, se dressent pour défendre de nouvelles idéologies telles que la révolution mondiale, le bolchévisme ou même pour la défense de cette idole « Plus jamais la guerre! »

Députés! Si je mets ces faits sous vos yeux et sous ceux du peuple allemand, c'est moins pour faire sentir la tragique grandeur du temps où nous vivons que pour montrer l'insuffisance spirituelle de ceux qui se prétendaient alors appelés à instaurer dans le nom d'une nouvelle ère d'évolution pacifique et d'heureuse prospérité.

Il est encore un fait que je tiens à constater à cette heure : c'est que ce n'est pas à nous qu'incombe la responsabilité d'un semblable développement, car après la terrible catastrophe et durant la période d'humiliation et d'impuissance où nous nous débattîmes, nous n'eûmes ni la force ni le pouvoir d'offrir des idées au monde, et moins encore de lui prescrire des lois. Ce privilège fut réservé aux Puissants qui gouvernaient alors la terre. Quant à l'Allemagne, elle fut pendant plus de quinze ans au nombre des gouvernés.

Si je mentionne ceci, c'est que je voudrais également faire comprendre au peuple allemand,

et peut-être aussi à d'autres gens, qu'en suivant de faux principes on aboutit nécessairement à de faux résultats. Que nous ayons eu, nous, particulièrement à souffrir d'un pareil développement, c'est, en partie, ainsi que je l'ai dit, la conséquence naturelle de la chute profonde où nous avions été entraînés. Mais si le monde entier ne fut pas épargné par cette série ininterrompue de tensions et de crises, cela tient à l'insuffisance de raison et de bon sens avec laquelle furent envisagés et traités les problèmes qui concernaient les peuples, soit individuellement, soit dans leurs rapports entre eux.

Or, le point de départ de cette évolution fut ce funeste traité que l'avenir regardera comme une œuvre d'aveuglement humain et de passion déraisonnable, et qui demeurera dans l'histoire l'exemple typique de la façon dont on ne doit pas terminer les guerres si l'on ne veut pas plonger les peuples dans un nouveau désarroi.

C'est l'esprit de ce traité qui, étant donné les liens étroits qui le rattachent à la constitution de la communauté des nations, a pesé dès l'abord sur la Société des Nations et lui a enlevé sa valeur.

Depuis lors, il existe un désaccord entre le principe, seul logique, d'une Société des Nations composée de membres libres et égaux, et la distinction posée par le traité de Versailles entre vaincus, c'est-à-dire sans droits, et vainqueurs, c'est-à-dire ayant tous les droits.

C'est l'atmosphère morale de ce traité qui a engendré aussi l'étroitesse de vues avec laquelle

ont été abordés un grand nombre de problèmes mondiaux d'ordre politique ou économique. Des frontières ont été tracées entre les peuples sans qu'il fût tenu compte des nécessités évidentes de la vie ou des traditions du passé, la pensée dominante a été celle de la vengeance et des représailles et, conséquence naturelle, la crainte d'une revanche toujours possible de la part du vaincu. A un moment les hommes d'Etat eussent eu la possibilité, par un simple appel à la raison et au cœur des millions de soldats appartenant aux armées des peuples belligérants, de frayer la voie à une entente fraternelle facilitant au monde, et cela pour des siècles, la coopération entre les Etats et les nations. Or, c'est exactement le contraire qui s'est produit.

Et ce qu'il y a de pis, c'est que l'esprit de haine qui anime ce traité s'infiltra dans la mentalité générale des peuples, qu'il se mit à infecter l'opinion publique et qu'il aida au triomphe de la déraison. Les problèmes élémentaires de la vie internationale furent méconnus et il se répandit partout le poison destructeur d'un aveugle fanatisme.

On ne saurait ignorer ni contester qu'aujourd'hui encore le monde est soumis à de rudes épreuves. Ce qui est le plus fâcheux, c'est que les esprits sont non seulement trop aveugles pour voir les causes de ces malheurs, mais que les hommes se repaissent de l'infortune des autres, et que l'on se fait souvent une joie maligne de constater dans les discussions publiques des dangers et des menaces qui compromettent les

possibilités d'existence de tel ou tel autre peuple.

Il est regrettable, par exemple, que le monde ne veuille pas se donner la peine de comprendre les causes qui rendent si difficile au peuple allemand le maintien de son existence.

Mais ce qui est saisissant c'est de voir tant d'organes de la Presse constater chaque jour avec une réelle satisfaction les soucis dont est nécessairement accompagnée l'existence de notre peuple. Tant qu'il ne s'agit que de littérateurs sans importance, passe encore, mais il est regrettable que des hommes d'Etat, eux aussi, s'ingénient à découvrir dans les signes manifestes ou imaginaires de la misère et du dénuement d'un peuple des indices réjouissants pour la situation générale et son avenir.

Tout cela a commencé en 1918. C'est alors que s'est instauré cet « art de gouverner » qui crée stupidement des problèmes que ses auteurs n'ont plus ensuite le courage de résoudre ou qui leur arrachent perpétuellement des récriminations angoissées. Par cette conception on oublie complètement que démembrer les Etats et les peuples en dépit de leur histoire, ce n'est pas supprimer le facteur historique réel que forme un peuple, et que de telles mesures lui rendent seulement difficile ou même impossible la défense de ses intérêts vitaux, l'organisation de toute son existence. C'est ce même genre de faute qu'on a commis, dans le cas de l'Allemagne, en commençant par rompre la fibre vivace qui rattachait au reste du monde une nation de 65 mil-

lions d'habitants, et cela d'une façon méthodique, presque scientifique, en la dépouillant de toutes ses relations économiques, en confisquant tous ses capitaux à l'étranger, en anéantissant son commerce, en chargeant ce peuple d'une dette inouïe se montant à des chiffres astronomiques, ensuite en lui ouvrant des crédits à l'étranger pour pouvoir payer ces dettes et en le forçant à développer son exportation à tout prix pour pouvoir servir les intérêts de ces crédits, enfin en lui fermant tous débouchés. Ainsi, on a plongé ce peuple dans une pauvreté, dans une misère effroyable et après cela on l'a accusé d'incapacité de paiement ou de mauvaise volonté!

Voilà ce que l'on a ensuite appelé une « politique sage ».

Députés du Reichstag allemand! Si j'ai coutume de m'étendre si longuement sur ces problèmes psychologiques, c'est parce que je suis convaincu que l'on n'arrivera jamais à une pacification réelle de l'humanité si l'on ne modifie du tout au tout la conception de l'organisation des rapports internationaux entre les peuples. Les tensions, lourdes de conséquences, observées en Europe, proviennent de cette folle conception suivant laquelle on croit pouvoir se permettre de bousculer les intérêts les plus naturels des peuples. Il y a actuellement des politiciens qui semblent n'être satisfaits que si chez les peuples voisins le rapport entre les nécessités et les possibilités d'existence est aussi défavorable que possible. Plus ce rapport est mau-

vais, plus triomphal leur semble le succès de leur politique de haute clairvoyance.

Je voudrais que cette folie fût une leçon pour le peuple allemand et qu'il ne tombât pas dans des fautes semblables. Je voudrais que la nation allemande apprit à regarder les peuples comme des réalités historiques dont un fantaisiste pourrait souhaiter l'inexistence mais dont, en fait, la suppression serait inimaginable, et j'estime qu'il est insensé de vouloir créer un antagonisme entre ces réalités historiques et la satisfaction de besoins, qui leur rende possible de maintenir leur existence.

Bref entre ces réalités historiques et leurs exigences vitales parfaitement concevables. Je voudrais donc que le peuple allemand comprît les motifs intrinsèques de la politique extérieure nationale-socialiste, politique qui considère par exemple comme très pénible pour l'Allemagne qu'un peuple de 33 millions d'habitants n'ait accès à la mer que par un ancien territoire du Reich, mais qui reconnaît comme déraisonnable, parce qu'impossible, de vouloir purement et simplement contester à un si grand Etat le droit d'accéder à la mer. Ce ne peut être ni le sens ni le but d'une politique extérieure clairvoyante de créer des situations qui aussitôt exigent impérieusement d'être modifiées. Il se peut que des politiciens, en se prévalant notamment de leur « puissance », commettent de telles violations d'intérêts naturels et vitaux. Mais plus ces violations seront fortes et fréquentes, plus sera forte la pression des énergies, des forces accu-

mulées et violentées et finalement aura lieu l'explosion.

De tout cela, il résultera un redoublement de nouveaux moyens de pression qui, à leur tour, engendreront une contre-pression des énergies vitales du peuple frappé. Et c'est ainsi que le monde est dans une inquiétude anxieuse, dans l'attente de déflagrations menaçantes et s'obstine à ne pas reconnaître qu'en réalité seule la déraison de ses soi-disant hommes d'Etat est cause de cette évolution menaçante. Que de soucis seraient épargnés à l'humanité et notamment aux peuples européens si l'on avait respecté les conditions de vie naturelles et évidentes, si l'on en avait tenu compte dans l'organisation politique de l'espace vital en Europe ainsi que dans la collaboration économique. Ceci me semble absolument nécessaire si l'on veut à l'avenir obtenir des résultats meilleurs et plus satisfaisant qu'à l'heure actuelle.

Et c'est surtout vrai pour l'Europe.

LES PEUPLES EUROPÉENS NE CONSTITUENT, EN
DÉFINITIVE, QU'UNE GRANDE FAMILLE SUR
LA SURFACE DU MONDE.

Peut-être les peuples européens se disputent-ils souvent, mais ils sont tout de même unis par une parenté de nature, d'alliance ou d'affinité; au point de vue moral et culturel ainsi qu'au point de vue économique ils sont inséparables et on ne pourrait même imaginer une telle dissociation. Toute tentative pour considérer et régler les problèmes européens autrement que

suivant les lois d'une raison froide et supérieure, entraîne des réactions qui seront désagréables pour tous. Nous vivons à une époque où s'opère chez les peuples un mouvement interne d'adaptation sociale. L'homme d'Etat qui n'aura pas su reconnaître l'esprit de ce temps et, par des concessions, n'aura pas su apaiser les tensions au sein de son propre peuple et, si possible, les supprimer, sera balayé par les explosions qui nécessairement amèneront la détente ou, ce qui est plus probable encore, laisseront, pour commencer, un chaos de ruines.

Si l'homme d'Etat agit sagement en refrénant les trublions inutiles, il lui faut, en revanche, obéir aux poussées visibles de son époque et évoluer vers cet équilibre social qui se refuse à un extrême sans tomber dans un autre. Nous pouvons dès aujourd'hui prédire que, partout en Europe où l'on n'aura pas évolué de cette manière supérieure, les tensions ne feront que croître et, suivant le courant spirituel de l'époque, amèneront de force une solution. De tels principes appliqués sagement à l'intérieur des Etats doivent l'être également à leurs rapports entre eux si l'on entend sagement organiser et maintenir une famille de peuples telle qu'elle existe en Europe. Il n'est guère raisonnable de s'imaginer pouvoir, dans une maison aussi étroite que l'Europe, maintenir à la longue une communauté de peuples qui auraient des statuts et des rangs juridiques différents.

Toute tentative en ce sens aboutit à accumuler l'énergie et la force de volonté de ceux qui

sont atteints par l'injustice et, en retour, ce qui est tout naturel, à créer une recrudescence de la psychose d'angoisse chez les coupables.

Une telle politique, non seulement je la considère comme peu raisonnable, mais je la tiens comme insensée et, en outre, comme fort dangereuse. Je la considère comme particulièrement néfaste s'il s'y ajoute une campagne d'excitations intellectuelles qui, émanant de littérateurs à courte vue et d'agitateurs internationalement connus, mobilise, en faveur de cette folie, la passion des masses populaires déchaînées et hallucinées. En exprimant ces craintes, je ne fais qu'exprimer ce que des millions d'êtres humains pressentent, sentent et constatent sans pouvoir peut-être se faire une idée des causes profondes. Mais moi, Messieurs les députés du Reichstag, j'ai le droit de vous expliquer mes conceptions parce qu'elles expliquent en même temps nos expériences politiques, notre travail au sein du peuple et notre attitude en politique extérieure.

Puisque le reste du monde parle fréquemment d'une « question allemande », il est utile de se faire une idée objective de cette question. Pour beaucoup, cette « question » est celle du régime allemand, de la différence que l'on n'a nullement comprise entre le régime allemand et l'autre régime, dans le soi-disant « réarmement » que l'on considère comme une menace et dans toutes les conséquences fantasmagoriques que l'on croit pouvoir attendre de ce réarmement. Pour beaucoup, cette question réside dans le prétendu goût de guerre du peuple allemand, dans

ses velléités latentes d'agression ou dans son habileté diabolique à tromper l'adversaire.

Non, messieurs les politiciens! Le problème allemand est de tout autre nature!

67 millions d'hommes vivent en Allemagne sur un sol très limité et qui n'est pas partout fertile, cela fait 142 habitants en chiffres ronds par km².

Ces hommes ne sont pas moins diligents que les autres peuples d'Europe mais ils ont des besoins comme eux. Ils ne sont pas moins intelligents, mais ne sont pas, non plus, moins désireux de vivre. Ils ont tout aussi peu envie de se faire mitrailler à tout prix, héroïquement, pour quelque chimère que, disons, les Français ou les Anglais! Mais ils ne sont pas, non plus, moins courageux et, dans tous les cas, ils n'ont pas moins d'honneur que les citoyens d'autres pays d'Europe. Ils ont été jadis entraînés dans une guerre à laquelle ils croyaient aussi peu que d'autres Européens et dont ils sont exactement aussi peu responsables qu'eux.

Le jeune Allemand qui actuellement a vingt-cinq ans, était exactement âgé d'un an à l'époque qui a précédé immédiatement la guerre et au moment où elle a éclaté. On ne peut donc guère le rendre responsable de cette catastrophe des peuples. Et même l'Allemand le plus jeune que l'on eût pu en rendre responsable avait alors vingt-cinq ans, qui était l'âge auquel on pouvait en Allemagne commencer à voter. Actuellement, cette génération a donc cinquante ans au moins, ce qui veut dire que l'écrasante

majorité des hommes qui composent le peuple allemand a été contrainte par la force des choses de faire la guerre — tout comme la masse survivante actuelle du peuple français ou anglais. Bons citoyens, ils ont fait alors leur devoir, s'ils étaient en âge de le faire, tout comme les honnêtes citoyens français et anglais. Mauvais citoyens, ils n'ont pas fait leur devoir, peut-être ont-ils été des profiteurs de guerre ou ont-ils travaillé pour la révolution. Mais cette catégorie de gens ne se trouve plus dans nos rangs, ils vivent pour la plupart comme émigrés chez quelque hôte international.

Ce peuple allemand a autant de qualités que d'autres peuples et naturellement aussi autant de faiblesses et de défauts. Or, la question allemande c'est le fait que, par exemple, encore en 1935, ce peuple subissait un amoindrissement de son droit en expiation d'une faute qu'il n'a jamais commise, insupportable pour un peuple soucieux de son honneur, douloureux pour un peuple travailleur, révoltant pour un peuple intelligent.

La question allemande consiste, en outre, en ceci que, par un système d'actes et de mesures absurdes, d'excitations haineuses, on s'efforce de rendre encore plus difficile sa lutte, déjà si dure, pour l'existence. Et non seulement de la rendre plus difficile par des moyens artificiels mais aussi par des moyens insensés. Car, le reste du monde ne tire pas le moindre profit de cette aggravation des possibilités de vie pour l'Allemagne.

Par tête d'homme, l'Allemand dispose de dix-huit fois moins de terrain que, par exemple, le Russe. On comprendra combien ce fait à lui seul doit rendre et rend difficile sa lutte pour l'existence, pour le pain quotidien. Si le paysan allemand n'était pas si laborieux, si capable, si le peuple allemand n'avait pas un réel talent d'organisation, il serait presque impossible d'assurer l'existence de ses 67 millions d'habitants. Mais que penser de la niaiserie de ceux qui, même peut-être reconnaissant ces difficultés, éprouvent une joie enfantine à souligner notre misère dans des articles de journaux, dans des publications et dans des conférences, épiant les moindres signes de notre dénuement intérieur pour les étaler ensuite triomphalement devant le reste du monde. Ils seraient heureux, semble-t-il, que ce dénuement fût encore beaucoup plus grand, si nous ne réussissions par notre travail et notre intelligence à rendre toujours supportable une telle situation. Ils ne se rendent nullement compte que la question allemande revêtirait un tout autre aspect si les aptitudes de ces millions d'hommes venaient à diminuer et leur activité à mollir, cédant ainsi la place non seulement à la détresse mais à la folie politique.

C'est là une des questions allemandes, et le monde a tout intérêt à ce que ce problème du maintien des possibilités de vie de l'Allemagne soit résolue avec toujours plus de succès d'année en année, tout comme je désire que le peuple allemand comprenne et respecte, dans son

propre intérêt, chez les autres peuples, une solution heureuse de ces questions de vie ou de mort.

Venir à bout de ces difficultés en Allemagne, c'est d'abord l'affaire du peuple allemand lui-même et cela n'a pas à intéresser le reste du monde. Cela ne touche aux intérêts des autres peuples que par le fait que le peuple allemand, en résolvant cette question, est obligé d'entretenir des relations économiques avec les autres peuples comme acheteur et vendeur. Et, de ce point de vue, il serait encore de l'intérêt de ces autres peuples de comprendre notre problème, c'est-à-dire de comprendre que lorsqu'un peuple de 40, 50 ou 60 millions réclame du pain, ce n'est point là une manifestation de méchanceté diabolique de la part du régime ou de certains gouvernements, mais que l'on se trouve en présence de l'expression naturelle de l'instinct de vie. On devrait comprendre que des peuples rassasiés sont plus raisonnables que des peuples affamés et que les gouvernements ne devraient pas être seulement intéressés par le ravitaillement suffisant de leurs propres peuples, mais aussi par celui des Etats et des peuples voisins et que, par conséquent, il est de l'intérêt général dans le sens le plus élevé du terme, de faciliter un effort visant à maintenir son existence. Avant la guerre, les conceptions étaient différentes et on allait jusqu'à chercher un motif de guerre dans l'idée qu'une partie de la famille européenne se trouverait d'autant mieux que l'autre irait plus mal.

LE PEUPLE ALLEMAND N'A PAS BESOIN D'AIDE SPÉCIALE POUR MAINTENIR SON EXISTENCE. SEULEMENT IL NE VEUT PAS QUE SES CHANCES SOIENT INFÉRIEURES A CELLES DES AUTRES PEUPLES.

Voilà la première question allemande.

La deuxième question allemande est la suivante : comme la situation générale, ainsi que les conditions de la lutte économique du peuple allemand, sont extraordinairement défavorables, mais comme, d'autre part, son intelligence, sa diligence et, par suite, son standard naturel de vie sont fort élevés, il est nécessaire de bander à l'extrême toutes les énergies pour maîtriser cette première question allemande. On ne saurait d'ailleurs y réussir que si le peuple a, en politique extérieure, le sentiment de l'égalité des droits et de la sécurité politique. Il est impossible, à la longue, de traiter et de mener en ilote un peuple brave et pénétré du sentiment de l'honneur. Rien ne saurait mieux démontrer l'attachement à la paix du peuple allemand que le fait que, malgré ses capacités et son courage, et ses adversaires eux-mêmes ne les lui dénieront pas, et malgré le chiffre élevé de sa population, il ne s'est assuré qu'une part si modeste de territoire et de biens matériels.

Mais précisément ce trait de caractère de l'Allemand qui est d'être replié sur lui-même, ne permet pas qu'on le prive indignement de ses droits ou qu'on le maltraite.

Le funeste traité de Versailles, en voulant per-

pétuer au point de vue moral les résultats de la guerre, et cela d'une façon unique dans l'histoire, a créé cette question allemande qui, tant qu'elle n'est pas résolue, pèse dangereusement sur l'Europe, et dont la solution serait une délivrance pour notre continent.

Après la signature du traité de Versailles, en 1919, je me suis proposé de résoudre une fois pour toute cette question.

Non pas que je veuille faire du mal à la France ou à quelque autre pays, mais parce que le peuple allemand ne peut à la longue supporter la souffrance qui lui a été causée, il ne doit pas, il ne veut pas la supporter!

En 1932, l'Allemagne était à la veille d'une débâcle bolchévique. Ce qu'un chaos de ce genre dans un aussi grand pays aurait été pour l'Europe, quelques hommes d'Etat européens auront peut-être encore l'occasion de s'en rendre compte ailleurs.

En tout cas, je n'ai surmonté la crise allemande, crise se manifestant surtout au point de vue économique, qu'en faisant appel à toutes les forces psychiques et morales de mon pays. L'homme qui voulait sauver l'Allemagne du bolchévisme devait poser la question de l'égalité des droits de l'Allemagne et la résoudre. Cela, non point pour nuire à d'autres peuples, mais, au contraire, pour leur éviter peut-être un plus grand malheur en empêchant une catastrophe dont les suprêmes conséquences pour l'Europe eussent été inimaginables. Car le fait que l'Allemagne a reconquis son égalité de droits n'a eu

aucune conséquence douloureuse pour le peuple français.

PAR CONTRE, LA RÉVOLUTION ROUGE ET L'EFFONDREMENT DU REICH AURAIENT PORTÉ A L'ORDRE ET A L'ÉCONOMIE DE L'EUROPE UN COUP DONT LA PLUPART DES HOMMES D'ÉTAT EUROPÉENS NE MESURENT PAS, HÉLAS! TOUTE LA PORTÉE.

La lutte que j'ai menée trois années durant pour le rétablissement de l'égalité des droits de l'Allemagne ne crée donc point un problème européen, mais en constitue la solution. C'est une tragédie que précisément le traité de Versailles ait créé une situation dont le maintien paraît indispensable au peuple français, parce qu'il le croit conforme à ses intérêts. Autant les avantages réels de cette situation étaient minimes pour le Français pris individuellement, autant la corrélation contre-nature établie entre la discrimination du peuple allemand, résultant du traité de Versailles, et les intérêts français était étroite. Peut-être faut-il aussi attribuer à la faiblesse de caractère de l'Allemagne d'après-guerre et de nos gouvernements d'alors, surtout de nos partis, la responsabilité de ne pas avoir suffisamment fait comprendre au peuple français et à ses hommes d'Etat sérieux l'inexactitude de cette manière de voir. Car plus les gouvernements qui nous ont précédés étaient mauvais, plus ils avaient à redouter un réveil national du peuple allemand. D'autant plus grande

était, par suite, la crainte de tout retour de l'âme nationale sur elle-même et, par suite, d'autant plus compréhensible leur propre assentiment à la diffamation internationale du peuple allemand à laquelle on se livrait partout. Ils avaient même littéralement besoin de cette honteuse emprise pour soutenir leur triste régime. La débâcle menaçante a éloquemment montré où ce système avait conduit l'Allemagne.

Il était naturellement difficile, en présence d'une pensée si ancrée dans l'esprit de nos voisins, de prouver que le rétablissement de l'égalité des droits de l'Allemagne non seulement ne leur était pas préjudiciable mais constituait même, en fin de compte, un avantage au point de vue international. Députés, membres du Reichstag, vous connaissez la voie difficile dans laquelle j'ai dû m'engager, depuis ce fatidique 30 janvier 1933, pour tirer le peuple allemand de sa situation indigne, pour lui assurer, progressivement, son égalité de droits sans le retrancher de la communauté politique et économique des nations européennes et, particulièrement, sans que la liquidation des conséquences d'une ancienne inimitié risquât d'en engendrer une nouvelle. Je suis certain que l'histoire confirmera un jour qu'à aucun moment de mon activité en faveur du peuple allemand je n'ai perdu de vue les devoirs que j'ai et que nous avons tous vis-à-vis du maintien de la culture et de la civilisation européennes.

Mais l'une des conditions d'existence de l'Europe dont la caractéristique réside précisément

dans la multitude de ses cultures, est la présence d'Etats nationaux indépendants.

Libre à chaque peuple de l'Europe d'avoir la conviction que c'est lui qui a apporté la contribution la plus large à notre culture occidentale. Somme toute, nous ne voudrions renoncer à rien de ce que les différents peuples ont apporté à cette culture et ne voulons pas non plus disputer de l'importance de cet apport, nous reconnaissons volontiers que l'émulation européenne est incontestablement à la source des réussites européennes dans les domaines les plus variés de la culture humaine. Aussi, quelque disposés que nous soyons à collaborer à l'activité de ce monde culturel européen en tant que membre libre et égal en droits, autant nous sommes acharnés et résolus à rester ce que nous sommes.

Pendant ces trois années, je me suis constamment efforcé — hélas! trop souvent en vain! — de trouver une base d'entente avec le peuple français. Plus nous nous éloignons des amertumes de la guerre mondiale et des années qui ont suivi, plus le mal s'estompe dans les mémoires pour laisser le premier rang aux beaux aspects de la vie, de la connaissance et de l'expérience. Ceux autrefois qui s'affrontaient en ennemis impitoyables, s'estiment aujourd'hui, se regardent mutuellement comme les combattants valeureux d'une lutte épique passé et se considèrent de nouveau comme les représentants et les promoteurs d'une grande culture universelle et humaine. Pourquoi ne serait-il pas possible

de mettre fin à l'inutile lutte séculaire qui n'a apporté, ne pouvait apporter et n'apportera à aucun des deux peuples une décision définitive, et pourquoi ne pas remplacer ce conflit par des considérations s'inspirant d'une raison supérieure?

LE PEUPLE ALLEMAND N'EST PAS INTÉRESSÉ
A CE QUE LE PEUPLE FRANÇAIS SOUFFRE.
ET INVERSEMENT : QUEL AVANTAGE Y AU-
RAIT-IL POUR LA FRANCE A CE QUE L'ALLE-
MAGNE TOMBE DANS LA DÉTRESSE?

Quel profit retirerait le paysan français de la mauvaise situation du paysan allemand, et inversement? Quel avantage l'ouvrier français retirerait-il du dénuement du travailleur allemand? Et quel bénéfice y aurait-il pour l'Allemagne, pour l'ouvrier allemand, pour les classes moyennes et pour le peuple d'Allemagne à ce que la France soit frappée par le malheur?

J'ai cherché à résoudre en Allemagne les problèmes d'une haineuse théorie de lutte de classes dans le sens de la raison nationale supérieure et j'y suis arrivé. Pourquoi ne pourrait-on pas dégager ce problème des antagonismes généraux entre nations et Etats de l'Europe de son atmosphère de folie et de passion, pour le placer sous le jour apaisant d'une compréhension suprême?

Je me suis autrefois juré de combattre avec ténacité et courage pour l'égalité des droits de l'Allemagne et de la même façon je veux faire triompher ce principe : le sentiment de respon-

sabilité vis-à-vis d'une mutuelle compréhension et d'une coopération européenne.

Et si du côté de mes adversaires internationaux l'on m'objecte aujourd'hui que je refuse cependant cette coopération avec la Russie, je me vois obligé de répliquer ce qui suit.

JE NE REFUSE POINT ET N'AI JAMAIS REFUSÉ
DE COLLABORER AVEC LA RUSSIE, MAIS JE
REFUSE DE COLLABORER AVEC LE BOLCHÉ-
VISME QUI PRÉTEND A LA DOMINATION DU
MONDE.

Je suis Allemand, j'aime mon peuple et lui suis profondément attaché. Et je sais qu'il ne peut être heureux qu'en vivant à sa manière et selon sa nature. Je ne veux pas que l'horreur de la dictature de haine internationale du communisme s'abatte sur ce peuple qui, s'il est capable de pleurer, est aussi et a toujours été capable de rire de tout son cœur.

Je tremble pour l'Europe à la pensée de ce qu'il adviendrait de notre vieux continent surpeuplé si l'irruption de cette idéologie asiatique de destruction et de bouleversement de toutes les valeurs acquises devait assurer le triomphe de la révolution bolchévique.

Je passe peut-être aux yeux de nombre d'hommes d'Etat européens pour un avertisseur fantaisiste ou en tout cas incommode. Mais qu'aux yeux des meneurs tyranniques du bolchévisme international du monde je passe pour l'un de leurs plus grands ennemis, c'est pour moi un

grand honneur en même temps que la justification de ma conduite devant la postérité.

Je ne puis pas empêcher d'autres Etats de s'engager dans les voies qu'ils croient devoir ou, tout au moins, pouvoir suivre, mais quant à moi je saurai éviter que l'Allemagne ne s'engage, elle aussi, dans cette voie de perdition.

Et j'estime que cette perdition commencerait du moment où le gouvernement voudrait se prêter lui-même à une alliance avec pareille doctrine d'anéantissement.

Je ne vois pas la possibilité d'expliquer à l'ouvrier allemand le danger que présenterait pour l'Allemagne la calamité du chaos bolchévique qui m'émeut à ce point, si, en qualité de Führer, je manifestais moi-même l'intention de prendre un contact étroit avec ce risque.

Comme homme d'Etat et comme Führer, tout ce que j'attends et exige de chacun de mes compatriotes, je dois le faire moi aussi.

Je ne crois pas qu'un contact plus intime avec une conception qui pour un peuple est corruptrice, puisse être utile aux hommes d'Etat.

Nous avons au cours de l'histoire allemande des vingt dernières années suffisamment eu l'occasion d'accumuler des expériences à cet égard. Le premier contact avec le bolchévisme, en 1917, nous a valu la Révolution à nous-mêmes un an plus tard. Le second suffit pour amener l'Allemagne en quelques années au bord de l'abîme communiste. J'ai rompu ces liens et, par là, soustrait l'Allemagne à cette catastrophe. Rien ne pourra me déterminer à adopter une autre ligne

de conduite que celle que me dictent expérience, raison et prévision. Et je sais que cette conviction est devenue le trésor intellectuel de tout notre mouvement national-socialiste.

Avec une persévérance tenace nous trouverons la solution des tensions et des problèmes sociaux allemands dans la voie d'une évolution continue, nous assurant ainsi le bienfait d'un calme développement dont tous nos concitoyens profiteront. Les tâches renouvelées qui en résulteront pour nous nous rempliront de la joie de celui qui ne peut vivre que dans le labeur et dans une mission à remplir.

Si je transpose cette attitude de principe dans le domaine de la politique générale de l'Europe, cette dernière m'apparaît comme divisée en deux parties. La première se compose d'Etats nationaux autonomes et indépendants, de peuples auxquels nous sommes unis par mille liens variés historiques et culturels et auxquels nous voulons demeurer unis à tout jamais de même qu'aux nations indépendantes et libres des continents extraeuropéens. L'autre partie de l'Europe est celle régie par cette intolérante doctrine bolchéviste qui aspire à exercer une domination internationale universelle, qui préconise l'anéantissement des valeurs les plus durables immuables, transcendantes et qui sont sacrées pour nous, cela en vue d'un autre monde dont la culture, l'aspect et le contenu nous remplissent d'horreur.

Nous ne voulons pas avoir avec ce monde des relations autres que celles indispensables aux

rapports politiques et économiques internationaux d'usage.

Mais il y a quelque chose d'infiniment tragique dans le fait que le résultat des efforts sincères que nous avons poursuivis pendant de longues années pour gagner la confiance, la sympathie et les bons sentiments du peuple français a été la conclusion d'une alliance militaire, dont nous connaissons aujourd'hui les débuts, mais dont les conséquences finales — à moins que la Providence ne fasse preuve à l'égard de l'humanité de plus de miséricorde qu'elle n'en mérite — seront peut-être incalculables.

AU COURS DES TROIS DERNIÈRES ANNÉES JE
ME SUIS EFFORCÉ DE CRÉER, LENTEMENT
MAIS AVEC PERSÉVÉRANCE, LES BASES D'UNE
ENTENTE FRANCO-ALLEMANDE.

Ce faisant, j'ai toujours évité qu'on pût douter que l'une des conditions préalables de cette entente fût l'égalité absolue des droits et, par conséquent, une équivalence en droits du peuple allemand, de l'Etat allemand. J'ai considéré cette entente non seulement comme un problème à résoudre par des pactes, mais comme un problème qui doit être d'abord de tenir compte de la psychologie des deux peuples, car sa préparation ne doit pas être uniquement une affaire d'intellect, elle doit être aussi une question de sentiment. C'est du reste pourquoi on m'a fait souvent le reproche que mes offres d'amitié ne contenaient aucune proposition concrète. Cela n'est pas exact.

Ce qui pouvait être proposé de concret pour la détente des relations franco-allemandes, je l'ai courageusement proposé et de façon concrète.

Je n'ai pas hésité jadis à me rallier à la proposition d'une limitation des forces armées à 200.000 hommes. Lorsque cette proposition a été abandonnée par ses auteurs responsables, je me suis adressé au peuple français et aux gouvernements européens avec une nouvelle proposition aussi tangible. Mais cette proposition, celle de 300.000 hommes, a essuyé également un refus.

J'ai présenté toute une série d'autres propositions concrètes en vue de désintoxiquer l'opinion publique dans les différents Etats, ainsi que pour soumettre la conduite de la guerre à des principes plus élevés et ainsi, en dernière analyse, aboutir à un désarmement d'autant plus sûr qu'il était progressif. Une seule de ces propositions allemandes a été réellement prise en considération. Un gouvernement anglais au sens réaliste a adhéré à ma proposition d'établir entre la flotte allemande et la flotte britannique une relation permanente correspondant aux nécessités de la sécurité allemande tenant compte en même temps des énormes intérêts transocéaniques d'un grand Empire mondial. Et il m'est bien permis de signaler que cette convention est restée jusqu'aujourd'hui la seule tentative pratique de limitation des armements, la seule vraiment adéquate au problème, et, par conséquent aussi, la seule qui ait abouti.

Le gouvernement allemand est, vous le savez,

disposé à compléter cette convention par un accord qualitatif avec la Grande-Bretagne.

J'AI PROCLAMÉ LE PRINCIPE TRÈS CONCRET QUE LES PROGRAMMES COLLECTIFS D'UNE PACTOMANIE INTERNATIONALE ONT AUSSI PEU DE CHANCES DE RÉALISATION QUE LES PROPOSITIONS GÉNÉRALES D'UN DÉSARMEMENT UNIVERSEL D'AVANCE ACTUELLEMENT IRRÉALISABLE.

Je prétends qu'on ne peut aborder une telle question que par étapes successives. C'est donc pourquoi j'ai fait une proposition concrète de pacte aérien, fondé sur la parité des forces entre la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne. Le résultat de cette initiative a d'abord été une non-prise en considération de ma proposition, puis l'introduction, dans le champ de l'équilibre européen, d'un nouveau facteur est-européen-asiatique, dont la portée militaire échappe à tout calcul.

Pendant plusieurs années, je me suis occupé de propositions concrètes; seulement je n'hésite pas à déclarer que la préparation psychologique d'une entente m'a toujours paru au moins aussi importante que les propositions dites concrètes, et, dans ce domaine, j'ai fait plus qu'aucun homme d'Etat sincère de l'étranger n'a jamais été en droit de l'espérer. J'ai fait disparaître de l'atmosphère, en Allemagne, l'éternelle revendication pour la revision des frontières en Europe. On est malheureusement trop souvent d'avis,

et surtout les hommes d'Etat de l'étranger, que cette attitude et les actes qui en résultent sont sans grande importance. Qu'il me soit permis de faire observer que j'aurais aussi bien pu, en tant qu'Allemand, présenter, comme programme, par la plume ou par la parole, le rétablissement des frontières de 1914, ainsi que les ministres et les dirigeants de l'opinion publique française l'ont fait pour la France après 1871.

Ceux qui me critiquent ne devraient pas refuser de reconnaître que j'aurais été capable d'agir ainsi.

Il est beaucoup plus difficile, pour un nationaliste, de prêcher à son peuple la réconciliation que la violence.

Il eût été sans doute plus aisé, pour moi, d'exciter les instincts de revanche que d'éveiller et de cultiver le sentiment qu'une entente européenne est nécessaire. C'est pourtant ce que j'ai fait. J'ai nettoyé l'opinion publique allemande de ce genre d'attaques contre nos voisins.

J'AI ÉCARTÉ DE LA PRESSE ALLEMANDE TOUTE MANIFESTATION DE HAINE A L'ÉGARD DU PEUPLE FRANÇAIS.

Je me suis efforcé d'éveiller, dans la jeunesse de notre pays, une compréhension pour l'idéal d'une telle entente, et cet effort n'a certainement pas été vain. Il y a quelques semaines, lorsque nos hôtes français ont défilé dans le Stade Olympique, à Garmisch-Partenkirchen, ils ont eu, je crois, l'occasion de constater à quel point j'ai

réussi à modifier dans ce sens les sentiments profonds du peuple allemand.

Et cette disposition à chercher et à réaliser une telle entente importe plus que des subtils calculs d'hommes d'Etat en vue d'envelopper le monde d'un réseau de pactes juridiquement et matériellement inextricables.

Cet effort m'a été doublement difficile parce qu'il m'a fallu, dans le même temps, dégager l'Allemagne des nœuds complexes d'un traité qui la privait de son égalité de droits et dans le maintien duquel le peuple français — à tort ou à raison, c'est secondaire — a cru voir son intérêt.

J'ai eu encore, précisément parce que je suis un nationaliste allemand, à consentir un sacrifice particulièrement pénible pour le peuple allemand. On n'a jamais tenté jusqu'ici, tout au moins récemment, de contester purement et simplement à une nation qui avait perdu une guerre, ses droits de souveraineté sur d'importantes et anciennes parties de son territoire.

C'est uniquement dans l'intérêt de cette entente que j'ai consenti ce sacrifice, le plus lourd qu'on eût pu nous imposer au point de vue politique et moral; je voulais continuer à le supporter plus longtemps, croyant devoir maintenir un contrat susceptible de contribuer peut-être à désintoxiquer l'atmosphère politique entre la France et l'Allemagne, entre l'Angleterre et l'Allemagne, et de nature à renforcer le sentiment d'une sécurité mutuelle.

J'ai souvent, également devant cette assem-

blée, fait ressortir que non seulement nous étions prêts à supporter cette contribution si extraordinairement lourde, afin d'assurer la paix de l'Europe, aussi longtemps que les autres contractants rempliraient leurs obligations, j'ai ajouté que nous considérions ce contrat comme la seule tentative possible, parce que concrète, de créer une sécurité européenne.

Députés, vous connaissez le contenu et l'esprit de ce contrat. Il avait pour objet d'empêcher, pour toujours, le recours à la force armée, entre la France et la Belgique d'une part, l'Allemagne de l'autre. De pactes d'alliance déjà conclus auparavant par la France il résulta malheureusement une première mise à l'épreuve; cependant elle ne supprimait pas encore l'esprit du pacte rhénan de Locarno. C'est l'Allemagne qui a apporté à ce pacte la contribution la plus lourde, car tandis que la France hérissait sa frontière de fer, de béton, d'armes et y accumulait des garnisons, on nous forçait à maintenir complètement désarmé notre territoire du côté de l'ouest. Et cependant, nous avons respecté le contrat, dans l'espoir de servir la cause de la paix européenne et de contribuer à une entente entre les peuples en apportant cette contribution, si pénible pour une grande puissance.

Or ce pacte de Locarno est contredit par la convention que la France a conclue, l'année dernière, avec la Russie, convention qu'elle a déjà signée et qui vient d'être ratifiée par la Chambre des Députés.

Par suite de cette nouvelle convention franco-

soviétique la puissance militaire menaçante d'un empire immense se trouve introduite en plein centre de l'Europe, par la voie de la Tchécoslovaquie, qui vient de conclure une convention similaire avec la Russie. Ce qu'il y a d'inadmissible ici, c'est que, dans le cas d'un conflit qui se produirait à l'est de l'Europe, ces deux Etats, d'après leurs conventions, et sans tenir compte d'une décision qui aurait déjà été prise ou devrait être prise par la Société des Nations, s'engagent à trancher de leur propre chef la questions de culpabilité et à décider en conséquence si les obligations d'assistance mutuelle doivent, ou non, jouer.

Il est impossible de comprendre l'affirmation suivant laquelle l'obligation une fois stipulée serait ensuite supprimée en vertu d'une restriction additive. En effet, je ne puis, dans une clause, stipuler une certaine procédure, qui constitue une rupture expresse d'un engagement par ailleurs valable et conférer ainsi à cette procédure un caractère obligatoire, pour établir dans une autre clause qu'on ne doit point violer ces autres obligations. Dans ce cas, la première obligation ne serait pas raisonnable et, par suite, elle serait incompréhensible.

Ce problème est tout d'abord un problème politique et, comme tel, il doit être apprécié dans toute l'ampleur de sa grave importance.

LA FRANCE N'A PAS CONCLU CE PACTE AVEC
UNE PUISSANCE EUROPÉENNE QUELCONQUE.

Dès avant le pacte rhénan, elle avait des con-

ventions d'assistance mutuelle aussi bien avec la Tchécoslovaquie qu'avec la Pologne. L'Allemagne ne s'en est nullement formalisée, non seulement parce que ces pactes, à l'encontre du pacte franco-soviétique, se soumettaient aux décisions de la Société des Nations, mais parce que, aussi bien la Tchécoslovaquie d'alors que surtout la Pologne, suivront toujours d'abord une politique s'inspirant de leurs propres intérêts nationaux. L'Allemagne ne désire pas attaquer ces pays, et elle ne croit pas non plus qu'il soit de l'intérêt de ces Etats de diriger une attaque contre l'Allemagne. Mais, avant tout : la Pologne restera la Pologne et la France restera la France, tandis que la Russie des Soviets est le représentant organisé, sous forme d'Etat, d'une idéologie révolutionnaire. Sa conception de l'Etat est une profession de foi en faveur de la révolution mondiale. Il est impossible de dire si cette conception ne l'emportera pas demain ou après-demain en France.

Si tel était le cas — et comme homme d'Etat allemand, je dois tenir compte de cette éventualité — il est alors certain que ce nouvel Etat bolchévique serait une section de l'Internationale bolchévique, c'est-à-dire que ce ne seraient pas deux Etats différents qui décideraient, selon leur propre appréciation objective, la question de l'agression et de la non-agression, mais une autorité unique se prononçant sans appel. Et cette autorité, dans une semblable éventualité, ne serait plus Paris, mais Moscou.

Si l'Allemagne, déjà pour des raisons territo-

riales, n'est nullement en état d'attaquer la Russie, celle-ci, par contre, serait à même, grâce au détour de ses positions avancées, de déclencher un conflit avec l'Allemagne.

La désignation de l'agresseur étant alors indépendante des décisions de la Société des Nations, la solution serait certaine d'avance. L'affirmation ou l'objection que la France et la Russie ne feraient rien qui pût leur attirer des sanctions éventuelles, et cela de la part de l'Angleterre ou de l'Italie, est sans aucune importance, parce qu'il est impossible de prévoir quelles pourraient être les sanctions efficaces contre un ensemble si écrasant et uni tant par une même idéologie que par leur alliance militaire.

Voici des années que nous avons signalé avec inquiétude les dangers de ce développement. Non en raison du fait que nous avons à les craindre plus que d'autres, mais parce qu'ils peuvent avoir, un jour, des suites terribles pour toute l'Europe. On a essayé de dissiper nos préoccupations si sérieuses en objectant que tout l'appareil militaire de la Russie était inachevé, difficile à manier et inutilisable dans une guerre européenne. Nous avons toujours réfuté cette opinion, non pas que nous ayons, d'une manière quelconque, la conviction que l'Allemagne serait en état d'infériorité, mais seulement parce que nous savons tous qu'il faut donner aux chiffres l'importance qui leur revient.

C'est pourquoi nous sommes particulièrement reconnaissants des explications que M. Herriot a justement données à la Chambre des Députés,

sur l'importance militaire offensive de la Russie.

Nous savons que ces explications ont été fournies à M. Herriot par le Gouvernement soviétique lui-même, et nous sommes persuadés que ce gouvernement n'aura pas donné de fausses indications à celui qui, en France, a été l'inspirateur spirituel du nouveau pacte, de même que nous ne mettons pas en doute la véracité des informations reproduites par M. Herriot. Or, de ces informations il résulte, premièrement, que l'armée russe a un effectif de paix de 1 million 350.000 hommes, deuxièmement que ses effectifs de guerre et ses réserves s'élèvent à 17.500.000 hommes, troisièmement qu'elle dispose de l'arme des chars de combat la plus puissante qui soit et quatrièmement de l'aviation la plus considérable qui existe au monde.

L'engagement sur l'échiquier de l'Europe centrale de ce formidable facteur militaire, dont on nous a vanté la mobilité, l'excellente direction, et qui serait prêt à tout moment à entrer en ligne, détruit tout équilibre européen véritable. Il empêche, en outre, toute estimation possible des moyens de défense nécessaires, sur terre et dans l'air, pour les Etats européens intéressés, notamment pour l'Allemagne, seule envisagée comme adversaire.

Cette formidable mobilisation de l'Est contre l'Europe centrale n'est pas seulement en contradiction avec la lettre mais avec l'esprit même du pacte de Locarno. Ce n'est pas seulement nous, les intéressés, qui avons ce sentiment; une quantité d'hommes perspicaces de tous les pays pro-

fessent la même opinion dont on trouve partout les témoignages journalistiques et politiques.

Le 21 février, un journaliste français s'est adressé à moi et m'a demandé une interview.

Comme on m'avait fait savoir qu'il s'agissait d'un de ces Français qui s'efforcent, de même que nous, à trouver une voie de rapprochement entre les deux peuples, je n'ai pas voulu refuser, d'autant plus qu'un tel refus eût pu être interprété comme une marque de dédain à l'égard de la presse française. J'ai donc donné les éclaircissements demandés, comme je les ai donnés en Allemagne même, ouvertement, des centaines, des milliers de fois, et j'ai essayé, encore une fois, de m'adresser au peuple français, pour lui demander cette entente qui nous tient au cœur si fortement et que nous voudrions voir réalisée. J'ai ensuite exprimé mon profond regret du développement menaçant qui se poursuit en France par suite de la signature d'un pacte que ne justifiait — nous en sommes convaincus — aucune nécessité, mais qui, au cas où il se réaliserait, ne pourrait manquer de créer une situation nouvelle. Comme vous le savez, cette interview a d'abord été gardée secrète, pour des motifs que nous ignorons, et n'a été publiée que le lendemain de la ratification du pacte par la Chambre des Députés.

Certes, je suis toujours disposé, pour l'avenir, conformément à ce que j'ai déclaré au cours de cette interview, à servir sincèrement la cause de ce rapprochement franco-allemand, parce que je vois en lui l'élément nécessaire de

la sécurité européenne contre des dangers incalculables, parce que je ne puis concevoir ou même apercevoir pour aucun des deux peuples le moindre avantage possible résultant d'une autre attitude et parce que j'aperçois, au contraire, des dangers internationaux d'ordre général extrêmement graves. Cependant, malgré cela, je me vois forcé, par la conclusion définitive de ce pacte, de procéder à un examen de la nouvelle situation créée, pour en déduire les conséquences nécessaires.

Ces conséquences sont très graves. Nous les regrettons amèrement, moi tout le premier; mais j'ai l'oblation de ne pas seulement consentir des sacrifices à l'entente européenne : je dois aussi tenir compte des intérêts de mon propre peuple !

Tant qu'un sacrifice sera apprécié et compris par l'autre partie, je veux le faire de bon cœur et le conseiller au peuple allemand. Mais dès l'instant où il est établi que ce sacrifice n'est plus considéré ou estimé à sa juste valeur par le partenaire, il représente alors nécessairement une charge unilatérale pour l'Allemagne, c'est-à-dire une discrimination intolérable.

A cette heure historique et à cette place même, je tiens à répéter ce que j'ai dit dans mon premier grand discours prononcé devant le Reichstag, en mai 1933 : le peuple allemand supportera plutôt toute misère et toute détresse que de renoncer à ce que lui ordonnent l'honneur et sa volonté de liberté et d'égalité des droits.

Si le peuple allemand doit avoir quelque valeur pour une collaboration européenne, il ne

peut avoir cette valeur que comme partenaire qui tient à son honneur et qui dispose de droits égaux. Au moment où il cesse d'avoir cette valeur morale, il perd en même temps toute valeur pratique. Je ne veux pas que nous nous trompions nous-mêmes, pas plus que je ne veux tromper les autres Etats, en présentant un peuple qui serait sans valeur, parce qu'il serait dépourvu du sentiment le plus naturel d'honneur.

Je crois aussi que, même en cet instant où il faut constater de si amères vérités et prendre de si graves décisions, il importe de défendre avec plus de courage encore l'idée d'une collaboration européenne et chercher de nouveaux moyens d'assurer la possibilité de résoudre ces questions dans un sens profitable à tous.

C'est pourquoi je me suis efforcé d'exprimer, sous forme de propositions concrètes, le sentiment du peuple allemand, soucieux de sa sécurité et prêt à tous les sacrifices pour sauvegarder sa liberté, mais toujours animé de la volonté de participer à une collaboration européenne vraiment sincère sur la base de l'égalité.

Ce n'est donc qu'après avoir été longtemps aux prises avec moi-même que je me suis décidé, au nom du Gouvernement du Reich, à faire remettre au Gouvernement français ainsi qu'aux autres Puissances signataires du pacte de Locarno, le Memorandum suivant :

MÉMORANDUM.

Aussitôt que le pacte signé le 2 mai 1935, entre la France et l'Union des Républiques Socialistes

Soviétiques, a été connu, le Gouvernement allemand s'est empressé de faire remarquer aux autres puissances signataires du pacte rhénan de Locarno que les obligations contractées par la France dans le nouveau pacte n'étaient pas compatibles avec les engagements pris par elle dans le pacte rhénan. Le Gouvernement allemand n'a pas manqué, à cette époque, de motiver son opinion, aussi bien du point de vue juridique que du point de vue politique : juridiquement par le mémorandum allemand du 25 mai 1935, politiquement au cours des diverses conversations diplomatiques qui ont suivi la publication du mémorandum. Les gouvernements des puissances signataires en question n'ignorent pas que, ni les réponses qu'ils ont données par écrit au mémorandum allemand, ni les arguments qu'ils ont fait valoir soit par la voie diplomatique, soit par des déclarations publiques, n'ont pu modifier le point de vue du Gouvernement allemand.

En effet, toute la discussion qui s'est poursuivie sur ces questions, par voie diplomatique ou publique depuis mai 1935, n'a fait que confirmer la façon de voir du Gouvernement allemand telle qu'il l'a formulée dès le début.

1. Il n'est pas contesté que le pacte franco-soviétique soit uniquement dirigé contre l'Allemagne.

2. Il n'est pas contesté que dans ce pacte la France, pour le cas d'un conflit entre l'Allema-

gne et l'Union soviétique, prend des engagements qui dépassent de beaucoup les obligations qui lui incombent d'après le Pacte de la Société des Nations. Ces nouveaux engagements obligent, en effet, la France à entreprendre une action militaire contre l'Allemagne, même si elle ne peut la motiver par une recommandation ou par une décision du Conseil de la Société des Nations.

3. Il n'est pas contesté que, dans un tel cas, la France se réserve le droit de déterminer de sa propre autorité qui est l'agresseur.

4. Il est donc ainsi établi que la France a pris, à l'égard de l'Union soviétique, des engagements qui, pratiquement, aboutissent à lui permettre d'agir éventuellement comme si ni le Pacte de la Société des Nations, ni le pacte rhénan qui s'y réfère, n'étaient plus en vigueur.

Ce résultat du pacte franco-soviétique n'est pas écarté par la réserve que la France y formule et selon laquelle elle ne se considère pas comme obligée à une action militaire contre l'Allemagne au cas où cette action l'exposerait à une sanction de la part des puissances garantes : l'Italie et la Grande-Bretagne. A cette réserve s'oppose déjà un fait décisif : c'est que le pacte rhénan ne repose pas uniquement sur des obligations de garantie assumées par la Grande-Bretagne et l'Italie, mais en premier lieu sur les obligations qui régissent les rapports entre la France et l'Allemagne.

Il importe donc uniquement de savoir si la France, en acceptant les obligations du pacte

avec l'Union soviétique, s'est maintenue dans les limites qui lui sont imposées, à l'égard de l'Allemagne, par le pacte rhénan.

Le Gouvernement allemand se voit forcé de constater que tel n'est pas le cas.

LE PACTE RHÉNAN DEVAIT AVOIR POUR OBJET D'ASSURER LA PAIX DE L'EUROPE OCCIDENTALE PAR LE FAIT QUE L'ALLEMAGNE D'UNE PART, LA FRANCE ET LA BELGIQUE D'AUTRE PART, DANS LEURS RAPPORTS COMMUNS, RENONCERAIENT A JAMAIS A UN RECOURS AUX ARMES.

Si, lors de la conclusion du pacte rhénan, certaines exceptions furent faites au principe de cette renonciation à la guerre, — exceptions dépassant le droit de légitime défense, il faut en chercher la raison politique exclusivement dans le fait que la France avait déjà pris, auparavant, à l'égard de la Pologne et de la Tchécoslovaquie les engagements déterminés qu'elle ne voulait pas sacrifier à l'idée d'une garantie absolue de la paix à l'ouest. L'Allemagne, forte de la pureté de ses intentions, a consenti alors à s'accommoder de ces restrictions. Elle n'a fait aucune objection aux pactes conclus avec la Pologne et la Tchécoslovaquie — et que le représentant de la France avait déposés sur le tapis vert de Locarno — sous la condition bien évidente que ces traités étaient conformes à l'esprit du pacte rhénan, et qu'ils ne renfermaient aucune clause quelconque concernant les modalités possibles d'application de l'article 16 du Pacte de la So-

ciété des Nations, clause analogue à celles qu'on trouve dans le nouveau pacte franco-soviétique. Le contenu de ces accords particuliers communiqués à l'époque au Gouvernement allemand correspondait, d'ailleurs, à cette exigence. Les exceptions concédées dans le pacte rhénan ne sont pas, il est vrai, expressément prévues au seul profit de la Pologne et de la Tchécoslovaquie, elles sont formulées d'une manière abstraite. Cependant, toutes les négociations engagées à ce sujet n'avaient pour objet que de concilier la renonciation franco-allemande de recourir aux armes et le désir de la France de maintenir les obligations déjà contractées par elle. Si la France, se fondant sur la terminologie abstraite relative aux possibilités de recours à la guerre admises dans le pacte rhénan, en profite pour conclure avec un Etat puissamment armé, un nouveau traité d'alliance dirigé contre l'Allemagne, si la France continue à apporter des restrictions si décisives à la portée de la renonciation aux armes, convenue entre elle et l'Allemagne, et si, ce faisant, elle ne tient pas même compte — comme il a été dit plus haut — des limites juridiques formellement établies, elle se trouve avoir créé une situation entièrement nouvelle et avoir détruit non seulement dans l'esprit, mais dans la lettre, le système politique du pacte rhénan.

Les derniers débats et votes du Parlement français ont montré que, malgré les représentations formulées par l'Allemagne, la France est décidée à mettre définitivement en vigueur

le pacte franco-soviétique. Une conversation diplomatique a même démontré que la France se considère, dès maintenant, comme liée à la signature apposée par elle au bas de ce pacte le 2 mai 1935. Eu égard à un tel développement de la politique européenne, le Gouvernement allemand ne peut rester inactif, s'il tient à ne pas laisser périliter et à ne pas abandonner les intérêts du peuple allemand qu'il a le devoir de sauvegarder.

AU COURS DES NÉGOCIATIONS QUI ONT EU LIEU DURANT LES DERNIÈRES ANNÉES, LE GOUVERNEMENT ALLEMAND N'A JAMAIS MANQUÉ DE SOULIGNER QU'IL OBSERVERAIT ET ACCOMPLIRAIT TOUTES LES OBLIGATIONS DÉCOULANT DU PACTE RHÉNAN, AUSSI LONG-TEMPS QUE LES AUTRES PUISSANCES SIGNATAIRES DE CE PACTE SERAIENT RÉSOLUES A Y RESTER FIDÈLES.

Il va de soi qu'en ce qui concerne la France, cette condition si évidente ne peut plus être considérée comme remplie. Aux offres amicales et aux assurances pacifiques que l'Allemagne n'a cessé de lui réitérer la France a répondu par une alliance militaire avec l'Union soviétique, qui est exclusivement dirigée contre l'Allemagne et qui constitue une violation du pacte rhénan.

Dès lors, le traité de Locarno a perdu son sens intrinsèque et pratiquement cessé d'exister.

L'Allemagne ne se considère donc plus comme liée à ce pacte caduc éteint. Le Gouvernement

allemand se voit désormais contraint de faire face à la nouvelle situation créée par cette alliance, situation qui se trouve aggravée du fait que le traité franco-soviétique est complété par un traité d'alliance parallèle entre la Tchécoslovaquie et l'Union soviétique. Dans l'intérêt du droit élémentaire que chaque peuple a de garantir ses frontières et de sauvegarder ses possibilités de défense, le Gouvernement allemand a, en conséquence, rétabli à la date de ce jour la pleine et entière souveraineté du Reich dans la zone rhénane démilitarisée.

Toutefois, pour prévenir toute interprétation erronée de ses intentions et pour écarter tout doute à l'égard du caractère purement défensif de cette mesure, ainsi que pour témoigner de son indéfectible et ardent désir de voir se réaliser une pacification véritable de l'Europe, et cela entre nations jouissant des mêmes droits et du même respect, le Gouvernement allemand se déclare prêt à contracter de nouveaux accords pour l'édification d'un système de garantie de la paix européenne sur la base des propositions suivantes :

1. Le Gouvernement allemand se déclare prêt à entrer immédiatement en négociations avec la France et la Belgique en vue de constituer, de part et d'autre, une zone démilitarisée des deux côtés de la frontière et à donner à priori son assentiment à tout projet de ce genre, quelle que soit la profondeur prévue et les effets pratiques, sous la réserve d'une parité absolue.

2. Le Gouvernement allemand propose, aux

finis s'assurer l'intégrité et l'inviolabilité des frontières à l'ouest, de conclure un pacte de non-agression entre l'Allemagne, la France et la Belgique, pacte dont il est prêt à fixer la durée à 25 ans.

3. Le Gouvernement allemand désire inviter l'Angleterre et l'Italie à signer ce traité en qualité de puissances garantes.

4. Le Gouvernement allemand est d'accord, au cas où le Gouvernement royal des Pays-Bas le souhaiterait et où les autres contractants le jugeraient opportun, d'inclure les Pays-Bas dans ce système de traités.

5. Le Gouvernement allemand est prêt, pour renforcer encore ces conventions de sécurité entre les puissances occidentales, à conclure un pacte aérien qui soit de nature à prévenir automatiquement et efficacement le danger d'agression subite par la voie des airs.

6. Le Gouvernement allemand réitère son offre de conclure des pactes de non-agression — analogues à celui qu'il a conclu avec la Pologne — également avec les autres Etats limitrophes de l'Allemagne à l'est. Comme le Gouvernement lithuanien a, au cours des derniers mois, modifié dans une certaine mesure son attitude envers le Territoire de Memel, le Gouvernement allemand retire l'exception qu'il avait dû faire autrefois vis-à-vis de la Lithuanie et se déclare prêt à signer également avec ce pays un pareil pacte de non-agression, sous la réserve d'un développement effectif de l'autonomie garantie au Territoire de Memel.

7. L'égalité des droits de l'Allemagne et le rétablissement de sa pleine souveraineté sur tout le territoire du Reich étant désormais et enfin acquis, le Gouvernement allemand considère comme supprimée la principale raison pour laquelle le Reich était sorti de la Société des Nations. Il est donc prêt à y rentrer. Il exprime en même temps l'attente que, dans un laps de temps convenable, seront éclaircies par voie de négociations amicales la question de l'égalité des droits en matière de colonies et la question de la séparation du Pacte de la Société des Nations d'avec les clauses du traité de Versailles. »

Députés du Reichstag ! A cette heure historique où des troupes allemandes sont en train d'occuper leurs futures garnisons du temps de paix dans les provinces de l'ouest du Reich, nous nous unissons tous dans une double profession de foi sacrée venant des profondeurs de notre conscience :

D'abord dans le serment que nous faisons de ne reculer devant aucune puissance ni aucune violence pour rétablir l'honneur de notre peuple et de succomber honorablement à la pire détresse plutôt que de capituler jamais devant elle ;

Ensuite dans l'affirmation de la volonté de travailler d'autant plus à l'entente entre les peuples d'Europe, en particulier avec nos voisins de l'Ouest.

Au bout de trois années, je crois pouvoir considérer que la lutte pour l'égalité des droits de

l'Allemagne a atteint aujourd'hui son terme. Je crois aussi que, par là, disparaît la première raison pour laquelle nous nous sommes retirés jadis de la collaboration collective européenne.

Aussi, si nous sommes désormais disposés à revenir à cette collaboration, est-ce avec le désir sincère que ces événements et un regard rétrospectif vers ces années contribuent peut-être à développer la compréhension de cette coopération également chez les autres peuples d'Europe.

Nous n'avons pas de revendications territoriales à présenter en Europe. Nous savons surtout que toutes les tensions résultant soit de délimitations territoriales inintelligentes ou de disproportions entre les chiffres d'habitants et les espaces dont ils disposent, ne sauraient en Europe être éliminées par des guerres. Mais nous espérons que le bon sens humain contribuera à adoucir ce que cette situation peut avoir de douloureux et aplanira des désaccords latents par voie de lente évolution dans une coopération pacifique. Et surtout j'éprouve en ce jour plus que jamais la nécessité de reconnaître les obligations que nous impose le rétablissement de notre honneur national et de notre liberté, obligations non seulement à l'égard de notre peuple mais encore à l'égard des autres Etats européens.

Je voudrais ici rappeler aux hommes d'Etat d'Europe les idées que j'ai formulées de cette tribune dans les 13 points de mon dernier discours, en leur donnant l'assurance que nous au-

tres Allemands, nous sommes tout prêts à accomplir le possible et le nécessaire pour la réalisation de ces idéaux qui ne sont point des fantaisies.

Camarades du Parti! Il y a trois ans que j'ai la responsabilité du gouvernement de l'Allemagne, c'est-à-dire des destinées du peuple allemand. Les succès que la Providence m'a permis de remporter pour notre patrie au cours de ces trois années sont grands. Dans tous les domaines de notre vie nationale, politique et économique, notre situation s'est améliorée. Mais je dois aujourd'hui également confesser que dans ce laps de temps de nombreux soucis m'ont accablé et que d'innombrables nuits sans sommeil ont suivi des jours remplis de travail.

Je n'ai pu accomplir ce que j'ai fait que parce que je ne me suis jamais considéré comme le dictateur de mon peuple, mais seulement comme son « Führer », et par conséquent, son mandataire. J'ai lutté jadis pendant quatorze ans pour y gagner l'adhésion du peuple allemand à mes idéaux et, grâce à sa confiance, j'ai été appelé par le vénérable feld-maréchal. Mais depuis j'ai puisé toute ma force dans le bonheur d'être indissolublement uni à mon peuple et comme homme et comme « Führer ».

Je ne puis clore cette période historique du rétablissement de l'honneur et de la liberté de mon peuple, sans le prier maintenant de m'accorder après coup et, par là, d'accorder à tous mes collaborateurs et compagnons de lutte son acquiescement pour tout ce qu'au cours des an-

nées j'ai dû exécuter, d'approuver toutes mes décisions souvent apparemment arbitraires, toutes les mesures rigoureuses que j'ai dû prendre, tous les sacrifices que j'ai dû exiger.

Aussi me suis-je résolu à dissoudre le Reichstag à la date de ce jour, afin que le peuple allemand puisse se prononcer sur ma gestion et sur celle de mes collaborateurs.

Au cours de ces trois années, l'Allemagne a recouvré son honneur, retrouvé sa foi, surmonté le plus pénible de sa détresse économique, et enfin est entrée dans la voie d'un nouvel essor culturel. C'est ce que je crois pouvoir affirmer en mon âme et conscience, devant Dieu.

Je prie maintenant le peuple allemand de m'affermir dans ma foi, de me conférer encore par la force de sa volonté la force dont j'ai moi-même besoin pour pouvoir toujours courageusement sauvegarder son honneur et sa liberté, pour pouvoir veiller à son bien-être économique; je le prie aussi et surtout de m'encourager dans ma lutte pour la vraie paix.

FIN

TABLE DES MATIÈRES

AVERTISSEMENT.	7
------------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

I. — <i>Aux Ouvriers</i>	11
II. — <i>Sur l'industrie automobile</i>	43
III. — <i>Sur la race et la culture</i>	59
IV. — <i>Sur l'art</i>	77
V. — <i>A la Jeunesse allemande</i>	103
VI. — <i>Sur la doctrine nationale-socialiste</i> .	109

DEUXIÈME PARTIE

<i>Deux discours historiques</i>	139
--	-----

LA PRÉSENTE ÉDITION (2^e TIRAGE) A ÉTÉ
ACHEVÉE D'IMPRIMER SUR LES PRESSES DE
L'IMPRIMERIE MODERNE, 177, ROUTE DE
CHATILLON, A MONTROUGE (SEINE) LE
TROIS SEPTEMBRE MIL NEUF CENT TRENTE-
SIX.